

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE SUR LE TESTAMENT
DANS
L'ANCIENNE COUTUME
DE REIMS

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

Présentée et soutenue le mercredi 7 juin 1916, à 1 h 1/2

PAR

PAUL PELLOT

Président : M. E. CHÉNON, professeur.

Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur.
MEYNIAL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE SUR LE TESTAMENT

DANS

L'ANCIENNE COUTUME
DE REIMS

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 7 juin 1916, à 1 h. 1/2

PAR

PAUL PELLOT

Président : M. E. CHÉNON, *professeur.*

Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, *professeur.*
MEYNIAL, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1916



ÉTUDE SUR LE TESTAMENT

DANS

L'ANCIENNE COUTUME DE REIMS

AVANT-PROPOS

La Coutume de Reims du ^{xvi}^e siècle présente une curieuse physionomie, dont les traits caractéristiques ont été mis en relief par M. Constantin dans une remarquable publication (1). La présente étude ayant plus d'un point de contact avec celle de notre compatriote, nous ne pouvons mieux faire que de résumer ici les observations que lui a suggérées l'examen de ce précieux document.

La Coutume de 1556, véritable code, complète dans son ensemble, se distingue par une originalité qui va parfois jusqu'à l'incohérence. Rebelle à toute contrainte romaine ou germanique, elle explore un horizon nouveau et se crée une voie nouvelle à travers des champs inexplorés,

(1) H. Constantin, *Etude sur le droit des gens mariés à Reims, d'après la Coutume rédigée en 1556*. Paris, Chevalier-Marescq, 1903, in-8°.

sans nul souci des règles en apparence les plus intangibles.

Parmi les conceptions juridiques anormales qui signalent cette coutume à notre attention, il faut citer la non-présomption de société entre personnes qui vivent ensemble. C'est de là que procède l'exclusion de la communauté entre époux.

Rappelons le caractère mobilier attribué aux dettes, même contractées à l'occasion des immeubles, par exemple le surcens payé au seigneur, ainsi qu'aux rentes constituées qui partout ailleurs sont immeubles.

Dans l'intérêt du commerce, la Coutume de Reims consacre une pratique aussi rigoureuse que spéciale : l'*arrest coutumier*, c'est-à-dire la saisie du forain débiteur d'un Rémois et de ses biens, sur simple indication du créancier à la Justice.

Le formariage n'existait pas dans la Coutume de Reims ; on reconnaît la parfaite liberté du mariage.

L'émancipation par mariage accorde au mineur rémois une plus ou moins grande liberté dans l'administration de ses biens, mais la puissance paternelle subsiste en ce qui concerne la personne de l'émancipé.

L'émancipation rémoise diffère donc de celle du Code actuel qui libère le mineur de la puissance paternelle tant au point de vue de la personne que des biens.

A quelles influences faut-il attribuer ces caractères particuliers qui distinguent la Coutume de Reims ?

D'aucuns y voient le résultat de la situation topographique mettant les habitants en contact immédiat avec

les races conquérantes où dominant les idées de famille et de supériorité de l'homme, mais sans oppression sur la femme.

Contentons-nous de cette simple observation sans entrer dans les détails, puisqu'il s'agit d'une question qui n'a qu'un rapport éloigné avec les éléments de notre tâche actuelle.

Aux singularités que signale M. Constantin dans la Coutume de Reims, il n'est pas hors de propos d'ajouter les règles sur les successions à *demi naissant*.

Ces règles consistent dans le privilège accordé aux enfants du *de cujus* ou aux plus proches lignagers de recueillir une partie de l'actif de la succession, sans contribuer en aucun cas au paiement du passif, si élevé qu'il soit.

Dans ce but, les successibles en question n'ont qu'à se dire « héritiers à demy naissant pour que à eulx appartient en tout droit possessoire ou pétitoire la moitié de tous les héritaiges de nature de naissant qui oncques furent et appartindrent au deffunct » (art. 42 de la Coutume de 1481).

L'article 43 ajoute : « Lesdictz héritiers à demy naissant ont, prennent et leur appartiennent et reçoivent leur droit de demy naissant franchement et quictement ; c'est assavoir sans charge de debtes, laiz, ordonnances testamentaires, services, execques et funérailles du trespasé, ni de quelzconcques autres debtes, charges, ypothèques ou obligations dont ledict trespasé ayt chargé ou obligé sa succession. »

En cas de disposition des biens grevés, du vivant du testateur, il y a lieu à une résolution d'aliénation d'un fonctionnement assez compliqué dont il est inutile de parler ici.

L'institution du demy naissant n'a pas survécu à la Coutume de 1481, et il n'en est plus question dans la Coutume de 1556. Du reste nous ne l'avons mentionnée ici qu'à titre de curiosité purement historique.

Les matières faisant l'objet de cette thèse embrassent une vingtaine d'articles (285 à 306) et sont comprises sous le titre X ainsi conçu : « Des testamens et autres dispositions de dernières volontez et exécutions d'icelles. »

A cause des points de ressemblance qui existent entre plusieurs coutumes ou des règles générales qui embrassent l'ensemble des pays coutumiers, nous avons largement puisé dans les travaux de nos prédécesseurs. C'est ainsi que nous avons mis à contribution les savants ouvrages où il est question du testament coutumier.

Voici du reste la bibliographie à laquelle il est fait allusion :

Auffroy (Henri), *Evolution du testament en France des origines au XIII^e siècle*. Paris, Arthur Rousseau, 1899.

Engelmann (Jean), *Les testaments coutumiers au XV^e siècle*. Paris, 1903.

Bretagne (Pierre), *Le testament en Lorraine des origines au XVIII^e siècle*. Paris, Berger-Levrault, 1906.

Guignard (Fernand), *Etude sur le testament au comté de*

Bourgogne, d'après les testaments de l'officialité de Besançon (1245-1500). Paris, Larose et Tenin, 1907.

Bougon (Louis), *Le testament en Auvergne du XIII^e siècle à la rédaction de la Coutume (1510)*. Paris, Arthur Rousseau, 1911.

Bourdet (Jean), *Etude sur les formes du testament dans l'ancien droit français*. Paris, Arthur Rousseau, 1913.

Enfin nous avons fait de notables emprunts à l'excellent ouvrage de M. Charles Lefebvre, publié sous le titre de : *L'ancien droit des successions (Cours de doctorat de 1911-1912)*. Paris, Larose et Tenin, 1912, 1 vol. in-8°.

Cette œuvre en ce qui touche à la matière des testaments forme, aux travaux précités, un complément indispensable que le nôtre ne pouvait manquer de mettre à profit.

Comme addition aux sources qui précèdent, nous dressons la liste des textes et commentaires rémois qui fournissent une documentation sur le droit testamentaire.

Le *Liber practicus de consuetudine Remensi*, texte le plus ancien des documents juridiques rémois, n'est autre que l'ensemble des coutumes de la Cour ecclésiastique des archevêques qui devint plus tard l'officialité. Cette compilation, datant de 1269, constitue un recueil de droit religieux dont les dispositions s'appliquaient même dans les causes intéressant les laïques (1).

(1) Constantin, *op. cit.*, p. 30 et suiv.

Le *Livred'Or* de Drogon d'Hautvillers, composé vers le milieu du ^{xiii}^e siècle.

La première rédaction des coutumes des cours civiles, accompagnée d'un commentaire de Gérard de Montfaucon. Cet ouvrage, qui a vu le jour au commencement du ^{xv}^e siècle, a pour titre : « *Déclaration des coustumes et usaiges de Reins et la glose sur ce compilée par Maistre Gérard de Montfaucon, licencié ès loi.* »

La Coutume de 1481, dont la confection a été ordonnée par Louis XI en raison des « difficultés d'interprétation des coutumes, du retard des procès, des dépenses excessives pour prouver les coutumes », fut réformée en 1507.

Elle n'a été imprimée qu'en 1553, trois ans avant la rédaction officielle de celle de 1556.

Un exemplaire de la Coutume de 1556 existe encore à la Bibliothèque de Reims. C'est un manuscrit du ^{xviii}^e siècle qui porte pour titre : « *Conférences des Coutumes de Paris, Vermandois, Reims et Vitry, n° 777.* » Il existe à la Bibliothèque du Tribunal de Reims un autre manuscrit composé par l'avocat Vieillart, ancien Président de la Cour de cassation, qui eut l'honneur d'être l'un des rédacteurs du Code civil. Cet ouvrage a pour titre : « *Les coutumes de la cité, ville et faubourgs de Rheims, villes et villages et lieux régis en icelles* », enrichies de notes, par M. Jean Vieillart, avocat au Parlement, procureur fiscal de la duché-pairie de Reims. Manuscrit de 1787.

La Coutume de 1556 a été commentée en 1603 par Jean-Baptiste Buridan, professeur de droit romain à l'Univer-

sité de Reims et lieutenant général du bailliage de Mont-faucon.

Ce commentaire est remarquable par sa précision et la sûreté de jugement de l'auteur (1). Il renferme de copieuses notes historiques, des références à d'autres coutumes et un certain nombre de décisions judiciaires. Nous aurons donc l'occasion d'y puiser largement, et il sera notre principal guide au cours de la route que nous nous sommes tracée (2).

Ces observations terminées, nous diviserons notre travail en sept chapitres.

Le premier chapitre sera consacré à l'*Inspiration* des testaments où nous distinguerons tour à tour les préambules et les dispositions de fond.

Les règles de formes relatives à la rédaction des divers genres de testaments feront l'objet du deuxième chapitre.

Le troisième chapitre sera réservé aux dispositions de fond envisagées dans leurs principales manifestations, telles que l'institution d'héritier, les substitutions, le règlement de dettes et les legs particuliers.

Le quatrième chapitre étudiera spécialement les restrictions spéciales apportées au droit de tester, par des incapacités et par certaines considérations familiales.

(1) H. Jadart, *Jean-Baptiste Buridan. Recherches sur sa famille, ses fonctions et ses travaux avec documents tirés des Archives de Reims*. Reims, 1884.

(2) Les testaments des chanoines rémois mentionnés au cours de cette thèse font partie du fonds du Chapitre, classés sous la série G, n° 257 à 360, des Archives municipales de Reims.

Dans le cinquième chapitre, nous traiterons de l'exécution testamentaire et de la délivrance des legs.

Le sixième chapitre traitera de l'acquit du passif.

Dans le dernier chapitre, nous dirons quelques mots de la juridiction compétente en la matière.

Enfin nous donnerons en appendice quelques documents inédits, ou copies de testaments, et les textes tirés de la Coutume de Reims dont nous avons mis les règles à contribution pour la rédaction du présent travail.

INTRODUCTION

Antérieurement au xv^e siècle, l'évolution du testament dans la province de Reims se confond avec l'histoire de cette institution dans les pays de droit coutumier. C'est donc à cette histoire qu'il faut se reporter pour juger des étapes parcourues dans notre région depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la rédaction des Coutumes de 1481 et 1556. Cette étude forme la notable part d'un récent ouvrage dû aux patientes recherches d'un des plus célèbres professeurs en la matière (1). Comme les principales dispositions qu'il renferme ont leur place toute trouvée pour servir de préambule au nôtre, nous en analysons ici la substance, avant d'arriver au développement des matières sur lesquelles roule le sujet du présent mémoire.

« Le testament coutumier, tel qu'il figure dans les rédactions officielles du xvi^e siècle, n'est qu'un pâle reflet du testament de Rome, attendu qu'il ne constitue pas une liquidation définitive de la masse successorale. A vrai dire, c'est, à l'instar du testament romain, un acte personnel et révocable par lequel le *de cujus* a voulu, après sa mort, laisser des dispositions diverses et surtout, mais dans une mesure restreinte, des libéralités.

(1) Ch. Lefebvre, *L'ancien droit des successions* (Cours de doctorat de 1911-1912). Paris, Larose et Tenin, 1912, 1 vol. in-8°.

Durant la période gallo-franque le testament disparaît. Il est vrai que l'expression *testamentum* abonde dans les documents, mais elle a perdu sa signification technique au Moyen Age. Ignorant l'acte testamentaire, les Francs se sont servis du mot avec le sens d'écrit ou *instrumentum*.

Pour savoir si le testament a survécu, il faut envisager le fond des choses. Ce qui caractérise l'acte testamentaire depuis la notion romaine, c'est le fait de dispositions ne devant valoir qu'au jour du décès du testateur et consignées par lui dans un acte personnel et révocable.

Cette idée ayant été longtemps méconnue au Moyen Age, il n'est pas téméraire de proclamer que pendant plusieurs siècles le testament s'est éclipse, donnant ainsi pleine confirmation au mot de Tacite *nullum testamentum*.

Aucune loi n'établit que les Germains eussent fait usage d'un tel acte de disposition *mortis causa*. Si en Gaule les lois Burgonde et Wisigothe en parlent, par imitation romaine, les Francs l'ont banni de leur empire, pendant que se fortifiait chez eux la théorie du droit des lignagers.

La désignation de l'héritier résulte contractuellement de l'*affatomie*. Sous la deuxième race, les Capitulaires ne font aucune allusion au testament révocable. Il n'y est question que de *traditiones* plus ou moins importantes et dont la révocation est interdite. L'acte *mortis causa* se manifeste alors sous forme de donation *post obitum*, irrévocable, mais sous réserve de possession et jouissance au profit du donateur.

Le testament, avec son caractère d'acte personnel et ré-

vocable, rentre en bonne grâce vers le milieu du ^xⁱ siècle. Les conquêtes normandes et l'épopée des Croisades, avec les dangers que provoquent ces lointaines expéditions, contribuent dans une large mesure à ressusciter l'acte testamentaire rédigé avant de périlleux départs et pouvant être annulé ou modifié en cas de retour.

La nouvelle vie imprimée au testament a son principe dans le sentiment religieux, le souci du bonheur de l'autre monde qu'il faut s'assurer par le paiement de ses dettes, la réparation de ses torts et quelques largesses au profit des pauvres.

On commence par sacrifier quelques meubles pour arriver progressivement à la disposition des acquêts et des propres.

L'Eglise, de son côté, participait au rétablissement de l'acte testamentaire, en conseillant d'en faire une réparation indispensable pour gagner le ciel. C'est ainsi que parurent dans les testaments les libéralités pieuses qui auparavant se réalisaient comme donations *post obitum*. Cét usage, répandu au cours du ^{xii}^e siècle, s'observe dans toute sa rigueur au ^{xiii}^e siècle. Les nombreux actes à l'appui de ce mouvement diffèrent du testament romain par l'inspiration qui les anime, mais ils sont personnels et révocables, comme par exemple celui de Philippe-Auguste en date de l'an 1222.

Ce testament n'a pas pour objet de faire un héritier ; les dispositions s'exécutent sur les meubles et conquêts avant de toucher au quint des propres, en cas d'extrême néces-

sité. Le disposant vise surtout les dettes, torfaiz et aumônes, y ajoutant quelques legs particuliers, et entre époux le legs des meubles et conquêts, quand la coutume ne le défend pas.

Le fond du testament ranimé au Moyen Age est un acte chrétien de confession et de réparation suprême, en un mot une disposition pieuse. Ce n'est guère encore une abondante distribution de legs à des amis ou serviteurs ; ce n'est pas un moyen de grossir la part de tel ou tel enfant. C'est encore moins un règlement de succession comme à Rome.

Aux siècles suivants et jusqu'à la rédaction des coutumes, le testament offre les mêmes caractères. Mais les legs se multiplient, ainsi que les libéralités séculières, bien qu'il s'agisse ordinairement de legs mobiliers.

C'est la conséquence de la Renaissance romaine qui manifeste l'esprit laïc du testament comme acte civil et incite à faire des legs d'objets et de buts variés, même de quotité ou universels.

Dans la seconde moitié du xvi^e siècle, au moment de la rédaction des coutumes, cette évolution est très accentuée.

Toutes ces coutumes, notamment celle de Reims, consacrent un titre au testament, mais peu étendu. La matière comprend une vingtaine d'articles relatifs à la forme, à la capacité, au disponible, à l'exécution testamentaire et à l'acquit du passif.

Il n'y est nullement question des divers genres de legs, particuliers ou universels, ni de l'importance ou de l'exer-

cice des droits qui en découlent. On ne parle même pas de leur révocation expresse ou tacite. Le tout était soumis à une jurisprudence générale fixée par le Droit romain.

On s'était appliqué à consigner quelques usages s'écartant de la tradition romaine et variables suivant les contrées, notamment en ce qui regarde le disponible et la capacité de tester.

Le principe de révocabilité ne faisant l'objet du moindre doute, on ne trouve dans les coutumes aucune règle sur la révocation expresse ou tacite.

Puisqu'à l'imitation du codicille romain le testament coutumier n'est pas un règlement complet de la succession, le *de cujus* peut laisser plusieurs testaments, s'il n'y a point incompatibilité entre eux ou autre preuve de son intention de révoquer.

Aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles, il est de moins en moins question des dispositions relatives aux dettes et torfès, si fréquentes au Moyen Age, pendant que persistent celles qui sont une affirmation de foi religieuse et alimentent des fondations de messes ou de prières. Ce n'est plus seulement le legs pieux, soumis dorénavant aux règles ordinaires de fond et de forme, mais le legs suivant la définition romaine qui redevient le mode habituel de disposer, notamment aux pays de coutumes qui n'admettent pas l'institution d'héritier.

Lorsque le testament fut devenu un instrument de libéralité civile, on ne limita pas son ressort à des legs particuliers. En l'absence de l'institution d'héritier à la manière

romaine qu'il était interdit d'adopter, on admit en pratique les legs universels ou à titre universel.

Nous verrons plus loin en quoi consistent les différences qui existent entre l'héritier et le légataire universel, malgré les tentatives faites par certains auteurs pour assimiler ces deux classes de successibles.

Nous reproduisons à la fin de ce travail le testament de Gaucher de Château-Porcien, chanoine de l'église de Reims, passé devant Martin de Cormicy, clerc de la Cour ecclésiastique, en l'année 1212, troisième férie après la fête de Saint-Remi. Cet acte atteste bien le caractère religieux du testament au ^{xiii}^e siècle : il est devenu presque exclusivement une collection de legs pieux.

Les différents traits de l'évolution du testament dans les temps passés étant suffisamment mis en lumière, nous allons aborder l'étude de cet acte dans la Coutume de Reims à l'époque moderne, conformément au plan indiqué en tête du présent ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

INSPIRATION DES TESTAMENTS

Il résulte des observations qui précèdent que le testament coutumier du Moyen Age est un acte empreint d'un caractère foncièrement religieux. A-t-il conservé, à travers les siècles suivants, cette physionomie originale ? Ou au contraire les dispositions motivées par de pieux sentiments ont-elles abandonné la *direction* de l'acte *mortis causa* à des préoccupations d'ordre purement matériel ? En d'autres termes, le testament devient-il désormais un règlement de la masse héréditaire, ou bien faut-il le regarder comme une aumône plus ou moins mélangée de dispositions profanes (1) ?

Pour répondre à cette question, nous allons étudier dans une première section les formes qu'adoptent les *Préambules* des divers genres de testaments sous seing privé ou authentiques. Nous examinerons ensuite l'inspiration des *Dispositions de fond* du testament. Cette étude nous permettra de dégager la conclusion que nous cherchons : le testament est-il un acte religieux ou un acte civil ?

(1) Thèse Engelmann, p. 63.

I. — Les Préambules.

Testaments sous seing privé.

Les testaments sous seing privé, œuvre personnelle des particuliers, présentent entre eux une grande similitude dans la confection de leur préambule.

Presque tous, pour ne pas dire tous, commencent par une invocation à la Sainte Trinité et des considérations sur la mort. Le testateur affirme sa foi religieuse et recommande son âme à Dieu et aux Saints suivant la formule en usage. Il choisit le lieu de sa sépulture et termine par une série de legs pieux que clôturent des dispositions profanes plus ou moins importantes.

Oudard Coquault, auteur des *Mémoires* (1), dans son testament olographe rédigé le 3 novembre 1669, débute par l'invocation ordinaire : Au nom du Père, etc.

Contrairement à une habitude généralement suivie, il omet de rappeler qu'il est sain de corps et d'esprit. Un souvenir ému donné à ses deux épouses prédécédées lui fournit l'occasion d'exprimer à sa manière l'incertitude de l'heure de la mort et la rapidité imprévue avec laquelle elle frappe ses victimes.

Le développement de la recommandation à Dieu et aux bienheureux habitants du Paradis n'est pas sans donner

(1) Cf. Ch. Loriquet, *Mémoires de Oudard Coquault, bourgeois de Reims* (1649-1668), t. II, Reims, imp. de l'Académie, 1875, p. 660 et suiv.

au début de notre pièce une douce saveur de piété mystique. Vient ensuite le choix du lieu de sa sépulture qui précède immédiatement les dispositions de fond.

Voir les termes préambulaires de ce testament qui forme le n° VI des pièces transcrites en appendice.

Les deux testaments sous signature privée du chanoine Lacourt, rédigés l'un le 1^{er} août 1728 et l'autre le 20 mai 1729, commencent aussi par l'invocation de la Sainte Trinité et la recommandation du testateur à la miséricorde divine.

Celui du 1^{er} août 1728, dont nous parlerons plus loin, rappelle discrètement les circonstances qui avaient motivé la confection d'un autre testament auquel il veut apporter quelques modifications, circonstances qui n'étaient autres que son incarcération à la Bastille.

Ce testament débute ainsi :

« Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, très sainte et très adorable Trinité,

Je soussigné, après m'être recommandé à Dieu, duquel j'implore la miséricorde infinie, déclare en forme de testament holographe que peu de jours avant que de cruels calomniateurs eussent surpris contre moi la religion du Roy, j'ai disposé de mes dernières volontez en faveur de ma sœur Perette Lacourt, à laquelle, en témoignage de la bonne amitié que j'ay toujours eu pour elle, j'ai légué et

(1) Loriquet, *Jean Lacourt, chanoine de Reims, à la Bastille* (dans les Travaux de l'Académie de Reims, année 1885-1886, t. II, 80^e vol. Reims, F. Michaud, 1888, p. 236 et suiv.).

donné généralement tout ce qui se trouvera m'appartenir au jour de mon décès. Elle en a l'acte entre les mains.

Des considérations graves me portent aujourd'hui à ajouter à cet acte les conditions et les restrictions suivantes... »

Testaments authentiques.

Il est permis de supposer que les officiers ministériels, auxquels on confiait le soin de rédiger les testaments, s'étaient eux-mêmes créé un formulaire pieux sous l'influence des actes de dernière disposition confectionnés par les particuliers. Voilà pourquoi nous remarquons dans les formules authentiques le style préambulaire et l'inspiration religieuse des testaments sous seing privé.

L'unité de rédaction des préambules, en ce qui concerne les testaments authentiques, est prouvée par des considérations que chacun d'eux expose sur les objets suivants :

Etat de santé : « Estant en bonne santé, non mallade », on ajoute quelquefois : « revestu de ses habyts, allant et venant », ou « estant au liet malade ».

Etat mental : « Sain de son esprit », ou « ayant bon sens, mémoire et entendement », parfois on ajoute : « bien parlant et entendant ».

Brièveté de la vie : « Considérant que briefs sont les jours de toutes créatures humaynes en ce monde mortel. »

La mort : « Que la mort est certaine et l'heure d'icelle incertaine ».

Désir de sauver son âme : « Pensant et considérant les choses souveraines. »

Crainte de mourir *intestat*, c'est-à-dire sans avoir assuré le salut de son âme par une pieuse aumône : « Ne voulant mourir *intestat*, ne voulant devyer, ni decedder de ce mortel monde *intestat*, mais désirant de tout son cueur pourvoir au salut de son âme. »

Intention de disposer de ses biens : « Pour ces causes, a fait son testament et ordonnance de dernière volonté. »

Révocation de tous testaments antérieurs : « En révoquant, cassant et adnullant tous testamens qu'il pouvoit avoir par cy devant fait. »

Recommandation de son âme à Dieu.

Paiement de ses dettes et torfès.

Election du lieu de sépulture (1).

Le tout suivi de dispositions relatives à la sépulture, aux obsèques, services et legs pieux ou profanes.

Nous allons passer en revue divers testaments par acte public devant les notaires de la ville de Reims.

Aymond du Boullay, « escuyer, sieur dudit lieu et de Voulsey en Lorraine, du tiltre de Valloys, premier hérault d'armes du Roy nostre sire et commissaire extraordinaire de ses guerres, demeurant à Reims », exprime ses dernières volontés le 23 juillet 1557, un an à peine après la rédaction définitive de notre coutume, devant Jacques Angier et Nicolas de Huz, notaires à Reims (2).

(1) Thèse Guignard, p. 57 et suiv.

(2) H. Jadart, *Notice historique sur Aymond du Boullay*. Reims, F.

« Le testateur allant et venant, ayant bon sens, mémoire et fin entendement, bien parlant et entendant, pensant et considérant les choses souveraines, non voulant devyer, ne deceder de ce mortel monde *intestat* ; mais désirant de tout son cueur pourveoir au salut de son âme, a fait son testament et ordonnance de dernière volonté ; en cassant et adnullant tous autres testamens qu'il povoit avoir par cy devant faiz et passez, voulant et expressément ordonnant celsuy présent son testament avoir lieu et sortir plein et entier effect, en toutes manières que testamens de treppassez tenir et valloir se doyvent tant de droit que de coutume.

« Premier, ledit testateur a recommandé et recommande son âme à Dieu le Créateur, à la glorieuse Vierge Marye et à tous les benoiz Saints et Saintes du Paradis ; et si veult toutes ses debtes et *forfaiz amandez* par tout où il aparestra par les mains des exécuteurs de ce présent testament cy après nommez. »

Le testateur règle ensuite le détail de sa sépulture et de ses obsèques, pour aborder aussitôt les legs pieux ou profanes.

Ces préambules attestent l'emploi, sauf à la troisième personne, des mêmes expressions que celle en usage dans les testaments écrits pour les particuliers. Il est évident que l'idée religieuse domine toujours en maîtresse dans la rédaction des formules notariées.

Michaud, 1883, p. 354 et suiv. (Extrait des Travaux de l'Académie de Reims, 71^e vol., année 1881-1882).

Le testament de Daniel du Boullay, écuyer, sieur dudit lieu en partie, premier héraut d'armes du Roi, au titre de Valois, et élu pour Sa Majesté en la ville et élection de Reims, ajoute à l'invocation ordinaire celle à l'adresse de Saint Hilaire, son patron, c'est-à-dire patron de sa paroisse.

« Lequel estant en son lict malade, et sain de son esprit, a reongnu qu'il n'y a chose au monde plus certaine que la mort, etc...

« Premier, a recommandé et recommande son âme à Dieu le créateur, et à la glorieuse Vierge Marye et à toute la court céleste du Paradis et à Monsieur Saint Hilaire son patron » (31 mai 1585, Ponce Angier, notaire à Reims).

Dans son testament du 15 avril 1598, passé devant J. Angier et Roland, notaires à Reims, Isabeau de Thilloys, veuve de Daniel du Boullay, « vestue de ses habits, ayant bon sens, mémoire et entendement, ne voulant décéder de ce monde *intestat* », recommande, dans les termes habituels, son âme à Dieu et la réparation de ses *torfaiz* aux exécuteurs testamentaires.

Ici encore, l'idée inspiratrice des termes du préambule ne fait l'ombre d'aucun doute.

Le début du testament de Perette Bignicourt, veuve de M^e Nicaise Marlot (1), docteur en médecine, reçu le 19 octobre 1624 par Brisset et Taillet, notaires à Reims, est conçu à

(1) Cf. H. Jadart, *Dom Guillaume Marlot, grand prieur de Saint-Nicaise, historien de Reims*, Reims, F. Michaud, 1892, in-8°, p. 105 et suiv.

peu près dans le même sens (n° V des pièces reproduites en appendice).

Nous avons vu plus haut qu'après avoir recommandé son âme à toute la cour céleste et ordonné à l'exécuteur testamentaire de veiller à l'acquit de ses dettes de conscience, le testateur procédait à la désignation du lieu où devait reposer sa dépouille mortelle. Ce choix n'est presque jamais omis dans les nombreux testaments que nous avons eus sous les yeux.

L'inhumation a lieu ordinairement au cimetière de la localité. Mais quand il s'agit d'un personnage de marque tel qu'un riche marchand, un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire, un membre de la noblesse, un prêtre, un dignitaire ecclésiastique, ce testateur a pris soin de choisir pour lieu de son dernier repos le cloître de quelque monastère ou l'une des églises de sa résidence. C'est presque toujours l'église de la paroisse du disposant, d'autres fois celle où reposent déjà les ancêtres de la famille. Parfois l'emplacement choisi dépend des pérégrinations accomplies par l'intéressé au moment du décès.

Dans son testament du 9 janvier 1416, Humbert de Jully, chanoine de Reims, demande à être enterré dans la sépulture de son oncle Humbert de Jully, aussi chanoine de Reims, près de l'autel de saint Paul, en la nef de la cathédrale.

Gérard Gobin de Vendresse, chanoine de ladite église, énumère, dans son testament du 26 mars 1418, diverses dispositions relatives à sa sépulture qu'il choisit « in tu-

mulo seu monumento pro reverendissimo in Christo patre domino Cardinali sancti Marci, quondam dicte ecclesie decano, confecto, vel in alio loco, prope locum qui dicitur *Preciosa* ».

Le cardinal de Lorraine dicte également, par son testament du 1^{er} janvier 1571, certaines dispositions pour le transport de son corps à Reims, s'il vient à mourir hors de cette ville, et pour ses funérailles et sa sépulture qu'il choisit dans la cathédrale de Reims, derrière l'autel de Sainte-Croix.

Daniel du Boullay désigne comme lieu de sa sépulture « l'église Saint-Hilaire de Reims en la place où feu son père a esté inhumé ».

Isabeau de Thilloys, sa femme (15 avril 1598), désire « estre enterrée en l'église Saint-Hillaire, près de feu Thomasse Tropmignot, sa mère, sy faire se peult, ou bien près de M^{re} Georges de Thilloys, son père ».

Marie du Boullay, femme de Jacques de Laffilé, écuyer, demeurant à Vaulx, leur fille, demande (1595) que son inhumation soit faite en ladite église Saint-Hilaire, près de feu M^{re} Georges de Thilloys, son premier mari (1).

Suivant son testament rédigé le 18 décembre 1591, le cardinal Philippe de Lenoncourt, archevêque de Reims, ordonne d'inhumer son corps en la cathédrale; près du tombeau de l'archevêque Robert de Lenoncourt, son grand-oncle.

(1) H. Jadart, *op. cit.*

Le 1^{er} août 1629, Adam Berruyer, chanoine de Sainte-Balsamie et de l'église de Reims, greffier du Chapitre de ladite église, élit par testament sa sépulture dans le cloître du Chapitre, et s'il ne peut obtenir cette faveur, en la nef de l'église Saint-Denis ou en celle de l'église des Frères Prêcheurs de la ville de Reims.

Pierre Frizon, chanoine et pénitencier de l'église Notre-Dame de Reims, déclare aux termes de ses dernières volontés, exprimées le 5 août 1650, qu'il désire être enterré, s'il meurt à Paris, devant le premier pilier de la nef des Célestins, et s'il meurt à Reims, dans la cathédrale, près de la chaire du Pénitencier.

Le testament de Jacques Thuret, écolâtre et chanoine de Reims, portant la date du 31 octobre 1669, mentionne entre autres desiderata celui d'être enterré en la cathédrale, devant la porte de la chapelle de l'ancienne congrégation, et dans le cas où le Chapitre n'y consentirait pas, dans le chœur de l'église des Cordeliers de Reims.

Claude Dorigny, doyen de la Faculté de droit, chanoine et trésorier de l'église Notre-Dame de Reims (10 octobre 1631), demande à être inhumé dans le tombeau de Guillaume Noblin, son oncle, doyen de l'église de Reims, et s'il ne peut l'obtenir, en l'église Saint-Jacques de Reims, dans la tombe de la famille Dorigny, devant l'épitaphe qu'il y a fait poser.

Contrairement aux intentions manifestées dans les dispositions qui précèdent, Aymond du Boullay s'en remet à la discrétion de sa femme pour choisir l'emplacement de

son tombeau et faire les prescriptions relatives à la célébration de ses services funèbres.

« Item veult son corps après son trespas estre inhumé et enterré en tel lieu qu'il sera advisé par damoiselle Marie Noël, sa femme, et que telz services, prières et oraisons soient faiz pour l'âme de luy qu'il sera par elle advisé, la priant en vouloir faire son devoir, comme elle voudrait qu'il feist pour elle en pareil cas. »

A la simple inspection des préambules, il est facile de se convaincre que le caractère n'a pas changé avec le temps. On peut donc dire qu'au point de vue de la forme le testament du xvr^e siècle n'a pas cessé d'être un acte religieux.

II. — Dispositions de fond.

La variété d'expressions pieuses que l'on rencontre dans la rédaction des formules préambulaires peut à la rigueur se concevoir sans l'attribuer forcément à l'influence souveraine du sentiment religieux. Ces formules dévotes où viennent s'encadrer les volontés du défunt attestent surtout le caractère *passé* du testament qui se maintient par l'usage. C'est dans les dispositions essentielles de l'acte que se manifeste l'inspiration qui lui a donné naissance, plutôt que dans les termes qui ont servi à le réaliser (1).

(1) Thèse Engelmann, p. 89.

Il faut donc, pour dégager la véritable inspiration du testament au *xvi^e* siècle, étudier les dispositions de fond en comparant tous les documents du même genre que nous pouvons rencontrer. Ce travail nous permettra ensuite de tirer telles conclusions qu'il y aura lieu, dans le but de confirmer ou de détruire ce que nous avons vérifié au sujet des préambules.

Etablissons d'abord, sous deux paragraphes, une distinction entre les dispositions religieuses et les dispositions profanes.

§ 1. — Dispositions religieuses.

Dans les dispositions religieuses nous ferons rentrer les clauses ayant pour objet les *dettes* et *torfaiz*, les règlements de *sépulture* et de *funérailles*, les *legs pieux* proprement dits et les *legs charitables*.

Dettes et torfaiz.

Il semble à première vue que les dispositions relatives au paiement des dettes et à la réparation des torfaiz devraient se trouver sous la rubrique des dispositions profanes. Mais les clauses qui concernent ces dettes et torfaiz sont toujours placées dans les préambules immédiatement après les invocations et avant l'élection de sépulture. D'autre part, certaines de ces prescriptions sont conçues en termes imprécis qui ne permettraient pas à quelqu'un de s'en faire un titre de créance contre la succession. Elles s'en remettent à la discrétion de l'exécuteur testamentaire pour décider dans quelle mesure s'accomplira la répara-

tion. Le testateur a pu aussi ordonner l'acquittement de ses obligations naturelles ou la réparation des torts commis involontairement. Tout cela suppose une appréciation morale qui place ces questions plutôt au rang des dispositions pieuses faites, elles aussi, en réparation de dettes, non envers le monde, mais envers Dieu (1).

Le testament d'Aymond du Boullay, dont nous avons déjà parlé, englobe dans une même phrase, comme on a pu le voir, la recommandation à Dieu et la clause concernant le règlement des dettes et torfaiz.

Rien que cette intime liaison de la pensée du sort de son âme à celle de ses torts suffit pour nous prouver que, dans l'esprit du testateur, la réparation de ceux-ci était considérée comme l'accomplissement d'un devoir envers Dieu.

On trouve dans tous les testaments rémois une clause relative aux torfaiz dont la formule seule offre quelque variante de rédaction.

Règlement de sépulture et de funérailles.

Dans nos testaments rémois, l'élection de la tombe est suivie de dispositions relatives au mode de sépulture et à l'organisation des funérailles.

Le 22 mars 1409, Etienne Picque de Besançon, chanoine de Reims, demande à être inhumé dans la cathédrale, sous une tombe de pierre portant son effigie.

(1) Thèse Bougon, p. 56.

Jean Raymond, chanoine et prévôt de l'église de Reims, dans son testament du 20 mai 1448, manifeste le désir d'être enterré dans le cloître de la cathédrale *subtus librariam*, sous une dalle portant son nom et ses titres.

Pierre Charlet, chantre et chanoine de l'église de Reims, ordonne de placer sur sa fosse « unam tumbam marmoream existentem in tailleria dicte remensis ecclesiæ quam pridem emit et preparari fecit » (testament du 7 septembre 1452) : voilà ce qui s'appelle envisager le moment du suprême départ avec sérénité et confiance.

Jean Ware, chanoine de Reims (21 septembre 1511), requiert pieusement la confection d'une épitaphe avec l'image de saint Jean-Baptiste, son patron, le présentant à la Bienheureuse Vierge Marie.

Pierre Gilbert, vidame et chanoine de l'église de Reims, doyen de la Faculté de droit de l'Université de cette ville, manifeste dans son testament du 10 septembre 1608 des exigences un peu plus marquées. Il demande, en effet, que son inhumation ait lieu dans le cloître de l'église cathédrale près de la sépulture de Jean Godart, « avec un monument peint et doré offrant la figure d'un *Ecce homo* entre deux anges, et au pied de l'image du Sauveur, un priant représentant le testateur ».

Le testament de Guillaume Parent, chanoine théologal, doyen de l'église de Reims, recourt à un moyen aussi original qu'ingénieux pour se recommander aux prières des fidèles qu'il a évangélisés. Voici ce qu'il appert de son testament (4 février 1649), au sujet de l'exécution du

tombeau qui lui sera élevé : Il désire être enterré devant la chaire de la cathédrale ou en la chapelle des Apôtres. On mettra sur sa sépulture une tombe de marbre, sur laquelle seront inscrits le jour de son décès et le temps qu'il a prêché en ladite église, « afin de bailler subject au peuple qui l'a ouy de prier pour son âme ».

Le testament d'Ayoul Ythier, chanoine, en date du 18 avril 1541, a une grande ressemblance avec celui de Jean Ware. En effet sur sa tombe devra figurer « une ymaige de Nostre-Dame avec l'ymaige de saint Ayoul, mytré et crossé, lui présentant l'ymaige du testateur. »

Augustin-Armand Frizon de Blamont, prêtre-docteur de la Maison et Société de Navarre, chanoine vétérân de l'église métropolitaine de Reims, mort le 31 mars 1776, voulut être enterré devant le portail de l'église Notre-Dame de Reims, entre deux pauvres dont les parents auraient droit à ses libéralités. C'est, dit M. H. Jadart, un trait de mœurs à signaler en plein xviii^e siècle (1).

Les dispositions ayant trait aux funérailles proprement dites offrent une extrême variété et dépendent parfois autant du caractère ostentatoire que de la fortune du disposant.

Elles consistent en luminaire formé d'un nombre plus ou moins considérable de torches incandescentes, en distribution de vivres et de monnaie répartie entre les pauvres, ou de sommes allouées aux religieux qui ont assisté aux obsèques ou même aux voisins du défunt.

(1) H. Jadart, *Les Inscriptions de Notre-Dame de Reims*.

C'est pour se conformer à cette coutume qu'Isabeau de Thilloys « veult et ordonne que le jour de son service soit distribué aux pauvres la quantité de deux septiers de seigle convertis en pains vallans chacun pain quinze deniers, avec douze deniers. »

Dans le même but, Perette Bignicourt « veult qu'il soit donné et aulmosné aux pauvres le jour de son service dix livres tournois ».

On peut juger par les documents ci-après énoncés que la cérémonie des obsèques donnait lieu à une réglementation méticuleuse de la part des Rémois.

Le testateur attache une grande importance à la présence des amis venus pour saluer une dernière fois sa dépouille mortelle. Il se plaît par de nombreuses invitations à allonger la liste du défilé qui l'escortera jusqu'au seuil de son tombeau.

C'est dominé par cette préoccupation que Pierre Gilbert, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Reims, invite à son enterrement, entre autres notabilités locales, les deux procureurs des nations de France et de Lorraine, les régents d'honneur et les docteurs de la Faculté de droit.

Signalons parmi les traditions rémoises l'usage de faire prier au chevet du mourant et de faire porter son corps en terre par des religieux, la distribution des torches ayant servi au luminaire entre les diverses paroisses de la ville ou du voisinage et l'assistance des quatre ordres mendiants et des Pères Minimes au convoi funèbre.

Citons encore ici le testament d'Oudard Coquault (Voir appendice, pièce n° VI).

Perette Bignicourt a laissé dans son testament des indications très précises sur le cérémonial de ses obsèques et les délicates attentions dont furent l'objet de sa part les pauvres honteux et nécessiteux de la ville (Voir n° V de l'appendice).

Comme détail spécial, mentionnons au testament de Daniel du Boullay l'invitation adressée aux religieux du Temple, l'ordre d'employer des torches de cire aux armes du mort, et le désir exprimé par le défunt que les cérémonies observées au convoi de son père aient lieu au sien.

« Veult que à convoyer son corps en terre soient appelez les quatre ordres des mendiens, les religieux du Temple, et pour révéler la croix qu'il soit porté deux douzaines de torches avec les armoyries de sa Maison, et que les cerymonies qui ont esté faites au convoi de son feu père soient faites au sien. »

Isabeau de Thilloys, femme de Daniel du Boullay, veut que les cierges pour révéler la croix soient tenus par treize pauvres femmes qui toucheront chacune 5 sols comme prix de leur assistance à la cérémonie.

C'est aussi dans son testament qu'il est question d'une rémunération pour l'ouverture de la fosse. Cette clause n'est pas unique, mais nous l'avons rarement rencontrée dans les nombreux testaments étudiés au cours de nos recherches.

Voici du reste la transcription littérale de ces dispositions :

« Veult que à son convoy soient appelez les quatre ordres des mendiants et les Frères Mynymes de Reims avec les curés et prestres de Saint-Hillaire.

« Que pour révéler la croix soient portez 18 torches chacune du poix d'une livre de cire, et 4 cierges chacun du poix d'un quarteron, et 13 autres petiz, chacun d'un demy quarteron, qui seront portez par treize *pauvres femmes* qui assisteront à son convoy et à son service principal, à chacune desquelles femmes sera baillé 5 solz.

« Veult que le lendemain du jour de son trespas, ou le plustost que faire se pourra, soit chanté en ladite église Saint-Hillaire ung service de vigille à notte et une messe haute.

« Que son service principal soit fait en icelle église de vigilles à notte, trois messes haultes, grande et petite recommandise et vingt messes basses, tant ledit jour que le lendemain.

« A laissé à la fabrique de l'église de Saint-Hillaire deux escus sol et 4 torches, oultre *l'ouverture de la fosse*. »

Voici un genre de disposition qui nous repose un peu des idées lugubres que pourrait faire naître la lecture des extraits qui précèdent. C'est la distribution, faite par le testateur à chacun de ses voisins de la rue Saint-Martin, d'un pot de vin le jour de ses obsèques et à chaque enfant de deux deniers pour avoir un gâteau. Cette clause constitue le passage le plus curieux du testament de

Nicolas Douchet, chanoine de Reims, aux termes duquel il laisse, le 8 juin 1449, à l'église de Reims, ce qui restera de ses biens après l'acquit des legs particuliers.

L'habitude d'offrir un dîner aux prêtres et curés ayant assisté à l'enterrement est attestée par une clause assez usuelle chez les testateurs de la ville de Reims. Ces agapes, qui rappellent les festins funéraires des Grecs et des Romains (1), rassemblaient aussi autour d'une table commune les parents et amis du défunt.

Pierre Charlet, chantre et chanoine de Reims, fidèle à cette coutume, dispose dans son testament (7 septembre 1452) qu'il soit fait le jour de ses funérailles un repas *decenter et honeste*. En ajoutant ce correctif, craignait-il que cette modeste réunion ne dégénérât en vulgaire ripaille, comme cela arrive encore malheureusement quelquefois dans certaines provinces où la tradition est toujours en vigueur?

Le chanoine Pierre Josseteau précise qu'au dîner offert le jour de son service funèbre seront invités ses parents et amis, ainsi que les membres du Chapitre métropolitain.

Isabeau de Thilloys recommande que l'on appelle à son convoi et service ses parents et amis *auxquels sera baillé à disné*.

Une stipulation relative aux funérailles, qui n'est pas négligée chez les bourgeois jouissant d'une certaine fortune, consiste dans la demande d'un pèlerinage à l'un des sanctuaires en vénération dans la contrée.

(1) Thèse Engelmann, p. 91.

Isabeau de Thilloys, épouse du héraut d'armes Daniel du Boullay, dans son testament précité :

« Veult qu'il soit fait ung pèlerinage à pied, par ung homme ou une femme, en l'église Nostre-Dame de Lyesse, incontinant après son trespas, lequel homme ou femme portera en icelle église ung cierge de cire blanche qu'il delaissera en ladite église, où il fera chanter une messe basse, durant laquelle ledit cierge sera allumé et sera payé de son salaire. »

Le chanoine Garin Yver, du Chapitre métropolitain (17 septembre 1471), requiert qu'il soit fait après sa mort, pour lui et en son nom, un pèlerinage à Saint-Nicolas de Varangéville.

Legs pieux proprement dits.

Ces dispositions consistent en *legs pieux* (fondations religieuses et dons aux églises ou monastères) et en *legs charitables* aux pauvres et aux hospices. C'est en examinant ces clauses dans les titres du xvi^e siècle que l'on retrouve l'empreinte des *elemosynæ* du Moyen Age, actes religieux destinés à purifier l'âme devant Dieu.

Dans la plupart de nos testaments, ces legs constituent la presque totalité de l'acte instrumentaire, où parfois les dispositions profanes et celles d'intérêt successoral disparaissent entièrement. De sorte que ces titres peuvent être considérés exclusivement comme un recueil de legs pieux.

Avant d'aborder l'examen des dispositions profanes, nous allons étudier l'ensemble de ces généreuses manifes-

tations, et, l'enquête terminée, nous pourrons en dégager la conclusion : le testament en la Coutume de Reims est-il ou non un acte religieux ?

Il n'est guère de testament, gouverné par cette Coutume, qui ne renferme quelque stipulation au sujet des fondations d'obits ou autres.

Le testateur, mesurant ses exigences d'après la somme dont il dispose, demande ordinairement la célébration d'une ou plusieurs messes en commémoration de son décès, chaque année, chaque mois, chaque semaine et même chaque jour.

Le 4 février 1407, Laurent de Raillicourt, chanoine de Reims, lègue : 1° une somme de 200 florins pour la fondation d'un obit en l'église de Reims ; 2° une maison sise à Reims, devant la maison d'Avenay, qu'il a eue du Chapitre de Mézières. Ce legs s'adresse à Thierry Cochelet, dormentier de l'église de Reims, durant la vie de celui-ci et, après sa mort, aux enfants de chœur de ladite église et à leur maître, pour y faire à perpétuité leur demeure, à la charge de réciter pour le testateur un *De Profundis* et une oraison de *Requiem* chaque nuit, après l'office des Complies.

La sollicitude du testateur s'étend parfois au salut éternel de personnes qui lui sont chères. Ceci explique la fondation de douze messes faite le 8 juin 1449 par Nicolas Douchet, pour le repos de l'âme de Jean Bauffez, évêque de Lérída, son ancien maître.

Une conclusion du Chapitre de Reims, en date du 19 novembre 1519, atteste l'acceptation du legs fait à la fabrique

de l'église par Jean Moët, chanoine, d'une parcelle de pré, sise au terroir de Boulton, à charge de faire célébrer tous les ans, à l'autel de sainte Madeleine, une messe solennelle en l'honneur de sainte Geneviève, le jour de la fête de cette sainte.

Le 25 septembre 1587, Jacques Bourgeois, argentier de Renée de Lorraine, abbessé de l'abbaye royale de Saint-Pierre-les-Dames de Reims en qualité d'héritier de Nicolas Bourgeois, son frère, fait délivrance aux proviseurs de l'église de Reims, d'une somme de 100 écus soleil, léguée par le défunt avec divers meubles, chapes et autres ornements, à charge par le Chapitre de faire célébrer à perpétuité, pour le repos de son âme, une messe basse le mardi de chaque semaine.

Marie de Boullay (testament de 1595, devant Ponce Angier, notaire à Reims), « veult que un an durant, par chacune sepmaine, soit chanté en l'église de Saint-Hillaire une messe le jour de vendredi ».

Isabeau de Thilloys impose, dans son testament susdaté, les conditions sous lesquelles aura lieu la célébration de son anniversaire. Voici ce que nous y trouvons :

« Item ladite testatrice laisse à lad. fabrique et église dud. S. Hillaire la somme de 30 escus sol. à la charge que les coustres et paroissiens de ladite église seront tenus faire dire, chanter et célébrer, par chacun an, à tous jours perpétuellement en icelle église, et à pareil jour qu'elle deceddera, ou au lendemain, ung service de vigilles à notte et trois messes haultes avec recommandise à diacre

et sous-diacre et coriste, et livrer le luminaire aux despens de ladite fabrique. Et au cas que lesdits paroissiens ne veullent accepter ledit legs aux conditions susdites, elle veult et ordonne que led. service soit fait en un couvent desd. 4 ordres des mendiants, à la discrétion desdits exécuteurs. »

Pierre Gilbault, par son testament du 10 septembre 1608, affecte 2.000 livres tournois pour la fondation d'une messe basse qui se dira chaque jour en la chapelle de Saint-Lait, après celle de l'archevêque Robert de Lenoncourt.

En exécution du testament de M^e Regnault Guériot, chanoine de Reims, Thierry Thuret et Valerand Payon, aussi chanoines, et Jean Gomont, curé de Saint-Michel de Reims, fondent, le 7 juillet 1621, un *De Profundis* qui sera récité le mardi et jeudi de chaque semaine par le semainier, en allant à la procession, du Préau vers Saint-Michel, avec aspersion d'eau bénite sur la tombe du défunt. Pour cette fondation, le testateur avait affecté une somme de 300 livres tournois pour la réparation de deux maisons, appelées la Cagette, situées à Reims et appartenant au Chapitre de l'église cathédrale.

Le 25 mai suivant, fondation par les mêmes, en vertu du testament du chanoine Regnault Guériot, du chant de l'antienne *Regina cœli* en la cathédrale de Reims, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine de Pâques, à la fin des vêpres, moyennant un capital de 500 livres tournois, destiné aux réparations de la cense du Chapitre, située à Rethel.

D'autres songent, non seulement à la nourriture spirituelle, soutien de l'âme, mais aussi à l'aliment matériel qui répare les forces du corps.

C'est dans cette pensée que Claude Dorigny établit une fondation de deux setiers de froment à prendre chaque année sur la cense de Ville-en-Tardenois, pour faire des pains ou fouaces, qui seront distribués aux chanoines et officiers du Chapitre, le jour de la fête de saint Claude, à charge de chanter un *De Profundis* dans le chœur de la cathédrale.

D'autres fois, la libéralité a lieu sous la condition que le disposant participera à une fondation préexistante. Il en est ainsi dans le testament de Claude Dorigny, où il lègue au Chapitre métropolitain une rente de 200 livres, à charge que le testateur sera associé à la fondation, faite par Guillaume Noblin, d'une messe quotidienne qui se célèbre à *l'autel de la Rouelle, auquel il y a une image de saint Claude*.

Jacques Thuret dispose à son tour en faveur du Chapitre de la somme de 5.000 livres, à charge de faire réciter un *De Profundis* les jours de procession, en passant sur sa tombe, et de célébrer chaque année une messe haute au grand autel, le jour de la fête de saint Roch (31 août 1669).

Il arrive quelquefois que le testateur, désireux de perpétuer le souvenir de ses largesses, en demande la consécration par un monument durable.

Ainsi que cela résulte d'une acceptation régulièrement consentie par les membres du Chapitre, le 12 octobre

1559, Jean de Malval, chanoine, lui lègue une somme de cent livres tournois, à charge par le semainier de la grand'messe de réciter une oraison chaque dimanche, à la procession du cloître, sur sa tombe, en l'aspergeant d'eau bénite, et les autres jours en allant au *Preciosa*. Ce legs a lieu en outre à la charge de poser en la muraille, près de la tombe, une plaque de cuivre où sera inscrite cette fondation.

Le 12 octobre 1631, par une clause codicillaire, Claude Dorigny donne une somme d'argent à la fabrique de la cathédrale, pour faire poser sur sa tombe, près de la Rouelle, une dalle en marbre noir, avec une inscription mentionnant la messe fondée par Guillaume Noblin et par lui.

Les dons aux églises et aux établissements religieux figurent nombreux dans les ordonnances de dernière volonté. Ces dispositions, réalisées le plus souvent en beaux deniers, peuvent revêtir toute espèce de formes, c'est-à-dire s'effectuer en nature, nous voulons dire en grains, vin, meubles, livres ou vêtements.

Geoffroy Tartier, licencié ès-lois, chanoine de Reims, lègue son cours de droit, pour mettre en la bibliothèque du Chapitre (12 décembre 1411).

Humbert de Jully, dans ses dernières dispositions écrites le 9 janvier 1416, donne à la fabrique de l'église de Reims ses vêtements garnis de fourrures, son missel, un calice en argent, une chasuble de soie, et autres ornements qui seront exposés le jour de ses obsèques *supra porticam antè altare Sancti Lactis*.

Il résulte d'une enquête, à laquelle Jean Blanchin, clerc notaire de la Cour de Reims, a procédé au mois d'octobre 1447, sur le testament de Hugues Le Liégois, chapelain de l'église de Reims, que celui-ci a légué tous ses biens à la fabrique de ladite église, à la charge d'employer six tasses d'argent qu'il possédait à la confection d'une image de saint Christophe avec deux anges, tenant chacun un encensoir, pour être portée dans le pays avec la *fierte* de la fabrique.

Le 7 septembre 1452, le chanoine Pierre Charlet donne et lègue à l'office de la sénéchaussée 36 journaux de terre, pour une distribution de *pains blancs* à faire aux chanoines et aux vicaires qui assisteront à la messe et à la procession de la Toussaint, avec prière de célébrer cette fête comme double de première classe, suivant l'institution du Pape Boniface.

Par son testament du 10 août 1500, Renaud du Mont, chanoine, lègue à la fabrique de l'église de Reims des vêtements de prix et des tasses d'argent : « pro adjuvando ad restaurandum et reedificandum tectum et campanile casu fortuito concremata et totaliter consumpta ». Il laisse, par le même acte, à l'office de Pévy, des héritages qu'il possède en ce lieu, pour la fondation du chant du *Christe resurgens* et d'un *De Profundis* le jour de Pâques.

Signalons encore la disposition du testament d'Ayoul Ythier, en vertu de laquelle il fait un legs à l'église collégiale de Notre-Dame du Val à Provins, où il a été enfant de chœur.

Jean Tavernier, natif de Chauny, chanoine et curé de l'église Saint-Hilaire de Reims, fait figurer au nombre des dispositions de dernière volonté par lui arrêtées le 4 juin 1563, le legs à la bibliothèque du Chapitre de Reims d'un lot de livres, entre autres de plusieurs opusculs qu'il a composés, « lesquels livres seront attachés en cette bibliothèque par des chaînes de fer ». Plus tard, par un codicille ajouté au testament, il modifie cette libéralité en attribuant les livres, non plus au Chapitre, mais à la bibliothèque du Collège de Saint-Patrice, pour servir aux étudiants en théologie.

Pierre Gilbault, en léguant, le 16 septembre 1608, cinquante livres tournois à la fabrique, lui impose la condition de faire sonner les deux grosses cloches aussitôt après sa mort et la veille de son service.

Mentionnons, pour terminer cette nomenclature, le testament de Pierre Frizon, aux termes duquel il laisse au Chapitre de la cathédrale de Reims sa riche bibliothèque. Le testateur a soin de nous prévenir qu'elle contient « quantité de bons livres en toutes sciences, hébreux, arabes, grecs, latins, français, italiens et autres langues ». Et afin de souligner l'intérêt que présente cette rare collection, il ajoute une rente annuelle de cent livres tournois pour son entretien.

Enfin, une stipulation particulière indique que le trésor constitué par cette bibliothèque sera mis à part et portera un écriteau indiquant son origine. Ce témoignage rappellera, en même temps que la libéralité, le souvenir du personnage qui en est l'auteur.

Legs charitables.

Les dispositions qui suivent ont un caractère moins intéressé que les précédentes. Ici, nulle préoccupation chez le disposant de se créer un titre méritoire pour obtenir le pardon de ses fautes. Comme prix de sa générosité, il ne sollicite aucune prière. L'unique mobile qui l'incite à répartir charitablement sa fortune, c'est le désir de soulager les misères humaines, non pas dans un but ostentatoire, *sed pro spiritali intencione* (1).

Une quittance, délivrée le 10 janvier 1564, constate que M^r Hugues de Jully, chanoine et doyen de l'église de Reims, a légué à ladite église une somme de trois cents livres tournois, qui a été convertie en dix livres parisis de rente annuelle, dont le produit servira, conformément aux volontés du testateur, à acheter du drap pour faire des habits aux pauvres.

Claude Dorigny, doyen de la Faculté de droit, par testament du 10 octobre 1631, laisse ses meubles d'étain, lits, tables, escabeaux et tapisseries à la Chambre de Charité que l'on veut établir à Reims.

La Coutume de Reims, on le voit, reconnaissait la parfaite validité du legs consenti en faveur d'un établissement de bienfaisance dont la création était en projet, c'est-à-dire au profit d'une personne morale non encore existante. Les réformateurs de nos anciennes institutions n'ont pas

(1) Thèse Guignard, p. 85.

jugé à propos de maintenir cette sage disposition. Il serait à souhaiter qu'un parlementaire bien inspiré tentât de la faire introduire de nouveau dans la législation. Cette règle rendrait, en effet, les plus éminents services aux malheureuses victimes de la guerre que depuis près de deux ans notre armée soutient héroïquement pour l'indépendance de la Patrie et l'honneur de la civilisation.

Dans l'acte qui suit, il s'agit d'un avantage plus important : le 15 août 1450, Pierre Frizon dispose de toute sa fortune. Il institue, en effet, pour légataire universel, s'il meurt à Paris, l'hôpital des Incurables du faubourg Saint-Germain, suivant, dit-il, l'exemple du Cardinal de La Rochefoucault. Mais s'il meurt à Reims, l'Hôtel-Dieu de cette ville profitera du legs universel en question.

Entre les divers ordres ou établissements charitables, le testateur n'avait que l'embarras du choix (1). Les lépreux, les malades, les veuves, les orphelins n'étaient pas oubliés et recevaient une large part dans les aumônes que distribuaient sans compter les représentants des familles rémoises les plus distinguées.

Le souci de pourvoir à l'entretien ou à la dot de jeunes filles pauvres, qui est plutôt une exception aujourd'hui, était jadis un de ces traits originaux qui caractérisaient le testament rémois.

Le testament du Cardinal Philippe de Lenoncourt, rédigé le 18 décembre 1591, renferme une clause attribuant une

(1) Thèse Bougon, p. 77.

somme de seize écus et un tiers d'écu tous les ans, le premier mai, à chacune de douze filles pauvres du diocèse de Reims, pour les pourvoir en mariage.

Ayoul Ythier laisse après son décès 50 sols tournois à chacune de treize pauvres filles à marier, en vertu d'un testament du 18 avril 1541 dont nous avons parlé plus haut.

Louis de Vienne, aumônier du Roi, chanoine de Reims, lègue, le 19 décembre 1677, au Chapitre de l'église métropolitaine, la moitié du reste de ses biens, après l'exécution des dispositions particulières, à charge de célébrer pour le repos de son âme un service annuel. Il stipule que l'autre moitié sera convertie en un capital dont la rente servira à faire une distribution aux pauvres honteux tous les ans, le jour anniversaire de son décès.

L'abondante documentation qui précède nous permet de constater que les libéralités pieuses tiennent une place notable dans le testament rémois : elles vont parfois jusqu'à absorber la presque totalité de ses dispositions.

§ 2. — Dispositions profanes.

Indépendamment des clauses religieuses qui précèdent, le testament renferme d'autres dispositions d'un caractère profane dont nous allons parler.

Nous diviserons cette section en deux parties qui seront consacrées : la première aux *legs-souvenirs*, et la seconde aux *règlements successoraux*.

Legs-souvenirs.

Il s'agit ici des libéralités envers les parents, les amis et les serviteurs de qui on veut récompenser la fidélité, l'affection ou le concours dévoué.

Certains testateurs sont loin d'user d'une excessive libéralité envers leurs domestiques. Quand ils leur laissent quelque chose, c'est souvent en compensation de salaires qu'ils ont oublié de payer en temps utile. Mais ce n'est pas le cas dans la Coutume de Reims, où le serviteur fidèle, considéré comme l'enfant de la maison, n'est jamais oublié dans les générosités du défunt. En effet, le legs fait par le chanoine Jean Lacourt précise que c'est en sus des salaires échus que sa domestique y aura droit. La prévenance du testateur va même jusqu'à laisser un témoignage de son souvenir à la domestique qui a servi chez son père.

« Je laisse à Nicole Legros, ma servante, la somme de cent livres, une fois payée, si elle est encore à mon service, et qu'il lui soit donné un de mes habits pour s'habiller, ledit habit au choix de ma sœur, et laditte somme outre ses gages courans.

« Je laisse à la veuve Vitu qui a servi chez mon père, ou à ses enfans, si elle étoit décédée, une somme de cinquante livres une fois payée. Cette somme pourra être distribué entre eux ou appliquée à un seul des enfans à la volonté de ma sœur » (codicille du 4 mai 1722).

Dans un testament du 1^{er} août 1728, Jean Lacourt renforce cette disposition ainsi qu'il suit :

« Si Nicole Legros, ma servante, est encore à mon service lors de mon decez, ma seur lui donnera, outre ses gages payez, la somme de cent livres une fois payée et un de mes meilleurs habits, manteau long et soutane pour son deuil.

« Au cas que ma seur meure avant moi et que Dieu ne m'appelle qu'aprez elle, en supposant que ce bon domestique soit actuellement à mon service, les administrateurs exécuteront cet article envers la ditte Nicole Legros, lors de mon decez, et en outre lui feront une pension viagère de cent livres de rente annuelle. »

Passons maintenant aux legs-souvenirs laissés aux parents et amis, en commençant par ceux qui sont détaillés dans le testament olographe d'Oudard Coquault (N° VI de l'appendice).

Jean Raymond (20 mai 1448) lègue aux filles pauvres à marier de sa famille la somme de cent livres à prendre sur le prix de vente de ses héritages situés sur le territoire de Champfleury.

On voit des possesseurs de bibliothèques en léguer une partie à des parents, à des amis et le reste aux églises ou aux couvents.

Le 10 octobre, Claude Dorigny laisse à Jérôme Angier, son neveu, bourgeois de Reims, tous ses livres français et ses tableaux et peintures, excepté les portraits du Roi et du Cardinal Richelieu qui seront envoyés à M. de Boissy, gouverneur de Mézières, pour les mettre à la citadelle.

Il lègue aussi à Charles Dorigny, son cousin, prêtre, tous

ses livres de droit, son portrait, sa vaisselle d'argent, ses ornements d'église. Dans la même disposition figure le legs d'une maison à Courcy, à charge de payer 40 sous à l'église dudit lieu pour un obit annuel et de faire voûter dans le cours de deux ans le chœur de l'église Saint-Jacques de Reims, et « d'y apposer l'armoirie de la teste de licorne » (Blason de la famille Dorigny). Le légataire devra aussi prendre dans les meubles du testateur divers objets en or pour faire exécuter une chaîne avec une médaille à son effigie qui sera mise entre les mains du grand bedeau de la Faculté de droit et délivrée pour faire passer les nouveaux docteurs de ladite Faculté.

Pierre Frizon lègue (15 août 1450) à son neveu Ravigneau, chanoine de Reims, sa grande chapelle d'argent ciselé, faite à Rome, avec le gros anneau d'or, enrichi d'une émeraude, venant de l'évêque de Pamiers.

Quelques personnes prennent souci de fournir à des jeunes gens de leur famille et de condition modeste tout ou partie des subsides pour leur instruction ou l'obtention de leurs grades.

Tel le chanoine Jean Ware, qui dispose au profit de Jean Ware, son neveu, d'une certaine somme pour son entretien à l'école pendant deux ans.

Telle aussi Perette Bignicourt, qui lègue à dom Guillaume Marlot, son fils, le futur historien de Reims, alors prieur de l'abbaye de Saint-Nicaise de ladite ville, bachelier en théologie, la somme de 150 livres tournois « pour luy estre baillé et délivré lorsqu'il passera docteur en

sainte théologie, pour l'aider à faire les fraiz de son doctorat (testament du 19 octobre 1624). Voir à l'appendice pièce n° V.

C'est une collection de livres de droit que Jean Raymond laisse à Jean Raymond, son neveu, étudiant à Orléans, par testament du 20 mai 1448.

Adam Berruyer fait une sélection. Il donne ses livres en latin aux Capucins de Reims ; mais ses livres en français, il les réserve à Antoine Berruyer, son frère, demeurant à Pévy (testament du 1^{er} avril 1629).

Les legs-souvenirs s'adressent souvent, avons nous dit, à des personnes qui ont déjà la qualité de successibles, mais à qui, outre leur part héréditaire, le testateur a voulu offrir un témoignage particulier de sa bienveillance.

Les legs profanes en faveur des amis ne sont pas moins nombreux que ceux adressés aux parents.

Antoine Faure, prévôt et chanoine de l'église de Reims, demeurant au collège de Saint-Michel, fondé en l'Université de Paris, et dont il est le principal, veut que, suivant les termes de son testament écrit le 30 novembre 1689, l'archevêque de Reims prenne dans la bibliothèque du disposant ceux des livres qu'il n'a pas. Il lègue en outre au sieur Dubois (le futur cardinal Dubois), *qui a l'honneur d'être à Monseigneur le duc de Chartres*, deux livres à son choix.

Jean Raymond lègue (20 mai 1448) à Joffrine, religieuse de Saint-Antoine « unam pulcram ymaginem Beate Marie sedentem in quadam cathedra marmorea ».

Le testament fait le 21 septembre 1501 par Jean Ware

mentionne le legs au profit de Jean Doubleau, trésorier de la cathédrale de Reims, « de sa petite daguette dorée au bout du manche qui est de Brezil ».

Garin Yver laisse à M. Raoul Prieuse un gobelet d'argent doré « in fundo cujus interius est ymago sancti Christophori » (17 septembre 1471).

Le héraut d'armes Daniel du Boullay « donne et lègue à celui qui portera sa cotte d'armes à son convoi la robe à faire deuil qu'il portera audit convoi qui luy sera baillée par sadite femme ».

Le souvenir laissé par Valerand Payon, prêtre, chanoine de Rozoy et de Reims, décédé en 1624, à sa ville natale, mérite de figurer dans cette énumération de legs-souvenir que nous allons quitter avec regret.

Originaire de Mézières et petit-fils de l'un des défenseurs de la ville en 1521, le chanoine Payon ordonna, par son testament du 9 septembre 1624, la confection d'une coupe de vermeil, pour consacrer la mémoire de l'héroïque défense où s'immortalisa le chevalier Bayard.

La coupe fut remise en 1624 aux échevins de Mézières. C'est une œuvre remarquable de ciselure, dit M. Henri Jadart, portant une inscription qui a été reproduite dans l'Inventaire sommaire des Archives communales de Mézières (1).

Par son testament du 15 août 1650, Pierre Frizon, chanoine et pénitencier de l'église de Reims, dispose en fa-

(1) H. Jadart, *Les inscriptions de Notre-Dame de Reims*, p. 239.

veur de plusieurs personnages de divers objets auxquels leur provenance attribue une grande valeur. Ainsi il lègue :

Aux Minimes de la Place Royale de Paris, le bois de lit de saint Charles Borromée apporté de Milan par Henri de Sponde, évêque de Pamiers, qui a fait Pierre Frizon son héritier ;

A M. de Vienne, abbé de Saint-Martin de Nevers, une croix en cristal de roche, avec un crucifix d'or et des reliques enchâssées aux extrémités, portée par le Pape Paul V et donnée au cardinal Cobelluzio, puis par celui-ci à Henri de Sponde ;

A M. Luce, une croix d'or, ornée de rubis, provenant du cardinal Barberin.

Certains testaments contiennent des détails extrêmement intéressants. On y trouve les éléments les plus variés pour la reconstitution de la vie ancestrale dont le sens nous paraît souvent une énigme. Les indications sur le costume et le mobilier méritent surtout d'attirer l'attention de l'historien et de l'archéologue. Mais ces documents, en raison de la nature de notre travail, ne trouvent pas place ici, et c'est pourquoi nous nous contenterons simplement de mentionner leur existence à ceux qui sont à même d'en tirer parti.

Règlements successoraux.

Les nombreuses sortes de legs-souvenirs consentis aux amis et domestiques attestent la place importante qu'ils occupaient dans les actes de dernière volonté.

On rencontre rarement, à côté de ces dispositions profanes, un règlement successoral embrassant une quotité plus ou moins importante du patrimoine, de façon à modifier les règles de la dévolution légitime. Cela n'est pas étonnant, puisqu'en vertu de la règle inflexible : *Institution d'héritier n'a lieu*, la Coutume attribue elle-même la succession aux descendants, sans que le testateur ait besoin de la répartir entre ses héritiers directs. Mais le règlement de la masse héréditaire peut avoir parfois son utilité, c'est-à-dire quand une personne décédée sans héritiers directs désire favoriser certains parents collatéraux au préjudice des autres qui jouissent moins de sa sympathie. Cela n'empêche pas de trouver, de temps en temps, sans que les testateurs en fassent pourtant un usage excessif, des règlements partiels, des attributions particulières qui répondent mieux aux convenances des successibles, des legs préciputaires, des sages propositions de transiger sur un procès, des nominations de tuteurs ou curateurs.

Dans tous ces cas, il s'agit d'aplanir des difficultés de détail, de répondre aux vœux des intéressés, en dérogeant à des règles incommodes que, pour le bien des parties, il y a lieu de modifier dans certaines de leurs prescriptions.

Il résulte de l'étude précédente que les dispositions profanes tiennent un rang important dans la rédaction du testament rémois. Faut-il en conclure qu'elles ont une prééminence marquée sur l'élément chrétien ? Nous ne le pensons pas. Les formules préambulaires où s'exalte, par-

fois dans des termes si expressifs, l'ardente piété du disposant, les clauses si méticuleuses et si nombreuses sur le cérémonial religieux des obsèques, les sacrifices pécuniaires accordés pour les services, anniversaires, obits et fondations de tout genre, la profusion de legs en faveur des églises, fabriques, chapitres, communautés, couvents, abbayes, monastères, hôpitaux et autres établissements de bienfaisance, tout cela prouve que, dans son évolution à travers les âges, le caractère primitif du testament n'a guère varié. Ce ne sont plus les œuvres pies constituant l'*elemosyna* du Moyen Age, mais le testament du xvi^e siècle garde quand même sa physionomie des siècles antérieurs.

Il reste donc un véritable acte religieux, caractère que les dispositions civiles ne sauraient faire disparaître, ni même diminuer. En effet, l'acquittement des dettes, la réparation d'un préjudice causé au prochain, s'explique à la rigueur par la crainte de l'expiation future ; la rémunération de services rendus répond à un devoir de conscience et les libéralités consenties à des parents ou amis sont souvent l'expression de la reconnaissance anticipée des prières que l'on attend d'eux pour la rémission de ses péchés. Le legs universel ou *quote partis*, bien que d'ordinaire affranchi de toute chrétienne préoccupation, peut dans certain cas se ressentir de son influence. C'est ce qui arrive quand le légataire doit être privé de l'avantage à lui reconnu, s'il refuse d'exécuter les pieuses recommandations du *de cuius*, ou lorsque ce dernier a disposé de sa fortune au profit d'établissements de bienfaisance.

Nous connaissons les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles s'est accomplie l'histoire de l'existence économique de la ville de Reims. Elles expliquent suffisamment pourquoi le testament du *xvi^e* siècle a conservé dans cette ville, plus que partout ailleurs, l'empreinte de l'esprit religieux que les progrès du christianisme avaient communiqué à cet acte dès la fin du *xi^e* siècle.

Voici en quels termes M. Constantin, dans son intéressant travail, atteste les traces profondes que l'influence de l'idée chrétienne a laissées dans l'antique ville du Sacre (1) :

« Reims est une des premières cités qui ressentirent cette direction du christianisme. Son histoire religieuse même est certainement plus complète que celle de ses fastes de guerre. La *Durocortum* de Saint-Remi continua dans les temps à être la grande ville épiscopale dont les évêques jouèrent un rôle marqué dans l'histoire nationale.

« Citons à côté de saint Remi, l'apôtre des Francs, Hincmar, soutien de la monarchie carlovingienne, Adalberon fondant la dynastie capétienne, le cardinal de Lorraine, célèbre dans les fastes des lettres plus encore que dans celles de la politique.

« Reims encore était la ville sainte, devenue la ville du sacre depuis 1059 : elle avait aux yeux des autres cités un prestige supra-terrestre, miraculeux même. C'était là que l'huile d'onction était tenue pour celle même de l'ampoule

(1) Thèse Constantin, p. 14 et 15.

sainte apportée par la blanche colombe au sacre du premier roi. C'était dans ses rues qu'une simple imposition des mains du nouveau monarque guérissait, au sortir de la consécration, les écrouelles des pauvres.

« Comment alors s'étonner que Reims, sol de foi, certainement plus encore par sentiment que par intérêt, n'ait pas reçu très facilement cette direction religieuse. Du reste nous le verrons dans le cours des matières, les textes de l'Ecriture, des Evangiles, d'autres œuvres sacrées, telles que l'Epître de saint Paul aux Corinthiens seront souvent invoqués par les commentateurs interprétant le sentiment local. »

CHAPITRE II

FORMES DES TESTAMENTS

Nous allons examiner sous ce chapitre chacune des formes de testaments usitées dans la Coutume de Reims.

Aux termes de l'article 289, les trois modes de tester employés à Reims étaient le testament olographe, le testament par acte public et le testament nuncupatif.

Généralités.

D'après Ulpien, le testament est la juste expression de notre volonté, de ce que nous voulons qui soit fait après notre mort. Buridan interprète de la manière suivante la définition que nous venons de rapporter.

Le mot *juste* signifie solennel, légitime, fait selon les formes requises en la province où l'acte a été passé, suivant le vieil adage : *locus regit actum*. Le testament est donc de droit public et sa confection exige une soumission absolue aux prescriptions de la loi du pays, sans y introduire aucune dérogation.

I. — Testament olographe.

Ce testament est le mode le plus rebelle aux suggestions des tiers, ce qui explique son extension, malgré les

solennités plutôt gênantes auxquelles il fut soumis à partir du xvi^e siècle (1).

Il doit être écrit en entier et signé de la main du testateur.

Certains ont prétendu que le mot « *et* » doit être regardé non comme une conjonction, mais comme une disjonction, et que par conséquent il suffit que le testament soit écrit ou signé de la main du testateur. Mais cette opinion est contestée. Le testament sous signature privée n'inspire qu'une médiocre confiance au point de vue de l'authenticité, et la moindre irrégularité suffit pour motiver son annulation (2). Le plus sûr est donc, pour éviter toute critique, de prendre la coutume au pied de la lettre et que le testament soit écrit *et* signé de la main du testateur.

La date est-elle indispensable à la validité du testament ?

De Lommeau prétend que non (3), mais Baldus (4) ne partage pas son avis.

C'est, dit-il, un acte que l'on peut faire plusieurs fois, car le testateur est libre de changer de volonté, de révoquer un précédent testament aussi souvent que bon lui semble. Qu'il existe deux testaments sans date, comment discerner

(1) Thèse Bourdel, p. 64.

(2) Boyer, en ses *Décisions*, question 14, nombre 24.

(3) De Lommeau, livre 3, *Sur la Maxime* 40.

(4) *Sur l'Authentique Ut proponatur nomen Imperatoris*. — *Speciale est, inquit, in testamentis diem et consulem designari quamvis privata sit scriptura.* »

lequel est le dernier fait ? Il est donc nécessaire de mentionner le jour et l'année d'une façon très précise (1).

Le testament, sous peine de nullité, ne doit porter aucune abréviation, du moins quant aux mots essentiels. Un arrêt du 19 janvier 1585 adoptant cette théorie a supprimé un testament reçu par un curé qui avait écrit en chiffres le nombre des objets légués.

Le testateur doit indiquer que l'expression de sa volonté constitue un testament, sinon l'écrit ne serait qu'un simple mémoire ou projet, et non un testament. Suivant cette doctrine, un arrêt du 13 janvier 1560 a déclaré nul un testament conçu en ces termes : « Après ma mort, je veux qu'un tel ait tels biens », sans faire mention de testament (2).

Il n'est pas nécessaire de mentionner dans le testament olographe que l'acte a été lu et relu par le testateur. On présume sans peine qu'il n'a pas manqué de le faire. Mais il arrive parfois qu'un excès de prudence incite le disposant à certifier par une mention spéciale l'accomplissement de cette formalité ; mention, dans l'espèce, bien inutile.

Nous en trouvons un exemple dans le testament du chanoine Lacourt, qui se termine ainsi :

« Leu et releu. Fait et signé à Paris, ce premier jour du mois d'août, l'an mil sept cent vingt-huit.

« Signé : Lacourt, prêtre, docteur en théologie, chanoine de l'Eglise de Reims. »

(1) Tronçon, *Sur l'article 289 de la Coutume de Paris*.

(2) Le Caron, *Sur l'article 289 de la Coutume de Paris*.

Dépôt de testament olographe.

La Coutume est muette sur le dépôt des testaments olographes. Le testateur a l'habitude de déposer de son vivant son testament chez un notaire pour en assurer la conservation, ou chez un particulier investi de sa confiance, qui est, le plus souvent, l'un des exécuteurs testamentaires.

L'acte en question se trouve quelquefois entre les mains du légataire. Le cas se présente pour un testament du 22 janvier 1722, aux termes duquel le chanoine Lacourt avait institué Perette Lacourt, sa sœur, pour légataire universelle. Rappelant ensuite cette disposition dans le testament de 1728, il complète sa déclaration en disant comme on l'a vu plus haut : *Elle en a l'acte entre les mains.*

Lors du décès, le testament est remis entre les mains du notaire, s'il n'en était déjà détenteur auparavant. L'acte dressé en vertu de ce dépôt constate que le testament a été rangé au nombre des minutes du notaire pour en délivrer expédition à tout intéressé.

Nous faisons figurer en appendice la copie de l'acte de dépôt du testament Coquault rédigé selon la formule habituelle en pareil cas.

II. — Testament par acte public.

Le testament par acte public, aux termes de l'article 289, peut être passé de cinq manières différentes, c'est-à-dire :

- 1° En présence de deux notaires ;
- 2° Devant un notaire ou tabellion et deux témoins ;

3° Devant le curé ou son vicaire et un notaire ;

4° En présence du curé ou son vicaire et de deux témoins ;

5° Par-devant la Justice du lieu.

Le testament passé devant deux notaires royaux ou un notaire et deux témoins est le testament usuel dans la Coutume de Reims, celui que l'on rencontre le plus fréquemment.

1° Deux notaires.

Les deux notaires qui participent à la confection du testament doivent être de la juridiction où l'acte est passé, du moins de celle où est domicilié le testateur, sinon le testament serait réputé sous seing privé, conformément aux ordonnances de François I^{er} et Henri II, qui interdisent aux notaires d'instrumenter hors de leur ressort, sous peine de nullité de l'acte et de restitution du quadruple de leur salaire.

Toutefois, d'après de Lommeau (1), les testaments reçus par les notaires royaux hors de leur ressort, ou dans les terres des seigneurs, ne seraient pas frappés de nullité. Les seigneurs ou leurs notaires auraient le droit d'agir contre les notaires pour exiger la restitution du profit avec condamnation à l'amende. Ce testament dépourvu de force authentique vaudrait donc comme sous seing privé, de même qu'une sentence émanant d'un juge incompétent tire sa valeur du consentement des parties (2).

(1) De Lommeau, en ses *Maximes*, liv. II, chap. XXXIII.

(2) Tronçon, *Sur l'article 289 de la Coutume de Paris*.

Toutefois le testament subsisterait comme acte authentique, si le testateur avait eu de justes motifs d'ignorer l'incompétence du notaire : *Error communis fit jus*.

Plusieurs auteurs coutumiers affirment que le testament reçu par les notaires des cours d'Eglise est nul, sous prétexte que la Coutume ne leur accorde pas expressément ce pouvoir, et que le testament ne rentre pas dans la juridiction ecclésiastique. Mais l'opinion contraire est préférable. La Coutume, en effet, parle des notaires en général, sans viser uniquement les notaires royaux.

Celle de Laon s'exprime ainsi sous l'article 58 et autres : « Pourvu aussi que tels notaires de cour d'Eglise aient été institués par quelque seigneur ecclésiastique qui ait pouvoir de ce faire, comme sont les seneschaux d'Eglise ou semblables, comme aussi ceux qui tiennent leurs seigneuries en duché, comté, baronnie et autres qui ont droit de tabellionnage et garde de scel » (1).

Quant aux notaires « apostoliques », c'est-à-dire institués par le Pape, ils n'avaient en France sous l'Ancien Régime, à cause des « libertés » de l'Eglise gallicane, aucune compétence en matière de testament, ainsi que cela résulte d'un arrêt reproduit par Louët (lettre N, chap. V) et qui déclare valable un testament passé devant deux notaires de cour d'Eglise.

(1) Bacquet, *Traité des droits de justice*, ch. XXV, nombres 9 et suiv.

2° Un notaire et deux témoins.

Le testament peut avoir lieu devant un notaire assisté de deux témoins. Ceux-ci doivent signer le testament avec le testateur, s'ils savent signer, à peine de nullité de l'acte : sinon le notaire doit les interpellier de signer et faire mention de l'interpellation et de leur réponse, s'ils ne savent pas signer (art. 84 de l'ordonnance d'Orléans et art. 165 de l'ordonnance de Blois).

Le testament serait frappé de nullité si l'un des témoins avait signé et l'autre non, sachant néanmoins signer, ou bien s'il ne savait signer, et que le notaire ou tabellion n'avait point mentionné qu'il l'avait interpellé de signer, ni indiqué la réponse du témoin (1).

Il a été jugé que le testament non signé du testateur qui sait signer était nul, bien que le notaire ait indiqué qu'il n'avait pu signer à cause de sa faiblesse (2). Cette sentence paraît rigoureuse, surtout quand le testateur est sain d'esprit.

La présence des témoins s'explique par les dispositions de l'ordonnance de Louis XII, en vertu de laquelle un notaire ou tabellion ne peut recevoir aucun contrat sans l'assistance de deux témoins, malgré toute coutume locale à ce contraire.

Il existe quelques différences entre le notaire et le tabellion. Le notaire reçoit les contrats et en perçoit les hono-

(1) Arrêt rapporté par Papon au titre des Testaments.

(2) De Lommeau, *Maximes*, liv. III, ch. XL, p. 404.

raires. Il conserve l'original au rang de ses minutes et ne remet qu'une copie au tabellion. Ce dernier seul a le droit d'en délivrer la grosse, pour la transcription de laquelle il lui est dû un certain émolument. Le garde-scel complète les formalités en apposant le sceau sur les grosses et expéditions, moyennant un certain profit.

Un arrêt cité par Louët, lettre T, chapitre XI, atteste que le commis d'un tabellion peut recevoir un testament, pourvu qu'il ait exercé la charge plusieurs années ou prêté serment en justice.

3^e Curé ou vicaire et notaire.

Le testament canonique, devenu testament authentique dès le xvi^e siècle, se passe, comme il est dit plus haut, de deux façons.

Parlons d'abord du testament passé devant le curé de la paroisse, ou devant son vicaire reçu par le diocésain, et un notaire.

D'après l'ordonnance de Blois (art. 63), les curés et vicaires sont compétents pour recevoir les testaments et actes de dernière volonté. Ils peuvent même recevoir ceux qui contiennent des legs pour œuvres pies et religieuses, pourvu que les dispositions ne s'adressent pas en leur faveur ou au profit de leurs parents (Orléans, art. 27).

Il est permis au curé d'instrumenter dès sa nomination, même avant l'enregistrement de sa prise de possession. Sa compétence est territoriale, de sorte qu'il peut recevoir le testament de toutes personnes qui se trouvent dans la

paroisse, indépendamment de celles qui y ont leur domicile. Quant au vicaire, il faut, comme nous venons de le dire, qu'il soit agréé par le diocésain. Il ne suffirait pas qu'il soit simplement prêtre habitué en la paroisse (1).

Avant d'être admis à instrumenter, les vicaires doivent faire enregistrer leurs lettres de nomination aux greffes de la justice locale (art. 290 de la Coutume de Paris).

Toutefois Le Caron, sous le même article, semble approuver le testament reçu par le vicaire en possession de son titre, bien que non encore agréé. Mais il faut pour cela que le vicaire agisse en la présence et avec le consentement de son curé, en observant du reste les autres solennités requises pour la confection de l'acte (arrêt de 1609 rapporté par Tronçon, sur l'art. 290 de la Coutume de Paris).

4° Curé ou vicaire et deux témoins.

Le testament canonique peut aussi avoir lieu devant le curé ou le vicaire, l'un et l'autre assistés de deux témoins. Ceux-ci doivent signer ou déclarer sur interpellation qu'ils ne savent signer. Mention expresse de l'accomplissement de chacune de ces formalités est consignée au testament.

L'ordonnance d'Orléans, article 169, et celle de Blois, article 166, exigent que les témoins sachent signer quand il n'y a qu'un notaire. En outre, la Coutume de Paris veut qu'ils soient âgés de 20 ans accomplis, du sexe masculin et non légataires.

(1) Brodeau, sur Louët, lettre T, chap. VIII.

Ce mode de tester a été introduit en 1170 par décrétale d'Alexandre III qui en proclame la validité sous peine d'excommunication.

Loyseau, parlant de cette forme de testament, en son *Trailé des Seigneuries*, chapitre XV, nombres 75 et 76, nous apprend que les testaments appartenaient à la juridiction ecclésiastique, comme constituant matière de conscience. Cela s'observait, dit-il, encore de son temps en Angleterre, où l'évêque du défunt s'emparait des meubles jusqu'à ce que les héritiers eussent transigé avec lui. C'est par suite de la persistance en France de ces vestiges que les curés ou vicaires avaient le droit de recevoir les testaments.

5° Justice locale.

Ce dernier mode de tester dans la forme authentique a lieu par devant la Justice de l'endroit où le testateur a son domicile.

La Coutume de Reims semble y donner son approbation, imitant en cela la Coutume de Châlons (art. 67) et la Coutume générale de Vermandois (art. 58). Elle présume en effet qu'aucune fraude n'est possible de la part du juge, fonctionnaire public, qui a prêté serment et dont la prud'homie doit servir d'exemple aux autres (1).

III. — Testament nuncupatif.

Cette manière de tester consiste, suivant notre coutume,

(1) Buridan, *Sous l'article* 289, n° 10.

à déclarer ses dernières volontés en présence de quatre témoins réunissant les qualités requises par la loi.

A la différence du droit de Justinien qui exigeait sept témoins, la Coutume de Reims, jugeant ce nombre superflu, n'en requiert que quatre.

L'article 54 de l'ordonnance de Moulins de 1566, prescrivant la confection par écrit de tout acte dont l'objet dépasse une valeur de cent livres, est venu diminuer singulièrement l'importance du testament oral. On peut donc le considérer comme implicitement abrogé par ladite ordonnance, puisqu'elle prononce la nullité de toute disposition verbale exprimée au mépris de ses prohibitions. Il devait en effet arriver rarement en pratique que l'occasion se présentât de dresser un testament au sujet d'une valeur inférieure à cent livres.

Après le décès du disposant, il faut établir la preuve du testament oral. On procédait à cette opération par voie d'enquête devant le juge du lieu où se trouvait le domicile des témoins. Ces derniers répètent les déclarations qu'ils ont entendu faire par le disposant. Le testament est alors rédigé par écrit et publié, c'est-à-dire placé au nombre des minutes du greffe, pour en être délivré expédition à qui il appartiendra.

La Coutume de 1481 ne parle pas du testament olographe, mais elle en reconnaît implicitement l'existence sous l'article 92, en exigeant, sauf dans le cas dont nous parlerons tout à l'heure, l'emploi de la forme authentique pour

toute disposition dont l'importance excède la valeur de cent sols tournois (1).

D'autre part, elle consacre par l'article 93 la validité du testament nuncupatif, pour la confection duquel elle réclame la présence de plusieurs témoins, sans en indiquer le nombre.

Suffisait-il de quatre témoins comme sous le régime de la Coutume de 1556, ou en fallait-il sept suivant la mode romaine ? Il serait assez difficile de se prononcer en l'absence de documents.

Le même article indique aussi les formalités à suivre après le décès pour assurer la conservation de ce testament. Voici en quels termes il est libellé :

« Art. 93. — Est oultre plus peult ung testateur disposer de ses biens par ordonnance de dernière volonté, présens plusieurs tesmoings, lesquelz, après son trespas, peuvent estre examinez sur ce par justice capable de la congnoissance de dernière volonté, en gardant les solemnitez accoustumées ; laquelle justice décrètera lecttres en forme

(1) Art. 92. — « Tous testamens, codicilles et ordonnances de dernières volontés, excédans la vailleure de cent solz (tournois) doyvent estre faictz, passez et recongneuz, par les testateurs et testateresses ayans âge, sens, entendement, et faculté de testater, par devant ou ès présences de deux notaires (ou personnes publiques ou d'un notaire) ou personne publique (présens¹ avec luy deux ou plusieurs tesmoings ydoines ; ou pardevant le curé de la paroisse ou son chappellain, présens avec luy deux ou plusieurs tesmoings, ou ung notaire avec ledict curé ou chappellain, ou pardevant la justice du lieu ; et si autrement sont faictz lesdictz testamens, codicilles et ordonnances, ilz sont de nulle vailleure en ce qui excède cent solz ».

de testament en estre faictes telles, qui seront vallables pour testamens et sont appelez testamens nuncupatifz. »

Le *Liber practicus* donne la formule en usage à Reims au xiii^e siècle pour rédiger l'acte servant de preuve au testament nuncupatif. Nous la reproduisons à titre de document justificatif sur la procédure usitée en pareil cas.

« P. 280, CCCLXIV : Instrumentum publicum confectum super testamento nuncupativo (vel) : Publicatio testamenti nuncupativi.

« Universis etc...noverint universi quod cum ad nostram audienciam pervenisset quod Ticius in ultima voluntate sua ordinavit de rebus suis, et testamentum suum condidit sine scriptis, nos ad cujus officium pertinet ultimas voluntates decedencium firmiter observari, et execucioni debite demendari, testes qui dicto testamento interfuisse dicuntur, facimus in nostra presencia evocari, jurare diligenter, examinari, et eorum deposiciones in scriptis redigi; quibus visis, inspectis et diligenter consideratis, nobis constitit quod dictus Ticius in extremis positus de rebus suis ordinavit, ac testamentum suum condidit in hunc modum. Primo enim voluit et precipit, etc...

« Et tunc ponatur totus tenor ordinacionis sue. » Item constitit nobis quod dictus Ticius *Tales* executores suos testamenti predicti constituit. Nos vero ex officio nostro, super premissis ad perpetuam rei memoriam, cum sit labilis hominum memoria, ne propter defectum probacionum ultima disposicio dicti Ticii depereat in futurum, fecimus

fieri presens instrumentum ; cui fidem adhibentes pronunciamus illud vim habere publici instrumenti, vocatis *Talibus* ad videndum testes jurare, si sua crederent interesse, qui voluerunt et concenserunt, quod dicti testes jurarent in absencia eorundem, et quod eorum deposicionés publicarentur, et quod super (hoc) fieret publicum instrumentum jure tamen ipsorum in bonis nascentibus sibi salvo vocatis eciam ad hoc *Talibus* qui non comparuerunt. In cujus, etc... »

Les témoins.

Lorsque leur présence est requise, les témoins sont toujours au moins au nombre de deux. Notre Coutume veut qu'ils soient *idoines* et suffisants. « In testibus enim et vitæ qualitas spectari debet et dignitas » (*Sentences de Paul*, liv. V, chap. XV). Suivant Auzanet et Ferrière, le mot « idoine » signifie que les témoins doivent être solvables et ne pas être notés d'infamie. Le sens du mot « suffisant » échappe à ces auteurs. Duplessis entend par « idoine » la personne jouissant de toutes ses facultés mentales et non interdite pour prodigalité. D'après le même auteur, « suffisant » voudrait dire « irréprochable », c'est-à-dire capable de témoigner en justice (1).

En résumé, le témoin doit jouir de la considération publique, n'avoir subi aucune condamnation infamante, ni être sous le coup de poursuites judiciaires.

L'article 289 de la Coutume de Paris exige que les té-

(1) Thèse Bourdel, p. 149.

moins soient du sexe masculin et qu'ils aient 20 ans accomplis, âge requis chez l'homme à Reims pour faire son testament.

Il est indispensable que les témoins possèdent toute leur lucidité d'esprit ; car il faut, pour témoigner de la validité du testament, la même capacité que pour participer à sa confection. Sont donc incapables d'être témoins : le fou furieux, le sourd et muet, puisqu'il ne peut parler. La même incapacité, d'après Buridan, frappe ceux qui ne peuvent témoigner en justice, tels que les infâmes, les prodigues et autres personnes dont la réputation laisse à désirer.

Conformément à la tradition romaine, notre Coutume envisage le rôle de témoin comme un *munus publicum* dont les femmes doivent être exclues. Deux fragments du *Livre d'Or* de Drogon sont formels à ce sujet et rappellent aussi d'autres sources d'incapacité dont nous venons de parler.

Plusieurs auteurs refusent aux moines et religieux profès la capacité de figurer en qualité de témoins aux testaments, comme étant assimilés aux serfs. La vérité est que ce droit leur appartient, pourvu qu'ils obtiennent l'autorisation de leurs supérieurs.

Ce n'est pas assez que les témoins soient idoines et suffisants, il faut de plus que le testateur les ait expressément appelés. S'ils se présentaient d'eux-mêmes sans convocation, ce serait une cause de nullité du testament (1).

(1) Boyer, en ses *Décisions*, question 34, n° 1.

La Coutume de Reims est d'accord avec celle de Paris pour défendre au testateur de prendre comme témoin un légataire. Dans la crainte de suggestion, elle interdit le même rôle à ceux qui peuvent avoir intérêt au testament, par exemple aux héritiers présomptifs des légataires.

Dictée du testament.

Outre la compétence exigée des personnes chargées de recevoir les testaments, la Coutume leur ordonne d'écrire ce qui leur est « dicté et nommé » par le testateur, et ce, sans suggestion d'aucune personne. Le mot « nommé » ne serait qu'un pléonasme destiné à renforcer le mot « dicté » (1).

La loi a voulu par là obvier aux fraudes habituelles et soustraire le testateur aux obsessions dont il est souvent l'objet. Supposons que l'on apporte une minute toute préparée au testateur, et qu'après lecture il l'approuve et déclare qu'elle contient l'expression de sa volonté, le testament sera néanmoins nul, bien que contenant la mention qu'il a été dicté et nommé par le testateur.

Dans l'espèce, les témoins signataires du document seraient admis à déposer qu'il a été apporté tout rédigé au testateur, et qu'après avoir entendu la lecture, celui-ci l'aurait eu pour agréable (Voir en ce sens un arrêt du 25 juillet 1595, rapporté par Papon au titre *Des testaments*).

Si la confection d'un testament a donné lieu à quelque

(1) Thèse Bourdel, p. 103.

irrégularité de formes, ce fait ne peut être établi par la preuve testimoniale, peu importe qu'il s'agisse de legs pieux ou autres. La validité du testament dépend, en effet, non de la nature du legs ou de la qualité des personnes, mais des formes solennelles auxquelles il est soumis (1).

Un testateur dicte son testament à une personne et déclare ensuite par-devant notaires qu'il l'a dicté à d'autres qu'auxdits notaires. Que faut-il penser de la valeur d'un pareil acte ?

La nullité en a été prononcée, aux termes d'un arrêt en date du 15 janvier 1614, coté par Tronçon sous l'article 289 de la Coutume de Paris. La loi exige que le testament soit dicté à l'un des officiers publics compétents, et non à une autre personne.

A propos de la Coutume d'Orléans, un arrêt du 16 février 1617 a jugé que les mots « dicté et nommé » doivent, sous peine de nullité, être insérés au testament. La déclaration que le testament a été ainsi proféré de la bouche du testateur serait insuffisante, car les formes de testament ne peuvent s'accomplir en dehors des règles spécifiées par la Coutume.

Il résulte d'un autre arrêt du 30 décembre 1604 que l'omission de l'un ou l'autre des mots *dicté* et *nommé* ne serait pas une cause de nullité du testament : il suffit que l'un des deux mots soit exprimé.

Le testament doit être l'expression de la volonté libre

(1) Buridan, *Sous l'article 289*, n. 15.

du testateur et non de celle d'autrui. Telle est la raison des nombreuses formalités dont il est l'objet, et qui sont autant de garanties contre les influences étrangères.

L'obligation de dicter le testament entraîne par conséquent la défense de disposer par interrogat. Il en est ainsi quand celui qui reçoit le testament interroge le disposant en lui demandant s'il veut telle ou telle chose, et que celui-ci se borne à répondre oui ou non.

Ce testament est nul comme argué de suggestion.

Une dernière formalité aussi essentielle que les précédentes : le testament doit être relu au testateur en présence des témoins, puis mention sera faite au testament qu'il a été ainsi « dicté, nommé et relu ».

Suivant Dumoulin (sur l'art. 69 de la Coutume de Sens), s'il n'est pas mentionné au testament qu'il a été lu et relu, le légataire ne peut prouver par témoins que cette formalité a été réellement accomplie « quia consuetudo requirit hanc probationem ex ipso testamento, non ex testium assertionem ».

Codicille.

Le codicille exige les mêmes conditions de fond et de forme que le testament proprement dit.

L'originalité de ce mode de disposition *mortis causa* consiste dans son caractère additionnel. On n'y trouve jamais d'institution d'héritier, ni de legs universel ou à titre universel. Le codicille sert à distribuer des legs particuliers, ou à en changer le titulaire. On l'emploie égale-

ment pour nommer un tuteur ou curateur, un exécuteur testamentaire, et aussi pour donner des éclaircissements sur les éléments de liquidation.

Nous transcrivons ci-après le contenu d'un acte de cette nature émanant du chanoine Lacourt (Voir en outre le testament Coquault au n° VI de l'appendice).

*Mémoire pour ma seur Lacourt en supplément de l'acte
du 22 janvier dont je l'ay rendue dépositaire.*

« Par acte holographe du 22 janvier 1722, j'ay fait ma seur Lacourt mon héritière unique et ma légataire universelle. C'est un témoignage d'amitié que je suis très content de lui avoir donné, en reconnoissance de ce qu'elle a fait pour l'honneur et l'utilité de la famille. Ce dépost est surément entre ses mains, et quoique je la rende maîtresse absolue de ce peu de bien que je possède, je suis persuadé qu'elle en usera avec sagesse et que mes neveu et nièces le retrouveront après sa mort en bonne partie.

« Cet acte n'est limité par aucune charge ny condition particulière, parce que dans l'agitation où mes calomnieux me mettaient, je ne pouvois vacquer à l'estimation de mes effects pour régler sur cela mes volonteés et intentions particulières.

« Elle ne trouvera aucune dette de conséquence, car j'ay tout acquitté, et ce que j'ay est entièrement libre.

« Je laisse à la fabrique du Chapitre de Saint-Symphorien la somme de cinquante livres une fois payée. Je prie

Messieurs de faire dire une messe basse à l'intention du soulagement de mon âme.

« Je laisse à M. de Bachaumont deux petits tableaux fins qui sont à côté de ma pendule, le premier représente une Nativité de Jésus-Christ, le second un fumeur dans un cabinet avec autres figures...

« Fait et signé à la Bastille le six de may mil sept cent vingt-deux.

« Signé : LACOURT.

« Les cent livres de la fabrique seront données à quatre pauvres familles. »

Au dos est écrit :

« Mémoire pour ma sœur Lacourt et que je prie qui lui soit mis en mains, si Dieu me retire du monde dans la Bastille (du 6 mai 1722) ».

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DE FOND

Nous avons vu, au début de ce travail, les testateurs, même au xviii^e siècle, solliciter l'assurance de leur bonheur éternel par de nombreux legs *pro remedio animæ*.

Ils complètent ces œuvres méritoires par d'abondantes aumônes envers les églises et les couvents.

Mais ils n'oublient pas de prendre les mesures nécessaires au règlement de leurs intérêts matériels, et, sous cet aspect, l'importance du testament s'est sensiblement développée avec le temps.

Nous examinerons donc dans les paragraphes qui suivent :

- 1^o L'institution d'héritier et les legs universels ;
- 2^o Les substitutions ;
- 3^o Les rappels à succession ;
- 4^o L'exhérédation ;
- 5^o Les règlements de dettes ;
- 6^o Les divers modes de legs particuliers ;
- 7^o La tutelle testamentaire ;
- 8^o Et certaines dispositions ayant un caractère trop peu défini pour rentrer dans un cadre particulier.

§ 1. — Institution d'héritier.

Alors qu'en droit romain l'institution d'héritier est le *caput et fundamentum testamenti*, la Coutume de Reims, suivant en cela la maxime de Glanville « *Deus solus heredem facere potest, non homo* », inscrit en tête du chapitre consacré aux dispositions de dernière volonté la règle : « Institution d'héritier n'a lieu » (art. 285).

En droit coutumier, il n'y a de véritables héritiers que les héritiers du sang « *Gignuntur heredes, non scribuntur* », et ils recueillent la succession *ab intestat*.

L'institution d'héritier n'est donc pas nécessaire à la validité du testament. De plus, quand elle existe, elle ne saurait dépouiller les parents de leur titre et de leurs prérogatives (1).

Le testateur ne peut faire que des legs, mais non transmettre une hérédité. Cette solution présente un grand intérêt, car en ce temps-là, les légataires ne représentaient pas le défunt et ne continuaient pas sa personne ; ils ne succédaient qu'aux biens. Ils n'étaient tenus des dettes du défunt que *intra vires successionis*. Mais privés de la saisine, ils devaient demander la délivrance de leur legs aux héritiers du sang ou à l'exécuteur testamentaire.

Quid si le *de cujus* a institué un étranger pour héritier, c'est à-dire toute autre personne que son héritier présomptif ?

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 15.

La disposition, sans être nulle, ne vaudra que comme legs jusqu'à concurrence de la quotité disponible. L'institué ne pourra donc s'arroger le titre d'héritier, et, en cette qualité, se dire possesseur avant l'expiration de l'année. Il lui est interdit en outre d'agir au possessoire, eût-il appréhendé la succession avec autorisation de la justice ou de l'exécuteur testamentaire.

L'héritier présomptif, au contraire, qui se présente dans l'année, est maintenu en possession des biens héréditaires. Il peut, en effet, s'en dire saisi en vertu de la maxime : « *Le mort saisit le vif* », sans aucune prise de possession.

Le légataire doit, de son côté, demander la délivrance effective à l'exécuteur testamentaire ou à l'héritier *ab intestat*, selon qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles.

Si le père a institué pour héritier l'un de ses enfants, ce dernier ne peut en raison de cette clause se proclamer héritier et encore moins se prétendre saisi de la succession. Il n'a réellement la saisine que de la part et portion héréditaire lui appartenant *ab intestat*, suivant la maxime : « *Le mort saisit le vif* ». Pour le surplus, sa situation est semblable à celle d'un légataire étranger.

Même solution en cas d'institution par le père de l'un de ses enfants pour une certaine quotité devant lui tenir lieu de *légitime*.

Quand il existe dans le testament rémois du xvi^e siècle des dispositions importantes d'ordre civil, elles se manifestent plutôt sous forme de legs universel. L'institution d'héritier à la mode romaine y est très rare. Nous n'en

avons rencontré qu'un seul exemple. Encore s'agissait-il du testament émané d'un méridional, c'est-à-dire d'une personne venue des pays de droit écrit.

C'est ainsi que par testament du 15 janvier 1571, le Cardinal de Lorraine institue pour légataire universel Henri de Lorraine, duc de Guise, son neveu.

Lorsque parfois le testateur institue pour héritier son parent, c'est afin de renforcer son titre, en lui confirmant sa vocation à la succession *ab intestat*. Dans ce cas, l'expression « instituer pour héritier » est prise par le disposant dans le sens de « choisir pour légataire universel ».

Très souvent, après avoir fait une série plus ou moins détaillée de legs particuliers, le testateur laisse le « résidu de ses biens » à un successible suivant les règles de la Coutume, ou à un étranger n'ayant d'autre titre que la faveur dont il est l'objet.

Exemples : Renault du Mont, chanoine de Reims, aux termes de son testament du 10 août 1500, après avoir partagé les livres de sa bibliothèque, lègue le reste de ses biens meubles et immeubles à la fabrique de l'église métropolitaine de Reims.

Par ordonnance du 13 juin 1523, Guillaume Cauchon, chanoine de Reims, laisse un certain nombre de legs-souvenirs à ses neveux, enfants de Jean Moët, de Nicolas Moët et de Guyot Lescot, ainsi qu'à d'autres parents. Il demande, en outre, qu'après l'acquittement des charges dont il s'agit, il soit procédé, entre tous ses héritiers, au partage des autres valeurs dépendant de sa succession.

Le testament d'Adam Berruyer rédigé un siècle plus tard (1^{er} avril 1629) dispose également en faveur d'Antoine Berruyer, frère du testateur, du reste des biens qui feront partie de l'hérédité après l'acquit des legs particuliers.

§ 2. — Substitutions.

La substitution *vulgaire* est pour ainsi dire une institution conditionnelle. Elle a lieu quand le testateur remplace par un autre bénéficiaire celui qui viendrait à décéder avant lui.

Cette institution avait pour but en droit romain de diminuer les chances de mourir *intestat*. Dans l'ancien droit français, son rôle est de permettre au testateur privé d'héritier d'avantager une personne de son choix pour empêcher la succession de tomber en déshérence.

La substitution vulgaire, de même que l'institution directe, n'a pas droit de cité dans les pays coutumiers.

La vocation du substitué vulgaire était regardée, non comme un titre à l'hérédité, mais comme un appel en sous-ordre à un legs.

La substitution *fidéicommissaire* tire son origine du fideï-commis en usage à Rome. C'est une disposition par laquelle le testateur remet une chose à un premier bénéficiaire, à charge de la conserver jusqu'à son décès et de la rendre à cette époque à une autre personne spécialement désignée (art. 286).

Assurer la conservation des Maisons et maintenir la

fortune des familles, tel était le but de la substitution fidéicommissaire sous l'Ancien Régime. Au nombre des dispositions prises par le testateur pour sauvegarder le prestige du nom, il faut donc mentionner en premier lieu les substitutions. Le cas le plus souvent visé en cette matière est le décès des enfants sans laisser eux-mêmes de postérité.

Le testament d'Aymond du Boullay nous donne dans ce sens un exemple de disposition faite au profit de son fils, avec substitution en faveur des frères et sœurs du testateur.

On remarquera que la même disposition contient en outre un legs d'usufruit au profit de la femme du testateur sur l'héritage faisant l'objet de la substitution.

« Item a laissé et donné, donne et laisse à Gabriel du Boullay, fils de luy et de ladite damoiselle Marie, sa femme, la propriété de ladite terre et seigneurie du Boullay, sise au bailliage d'Alençon, évesché de Lizieux, avec la cense de Ternaut, ainsy que le tout se comporte, consistant en maison, terres, prez, saulsays, cens, surcens, rentes, et autres droiz en deppendans, pour en joyr, faire et disposer par luy comme de sa propre chose à tousjours, à la charge que ladite damoiselle Marye Noël, sa femme, en joyra en usufruit, sa vie durant, et là où ledit Gabriel du Boullay décédera sans avoir enfans légitime procréé de son corps, que lesdites terres, seigneuries et cense retournent, compectent et apartiennent aux frères et seure héritiers de luy testateur, dont ladite damoiselle joyra sadite vie durant, comme devant est dit, sans que lesditz héri-

tiers y puissent prétendre la vie durant d'icelle et sans préjudice au doaire préfix par luy recongnue en contractant le mariage d'eux deux, qu'il entend avoir lieu et sortir effect. »

L'ordonnance d'Orléans (art. 59) et celle de Moulins (art. 57) ont restreint au 4^e degré l'effet des substitutions fidéicommissaires. La computation des degrés a lieu, non par branches ou par souches, mais suivant le nombre des bénéficiaires qui ont successivement recueilli les biens.

A Reims, comme dans certaines régions, on avait l'habitude de faire insinuer et publier ces sortes de dispositions dans un jugement pour en assurer la preuve, et ce, dans le délai de six mois à compter du jour du décès du testateur. Mais cette formalité n'est indispensable qu'à l'égard des créanciers seulement, et non des substitués.

Suivant Paul de Castre et d'autres après lui, le grevé n'est pas tenu de faire inventaire. C'est au substitué à donner la preuve des irrégularités dont il croit avoir à se plaindre.

L'héritier pur et simple, chargé de legs particuliers sous forme de fidéicommis, doit les acquitter, après le paiement des dettes, dans la limite de l'actif disponible. A défaut d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, il est tenu des dettes *ultra vires successionis*. Mais celui qui est chargé de restituer la succession, en tout ou en partie, n'a que le titre d'héritier, tandis que le fidéicommissaire, à qui il en fait la restitution, l'est effectivement. C'est donc à ce der-

nier qu'incombe le soin de dresser inventaire, s'il juge à propos de recourir à cette formalité.

L'importance des biens sujets à restitution ne dépassera pas les limites fixées par la loi. Si par exemple la restitution que le père a imposée à son enfant comprend la totalité de la succession, celui-ci réclamera sa légitime en vertu des autres articles de la Coutume. Mais ce droit lui est dénié dans le cas où, par crainte des dettes, il aurait refusé d'accepter la succession.

Si l'héritier chargé de restituer aliène la chose sujette à restitution, le fidéicommissaire la revendiquera entre les mains du tiers détenteur.

La matière dont nous nous occupons a suggéré au commentateur l'hypothèse et la solution suivantes :

Le testateur, ayant institué son fils pour héritier, ajoute qu'après le décès de ce dernier ses biens retourneront à Titius, ou autres non compris dans les plus proches héritiers. Le fils meurt après avoir recueilli l'hérédité, mais laissant lui-même des enfants. Le fidéicommis produira-t-il son effet ?

Buridan soutient la négative.

La disposition est, en effet, regardée comme renfermant cette clause tacite : « au cas que le fils du testateur décède sans postérité ». Il est à présumer que si le testateur eût songé aux enfants de son fils, héritier du sang, il ne lui aurait pas imposé la charge de remettre la succession à un étranger. Il est donc tout naturel que cette omission ne leur porte aucun préjudice.

§ 3. — Rappels à succession.

Les rappels à succession ont pour but d'appeler à la succession un parent qui s'en trouve écarté, bien que pourvu d'un titre héréditaire.

On les applique en faveur des personnes ci-après :

1° Un parent éloigné (petit-fils ou neveu), quand la représentation n'est pas admise ;

2° Une fille exclue par la Coutume, mais que l'on peut faire venir à la succession ;

3° Une fille ou un puîné, après une renonciation que le père veut annuler ;

4° Un successible exhérédé qui a obtenu le pardon de son auteur.

Fait par contrat de mariage, le rappel assure le titre d'héritier d'une manière irrévocable. Mais quand il a lieu par testament, il est révocable.

L'hérédité testamentaire n'étant pas admise en pays coutumier, on discutait si le rappel testamentaire faisait du bénéficiaire un héritier ou un légataire privé de la saisine et réductible quant aux propres par la réserve lignagère.

Mais on admettait ordinairement que le rappel faisait un héritier quand il visait à représentation suivant le droit de Justinien (1).

La Coutume de Reims ne dit rien des rappels à succes-

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 172.

sion. Mais le commentateur exprimait l'opinion suivante au sujet de la femme qui, après avoir renoncé à la succession de son père par contrat de mariage moyennant l'attribution de sa dot, y était rappelée plus tard par testament.

La femme renonçant e et ensuite rappelée peut, affirmet-il, se dire saisie des biens de la succession, ainsi que les autres héritiers, de même que si elle succédait *ab intestat*. Cette renonciation, sans la rendre inhabile à succéder, avait simplement entravé sa vocation. Le rappel du testateur levant l'obstacle, rien ne l'empêche désormais de se dire saisie de la succession en vertu de la loi, comme si elle n'avait jamais renoncé (1).

§ 4. — Exhérédation.

L'exhérédation a lieu ordinairement par testament ou autre acte de dernière volonté, et prive l'enfant du titre d'héritier et de toutes ses conséquences.

Elle a lieu non pas arbitrairement et sans motifs, mais pour des causes spécifiées rigoureusement par la loi.

Aux causes indiquées dans la Nouvelle 115, on ajoute le cas de mariage contracté par des mineurs de 25 ans sans le consentement de leurs parents (2).

Les dispositions de ce genre qui existent dans les testaments rémois sont toutes motivées par l'absence de consentement des parents ou par l'indignité de la personne

(1) Buridan, *Sous l'article* 307, n° 5.

(2) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 175.

que le mariage introduit dans la famille. Nous regrettons que les circonstances actuelles ne nous aient pas permis d'avoir sous la main, et par conséquent d'employer les documents recueillis sur l'objet de ce paragraphe. Ils sont des plus curieux au point de vue des détails intimes que le testateur se plaît à développer pour servir de base à sa fulmination. Mais ce n'est que partie remise, car nous nous proposons, si Dieu nous prête vie, de les publier ultérieurement.

§ 5. — Règlement de dettes.

Il ne s'agit pas ici des « réparations et torfaiz » rappelés dans le préambule des testaments et pour l'acquit desquels les scrupules, parfois exagérés, du disposant l'incitaient à s'en remettre à l'appréciation de l'exécuteur testamentaire. Mais il existe dans le passif de succession d'autres dettes à payer. C'est pour ce motif que le testateur donne certaines indications destinées à faciliter la tâche du liquidateur.

Par exemple, le *de cujus* établit la liste des créanciers avec le chiffre de la somme due à chacun d'eux. Il y a lieu à règlement de compte entre la succession et l'un ou l'autre des héritiers au sujet de constitution de dot, gestion d'affaires, mandat ou prêt d'argent. Le testateur propose un arrangement ou tranche les difficultés à sa façon. Il donne son avis sur les fournissements qui répondent le mieux à la convenance des héritiers.

Pour empêcher de la part d'un enfant la réclamation d'une créance douteuse, le testateur lègue aux autres enfants somme pareille à celle qui serait indûment exigée. De même, il fera prélever par les autres héritiers une somme égale à celle qu'il aura déboursée à un créancier pour obligation souscrite solidairement avec un de ses successeurs et dans l'intérêt exclusif de ce dernier.

Enfin sa prévoyance l'engage, dans certains cas, à exiger la vente de tout ou partie des biens, soit pour faire face à des dépenses urgentes, soit pour remplir plus commodément les intéressés de leurs droits.

Les pièces suivantes vont nous renseigner sur les clauses dont il vient d'être parlé.

Pierre Gilbault, vidame et chanoine de Reims, aux termes de son testament du 10 septembre 1608, ordonne que sa maison située à Paris, rue Barbette, sera vendue au profit de ses parents, et qu'après avoir fait la délivrance des legs particuliers, ceux-ci partageront entre eux le « résidu » de ses biens meubles et immeubles.

Le testament de Perette Bignicourt nous donne, entre autres détails, un exemple des embarras que peuvent amener, dans le règlement successif, les faits et gestes d'un gendre pointilleux et mauvais administrateur (Appendice pièce n° V).

Le testament Coquault dénote au contraire chez son auteur un esprit d'ordre et de justice tendant à rendre à chacun ce qui lui est dû, et à éviter ainsi toute chance de désaccord entre les copartageants (N° VI des pièces transcrites en appendice).

Bien que l'aliénation d'immeubles appartenant à un mineur ne soit en règle générale possible qu'après la discussion du mobilier, le père, même en dehors de ce cas, a le droit d'autoriser cette aliénation par son ordonnance testamentaire. Mais l'adjudication doit alors avoir lieu aux enchères et après affiches publiques, sans qu'aucune restriction puisse nuire à l'accomplissement de ces dernières formalités (1).

Cette clause figure dans plusieurs testaments de la Coutume de Reims.

§ 6. — Legs particuliers.

Il existe de nombreuses variétés de legs. On peut les diviser en trois classes (2).

Au point de vue de la modalité, on distingue le legs pur et simple et le legs conditionnel.

Quant à l'objet de la disposition, le legs peut porter sur des meubles, des immeubles, des créances ou autres valeurs incorporelles.

Suivant l'étendue du droit concédé au légataire on reconnaît : le legs en pleine propriété, le legs en usufruit, le droit d'habitation et le legs d'aliments.

1° Legs conditionnels.

Les conditions imposées au legs offrent une grande di-

(1) Buridan, *Sous l'article 15, n° 6*, où il cite un arrêt rapporté par Louët, lettre A, chap. V.

(2) Thèse Guignard, p. 195.

versité : citons celle de faire ses études, d'embrasser telle carrière, de se destiner même à la vie religieuse, aussi celle concernant la veuve à qui on défend de convoler en deuxièmes noces.

Signalons une disposition qui a tout l'air de ressembler à une clause pénale.

Il s'agit d'une personne qui, pour forcer ses héritiers à accepter de bonne grâce les lourdes charges dont le testament a grevé l'hérédité, leur impose la condition de ne pas attaquer ses dernières volontés, sous peine d'être privés de leur émolument, lequel alors appartiendra à un autre titulaire.

C'est dans ce sens que Jean Ware, après diverses libéralités réparties entre des étrangers, laisse le reste de ses biens à ses héritiers, à la condition de ne faire aucune opposition au testament. A défaut d'observer cette prescription, l'objet de la disposition en leur faveur appartiendra au Chapitre de l'église de Reims (21 septembre 1511).

Nous voyons aussi que, par son testament de 1722*, le chanoine Lacourt s'est exprimé de la manière suivante :

« Je veux et entens que sur mes biens il soit pris, préféablement aux legs et donation que je luy fais (à ma seur Lacourt), les sommes auxquelles se trouveront monter les legs particuliers qui suivent.

« Je laisse à la fabrique de Reims une somme de cent livres une fois payée, outre mes habits d'église qui lui appartiennent selon l'usage.

« Je prie Messieurs du Chapitre de prendre sur cette

somme de cent livres celle de trente sols pour l'honoraire d'une messe que je leur demande et qui sera célébrée par un de Messieurs à l'intention du repos de mon âme, et pour demander à Dieu l'esprit de paix et de concorde par les prières *Pro pace in Congregatione servanda*. Cette messe ne sera célébrée qu'une fois seulement, aussitôt le legs délivré.

« Au cas que cette condition ne leur agrée pas, cette somme restera entre les mains de ma seur pour être distribuée par elle à quatre familles de pauvres gens de bien, par sommes égales de vingt-cinq livres à chaque famille. Elle agira en cela par l'avis de M. le curé de sa paroisse. »

2° Legs par préciput.

Contrairement au principe admis à Paris, la valeur juridique des legs préciputaires est, dans la Coutume de Reims, reconnue aussi bien au profit des descendants que des autres classes d'héritiers.

Un legs de cette espèce est cité dans le testament de Perette Bignicourt par-devant Taillet, notaire, le 8 octobre 1618, où l'une des clauses s'exprime ainsi :

« Veut que Jehan Marlot, son fils à marier, prenne avant le partage la même somme de 2.500 livres.

« Et à cause des bons offices qu'elle a reçus dudit Jehan Marlot, son fils, et pour l'accident et fortune qui luy est arrivé à cause de sa veue, elle lui donne en plus la somme de 500 livres et veut qu'il soit fait faire, aux frais de la succession, audit Jehan Marlot et à frère Guillaume Marlot,

religieux à Saint-Nicaise, un acoustrement complet selon leur qualité. »

3° *Legs d'usufruit.*

Cette libéralité est assez usitée entre époux, et porte alors sur une universalité ou une quote-part de la succession.

D'autres fois, elle a pour objet un immeuble dont la jouissance, reposant sur plusieurs têtes, ne prendra fin qu'après le décès du dernier vivant des usufruitiers.

Nous signalons l'espèce suivante où, lors de l'extinction de l'usufruit, l'immeuble doit être vendu et le prix en provenant partagé entre les nu-propriétaires.

Le 18 avril 1537, Jean Camus, chanoine de Reims, lègue à Pierre Juillet, vigneron, demeurant à Muizon, à sa femme et à ses enfants, pour en jouir leur vie durant, une maison, une parcelle de terre labourable et deux pièces de vigne. Le testateur ajoute qu'après leur décès, ces biens seront vendus aux enchères, et que le prix provenant de l'adjudication sera divisé en deux parts, dont l'une appartiendra à la fabrique de Notre-Dame de Reims, et l'autre aux fabriques des églises de Muizon et de Janvry.

A cause de son caractère bien spécial, on peut signaler ici le legs d'un livre en usufruit.

Le disposant est Humbert de Jully, chanoine de Reims, qui lègue à Ponce d'Ormont, professeur de théologie à Reims, l'un de ses exécuteurs testamentaires, l'usufruit de son bréviaire, pour en jouir sa vie durant, et le laisser après son décès à la fabrique de l'église de Reims (7 octobre 1416).

4° Legs de meubles et acquêts.

La Coutume admettait plus volontiers la disposition des meubles, acquêts et conquêts que celle des propres ou nés. Cette dernière catégorie en effet était réservée en partie aux lignagers, pour assurer la conservation des héritages dans les familles.

Les legs particuliers de meubles font partie de tous les testaments. Il en a été question au premier chapitre concernant l'Inspiration des testaments.

Le legs cumulatif des meubles et acquêts immeubles avec charges n'est pas rare dans notre Coutume.

Le Cardinal Philippe de Lenoncourt (testament du 18 décembre 1591) lègue à Philippe de Lenoncourt, abbé de Rebais et de Moutiers-en-Argonne, seigneur de Colombey, son neveu, tous ses meubles et acquêts immeubles, à la charge de solder les frais de ses funérailles, de payer les gages dus à ses officiers et serviteurs, d'acquitter ses dettes et de faire apprendre un métier à trois de ses laquais.

Le legs de tous les biens meubles se comprend aussi à la charge d'acquitter le passif :

Michel de Faverolles, chanoine de Reims (4 janvier 1662) lègue au Chapitre de Reims tous les biens meubles qui resteront après l'exécution de son testament.

Le dernier testament de Jean Lacourt (20 mai 1729) met aussi à la charge du legs de ses meubles le paiement d'une rente viagère au profit de sa sœur et de sa domestique :

Testament de Jean Lacourt, 20 may 1729.

« Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, très sainte et très adorable Trinité,

« Je soussigné, après m'être recommandé à Dieu, duquel j'implore la miséricorde infinie, déclare en forme du testament *que je laisse, donne et laigue aux pauvres de l'Hôtel-Dieu de la ville de Reims tous mes biens meubles et effects qui se trouveront m'appartenir au jour de mon décès*, scavoir un billet de trois mille livres de Monsieur le Comte de Billy, portant interest au denier vingt, en date du 28 janvier 1728, et un contract de deux mille trois cens livres sur l'hostel de ville de Paris. Je comprends en outre dans cette donation mes meubles, livres et généralement tous autres effects que je possède, à condition, cependant qu'en considération de cette disposition, Messieurs les administrateurs dud. hostel Dieu de Reims seront tenus de payer par chacune année à Mademoiselle Perette Lacourt, ma sœur, une pension viagère de cent cinquante livres, laquelle demeurera éteinte à la mort de ma dite sœur.

« Ils seront pareillement tenus de payer une somme de soixante livres par chacune année à Nicolle le Gros, ma servante, au cas qu'elle soit encore à mon service au jour de mon décès. Il luy sera aussiourny par eux une gratification de cent livres une fois payée, outre ses gages, et un de mes meilleurs habits, manteau long et soutane pour son deuil.

« Je les prie de recommander mon âme et celle de mes

parens decédez aux prières des pauvres de leur Maison que je regarde dès ce moment comme mes héritiers.

« Leu et releu, approuvé, fait et signé à Paris, le vingt may mil sept cent vingt-neuf.

« Signé : Lacourt, *prestre, docteur en théologie, chanoine de l'église de Reims.* »

Au-dessous est écrit : « Je révocque toutes les autres donations ou testamens antérieurs à ce présent acte. Fait aud. an, jour et lieu. *Signé : Lacourt.* »

Au verso de la quatrième page est écrit : « Disposition de mes dernières volontés en faveur des pauvres de l'hostel Dieu de Reims, pour être déposé, après mon décès, chez un notaire, et en envoyer copie à Messieurs les administrateurs dudit hostel Dieu. *Signé : Lacourt.* »

Et plus bas, du vingt may mil sept cent vingt-neuf, à la seconde page verso est écrit : « Signé et paraphé au désir de l'acte de dépost passé devant les notaires soussignés, le vingt octobre mil sept cent trente.

« *Signé : Dumesnil avec Boursier et Hachette, notaires, avec paraphes.* »

Au bas du recto du testament est écrit : « Contrôlé à Paris, le vingt et un octobre mil sept cent trente. »

5° Remise de dettes.

La remise de dettes donne lieu à diverses applications dont voici les plus fréquentes : remise d'une somme due à titre de prêt, remise de fermages d'immeubles ou de loyers de maison, de frais de nourriture et d'entretien,

dispense de rendre compte, remise d'arrérages de rentes viagères ou autres. En un mot, la remise de dettes est un legs de créance *sui generis* (1).

Isabeau de Thilloys (testament de 1598) laisse à M^{re} Jehan Tropmignot, son oncle, la somme de « 50 escus soleil qu'il luy doibt, à constitution de rente avec ce qu'il doibt et debvra arrérages des intéretz ».

Perette Bignicourt fait en ces termes (1624) remise de tous loyers que pourrait devoir son fils Jean Marlot, pour une période de trois mois après le décès de la testatrice : « Comme aussy ladicte testateresse veult et ordonne que ledict Jehan Marlot, son filz, demeure en sa maison après son trespas, par l'espace de trois mois et jusques à l'entier accomplissement de son testament, sy bon luy semble, sans que, pour ce, il soit tenu d'en payer aucuns louages, rapporter, ny moings prendre en sa dicte succession. »

Le chanoine Lacourt (codicille de 1722) complète le legs-souvenir par lui fait à M. de Bachaumont par la disposition suivante :

« Je lui laisse également ce qu'il me devra au-dessus d'une année de ma pension qui est de quatre cents livres, de sorte que s'il me doit sept ou huit cents livres ou plus, on ne recevra de luy que quatre cents livres. »

6° Legs de biens stipulés propres.

Ce legs était utile pour empêcher les biens du disposant de sortir de sa ligne. La stipulation de propre rendait de

(1) Thèse Guignard, p. 201-202.

grands services quand il s'agissait, par exemple, d'une donation ou d'un legs fait par un étranger ou un parent dont le légataire n'était pas héritier présomptif.

Puisque nous venons de parler des propres, il n'est pas superflu de donner ici la définition de cette expression, d'après le commentateur de la Coutume, et de rappeler, le plus brièvement possible, dans quelles circonstances les immeubles possèdent cette qualité.

Bien que les héritages propres soient de même nature, les auteurs les divisent en deux classes :

Les « propres anciens » sont formés par les héritages anciens que l'on se transmet de père en fils, pour en assurer la conservation dans la famille.

Les « propres naissants » se réfèrent aux héritages qui ont commencé à faire souche seulement en la personne *de cujus successione agitur*.

L'héritage donné par un ascendant en faveur de mariage, ou en avancement d'hoirie, est propre au donataire.

L'héritage donné par un étranger est acquêt au donataire et fait partie de la masse commune si la libéralité a lieu pendant le mariage (art. 25, n° 5).

L'héritage légué ou donné à cause de mort par les père et mère ou autres ascendants, à leurs enfants ou autres descendants, constitue un propre. Un tel avantage ne procède pas seulement d'une généreuse intention, mais ressemble plutôt au paiement d'une dette naturelle (art. 26, n° 2).

L'immeuble légué ou donné à cause de mort à un héri-

tier présomptif en ligne collatérale lui est également propre (art. 26, n° 3). Cette libéralité n'est pas sujette à rapport (art. 26, n° 4). Mais ledit héritage n'est propre au donataire ou légataire que pour la part et portion pour laquelle il devait succéder au disposant. Le surplus ne lui vient en aucune façon par droit d'hérédité, mais d'une pure libéralité. Par conséquent, ce qui excède la portion à laquelle il eût succédé lui appartient à titre d'acquêt (art. 26, n° 6).

Le testateur ou donateur peut disposer en faveur de son héritier présomptif collatéral, à condition que l'héritage lui sera acquêt (art. 26, n° 7).

Quand la donation ou le legs a lieu en rémunération d'un service, l'héritage donné ou légué est acquêt au donataire ou légataire, alors même que ce dernier serait l'héritier présomptif du disposant. Il ne s'agit plus ici d'un legs ou d'une donation, mais de la récompense accordée au service rendu. La libéralité tient lieu du salaire que le disposant était en quelque façon tenu de payer (art. 26, n° 8).

L'héritage recueilli dans une succession ou donné par celui à qui l'on doit succéder constitue un propre et ne fait pas partie des acquêts réalisés pendant le mariage de l'héritier ou donataire.

Le donateur ou testateur, en disposant au profit d'une personne qui n'est pas son héritier présomptif, peut convenir que l'héritage faisant l'objet de la disposition lui appartiendra, non comme acquêt, mais en qualité de propre.

7° Legs entre époux.

Les libéralités entre époux tiennent une place importante dans les clauses testamentaires. Leur étendue dépend de la situation pécuniaire du disposant, comme du genre de moyens qu'il trouve à son service.

La plus large quotité permise comprend la pleine propriété des meubles et conquêts réalisés au cours du mariage, et la moitié, en usufruit seulement, du naissant et des acquêts faits avant le mariage.

Nos testaments disposent au profit du survivant de l'usufruit d'une quote-part de la succession, quelquefois de l'usufruit de l'universalité des biens. Mais le plus souvent ce legs a lieu à la charge de payer le passif, et surtout sous la condition de pourvoir à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation des enfants. Cette dernière recommandation ne manque jamais d'être soulignée, quand le disposant laisse des enfants d'un précédent mariage.

L'avantage fait par Aymond du Boullay (23 juillet 1557), premier héraut d'armes du Roi, au profit de Marie Noël, sa femme, a pour objet la pleine propriété de tous ses meubles et d'un domaine suffisant pour assurer à celle-ci une existence honorable durant son veuvage.

« Item ledit testateur a laissé et laisse à ladite damoiselle Marie Noël, sa femme, tous ses biens meubles pour en joyr, faire et disposer par elle comme de sa propre chose à tousjours. »

« Item a laissé et donné, donne et laisse à ladite damoi-

selle Marie, sa femme, la propriété et usuffruict de la terre et seigneurie de Houssey, assis en duché de Lorraine, bail-
lage de Voulxey, prévosté de Chastenoys et Neufchastel,
pour en joyr comme des maisons, terres arrables, vignes,
usaiges de forestz, appartenances et appendances d'icelle,
comme de sa propre chose, à tousjours, suyvant ce que
ledit sieur testateur luy avoit jà laissé et donné par son
dernier testament, et pour en joyr, faire et disposer par
elle comme de sa propre chose à tousjours. »

La donation d'une part d'enfant au profit du second
mari figure au testament de Marie du Boullay, qui était
alors veuve en premier mariage de M^{re} Georges de Thilloys
et femme en deuxièmes noces de Jacques de Laffilé, écuyer,
demeurant à Vaulx.

« Laisse audit Laffilé, son mary, pareille part et portion
de son apport que prendra en icelluy l'un de ses enfans
du premier lict de la testateresse (1595). »

Quant à Isabeau de Thilloys, femme de noble homme
M^{re} Daniel du Boullay, premier héraut d'armes du roi,
après Aymond du Boullay, son père, elle se réfère à une
clause assez généralement suivie :

« Donne et lègue audit sieur du Boullay, son mari, tout
et chacun ses héritages d'acquêts et conquêts, en quelques
lieux qu'ils soient situez, pour en jouyr comme de sa
propre chose à tousjours (15 avril 1598). »

8° *Legs aux enfants naturels.*

Suivant notre Coutume, il est généralement admis en

jurisprudence que les enfants naturels ont droit à une « sostenance », c'est-à-dire à des aliments. On sait du reste que leurs parents, pleins de sollicitude pour eux, ne leur contestaient jamais cette modeste allocation (1). C'est pour faire honneur à ce devoir de conscience que M^{re} Aymond du Boullay eut soin d'intercaler dans son testament (23 juillet 1557) la clause qui suit :

« Item a laissé et donné à Gabriel du Boullay, fils de luy et de ladite damoiselle Marie, sa femme, la propriété de la seigneurie du Boullay.

« A charge aussy de sur tout aulmosner à Michel et François, enfans du clandestin mariage de luy testateur et de Margueritte Taupinet, déclaré nul par sentence définitive de l'Official de Paris, confirmé par auctorité du Saint-Siège apostolique, suyvant lesquelles sentence et confirmation lesdits enfans ont esté déclarez non légitimes, assavoir audit Michel, l'habillement, vesture et fraiz qu'il est besoing à ung enfant receu en l'abbaye de St-Jehan-les-Soissons, et audit François, pension honneste jusques que icelluy François soit parvenu en estat de degré ès arts, pour parvenir en estat d'homme d'église séculier, sans que à ladite aulmosne aucuns autres parens, frère ou seur desditz Michel et François puissent demander ou quereller en ladite aulmosne aucune chose, en quelque sorte et manière que ce soit, nonobstant quelques coustumes à ce contraires, esquelles coutumes ledit

(1) Thèse Guignard, p. 248.

testateur a desrogé et desroge par ces présentes, ny prétendre aucune autre chose en la succession dudit testateur, soit en biens meubles, propres et héritages d'acquestz. »

§ 7. — Tutelle testamentaire.

Les nominations de tuteur se rencontrent encore assez souvent dans le testament coutumier de Reims. Nous allons donc en dire quelques mots.

Par son testament de l'an 1595, Marie du Boullay désigne Jacques de Laffilé, écuyer, demeurant à Vaulx, son second mari, pour tuteur de leurs enfants communs, ainsi que de ceux issus du mariage d'entre elle et M^{re} Georges de Thilloys, son premier mari.

Cette mention nous amène à donner quelques détails sur le fonctionnement de la tutelle et de la garde-noble ou bourgeoise qui présentait à Reims une physionomie particulière. Il est probable que l'élection faite par la femme du mari en qualité de tuteur était dans l'esprit de celle-ci une désignation soumise à l'agrément du magistrat suivant les termes des traditions qui vont être rapportées.

Les père, mère ou aïeuls, la préférence appartenant au plus proche survivant d'entre eux, ont la garde et administration des corps et biens de leurs enfants ou petits-enfants mineurs (art. 328 et 330).

A défaut d'ascendants, ces fonctions sont remplacées par la tutelle et curatelle.

Dans la Coutume de Reims, toutes tutelles ou curatelles sont datives. Mais l'article 329 dispose que si le défunt a nommé un tuteur par testament, le Juge devra confirmer ce choix, à moins que les parents n'allèguent contre son maintien cause grave que le testateur ait pu raisonnablement ignorer.

La garde-noble ou bourgeoise est une espèce de tutelle mixte, participant de la tutelle légitime et de la dative. Elle n'existe en effet qu'autant que le juge, sur l'avis des proches parents, a confirmé dans son titre celui à qui la Coutume le défère.

Le tuteur, sauf excuse légitime, est tenu d'accepter la charge qui lui incombe.

Le garde-bourgeois peut à son gré accepter ou répudier son mandat. S'il refuse, on procède à la nomination d'un tuteur.

Même choix est accordé au garde-noble, quoique le pré-mourant des père et mère des mineurs ne puisse déférer la garde à un autre, au préjudice du survivant, ni la lui ôter par son testament (art. 330).

Le garde-noble fait siens les meubles délaissés par le défunt, ainsi que le revenu des héritages appartenant aux mineurs, à charge d'accomplir le testament du défunt, de payer les dettes des mineurs, de les nourrir et entretenir, suivant leurs moyens et qualité, d'acquitter les charges des héritages et de les rendre en bon état à l'expiration de ses fonctions (art. 331).

La garde-noble dure pour les mâles jusqu'à 14 ans, et

pour les filles jusqu'à 12 ans. Mais elle prend fin en cas de remariage des père et mère, et il faut alors procéder à la nomination d'un tuteur et curateur (art. 332).

Le garde-bourgeois ne fait pas siens les meubles et revenus des héritages. Il est tenu de dresser inventaire et de rendre compte de son administration, comme le tuteur et curateur. La garde-bourgeoise finit quand le mineur est parvenu à l'âge de 25 ans (art. 333).

Le prémourant ne peut dispenser par testament son conjoint de dresser inventaire.

La garde-noble doit être acceptée en justice dans les trois mois du décès.

En ce qui concerne la garde bourgeoise, les proches parents ont le droit d'en écarter, pour des causes graves, les ascendants du mineur et requérir, dans l'espèce, la nomination d'un tuteur et curateur (art. 334).

§ 8. — Dispositions diverses.

Indépendamment de la réglementation du patrimoine par les moyens dont nous venons de parler, le testament, dans sa complexité, aborde les matières les plus diverses.

C'est par exemple la défense de vendre le mobilier, pour éviter la mise en scène que nécessiterait cette publicité. Le testateur recommande d'éviter toute dispute au sujet de partage et donne le sage conseil de ne pas absorber en frais de procès le profit de la succession.

Voir encore le testament Coquault à ce sujet (N° VI de l'appendice).

Le même père de famille, soucieux de l'honneur de ses enfants, supplie les exécuteurs testamentaires de surveiller étroitement leur éducation.

La clause du testament à cet égard vaut la peine d'être citée (*loc. cit.*).

C'est, ailleurs, un désir formel exprimé au sujet de l'émancipation d'enfants en bas âge, à qui diverses raisons ne permettent pas au testateur de procurer actuellement ce bénéfice (*loc. cit.*).

Ici, c'est la préoccupation de fournir à un enfant les ressources nécessaires pour compléter son instruction qui domine chez le disposant.

« Et que audiet Guillaume, religieux, qui n'a encore parachevé ses études, ny fait profession, veut que ses dits héritiers luy facent parachever ses études et satisfacent aux frais qu'il faudra pour faire sa profession et chanter sa première messe, l'habiller d'habits neufs tant le jour de sa profession que de sa première messe ; et lègue encore audiet Guillaume la somme de 200 livres pour avoir des meubles et garnir sa chambre. »

D'autres mentions ont trait aux frais d'habillement occasionnés par le deuil des enfants et serviteurs (testament de Perette Bignicourt de 1624, n° V de l'appendice).

Coquault, de son côté, exige que ses enfants prélèvent les habits à leur usage personnel, mais que les frais nécessités par son deuil soient supportés par eux, chacun pour sa part, sans entrer dans la liquidation de succession (N° VI de l'appendice).

CHAPITRE IV

RESTRICTIONS DU DROIT DE TESTER

Nous traiterons dans ce chapitre des restrictions du droit de tester résultant soit de la personne même du disposant ou du bénéficiaire, soit de la nature des biens frappés en partie d'indisponibilité en faveur des successeurs.

Cette étude fera l'objet de deux sections, consacrées l'une à la théorie des *Incapacités*, et l'autre aux règles de la *Quotité disponible* et de la *Réserve*.

I. — Incapacités.

Cette section sera divisée en deux paragraphes :

Le premier s'occupera des *Incapacités générales*.

Dans le second, nous examinerons la *Capacité spéciale* exigée dans la Coutume de Reims pour faire un testament.

§ 1. — Incapacités générales.

Le testateur doit jouir de la plénitude de ses facultés mentales. Dans le préambule, il affirme qu'il est « non malade, ayant bon sens, mémoire et sain entendement » ou « en son lict malade et sain de son esprit », *compos*

mentis suæ existens. Donc le fou, incapable de figurer dans un testament, est privé à plus forte raison du droit de tester.

Le mineur, à moins qu'il ne soit émancipé par le mariage, ou âgé de 18 ou 20 ans, suivant le sexe, est incapable de tester.

Ne produisent aucun effet les donations ou legs consentis par le mineur à son tuteur, ou par l'élève à son précepteur, comme étant présumés faits sous l'empire de la crainte (1). Cette prohibition ne regarde pas les libéralités adressées aux père et mère, bien qu'ils aient exercé la charge de tuteur (2). Leur caractère les met à l'abri de toute suspicion de crainte ou de suggestion. (3).

Sous le nom de pédagogues, on range aussi les monastères qui n'ont le droit de rien recevoir des novices avant leur profession

La femme mariée n'a pas besoin du consentement de son mari pour faire un testament. Cet acte ne produit son effet qu'après la mort, c'est-à-dire à une époque où la société conjugale a cessé et où, par conséquent, il ne peut porter aucun tort au mari, ni gêner ses opérations.

Un passage du *Livre d'Or* de Drogon nous apprend que, dans la Coutume du ^{xiii}^e siècle, le testament fait par le parricide produisait son effet, c'est-à-dire que celui-ci

(1) Arrêt notable rapporté par Peleus en la question 79.

(2) Buridan, *Sous l'article* 232, n° 5.

(3) Bourdin, *Sur l'ordonnance de 1539, en l'addition sur l'article 131*, n° 5.

avait pour successeurs les personnes désignées dans ses dispositions (1).

Ce texte est ainsi conçu :

« Hac lege tenetur ille qui patrem aut matrem, aut avum, aut aviam, fratrem, sororem..... occiderit, vel dolo fecerit ut occiderentur, sicut in prima lege tituli continetur. Si aliquis fuerit accusatus de parricidio, accusatione pendente decesserit, si mortem sibi constituit et se ipsum interfecerit, bona sua debent confiscari. Si autem hoc non fecit, et testamentum condidit, suos habebit successores qui in testamento continentur. Si intestatus decesserit, proximiores heredes suos habebit successores. Pena parricidii est ut parricida virgis sanguinis verberetur, id est usque ad sanguinem et enormiter, post, in culeo insuatur cum cane et vipera et simia, postea in profundum maris jactetur. »

Le Religieux, avant de faire profession, peut disposer par testament de ses biens présents et à venir, au profit de l'un de ses parents ou d'autre que bon lui semble, sauf au profit du monastère dont il dépend (2).

On verra, parmi les pièces figurant en appendice sous le n° III, une disposition de ce genre. C'est un acte du 24 avril 1588, par lequel Nicolas Guériot, avant de faire profession à l'abbaye de Saint-Remy, fait donation à Péronne Biermois, sa mère, de tous ses biens meubles et

(1) « Summa de omni facultate. Pars prima. Ad legem Pompeiam, de paricidiis » (Bibl. de Reims, ms. H. 643-647).

(2) Buridan, *Sous l'article 326*, n° 3.

héritages, « à la charge de pourvoir aux frais nécessités par sa vêtue, ses études et sa réception des saints ordres ».

Mais la confection du testament est interdite au Religieux du jour où, en prononçant ses vœux, il a perdu sa capacité juridique.

Exclu, en vertu du susdit article 326, de la succession de ses parents, après avoir fait profession, il devient par cela même incapable de recueillir aucune libéralité testamentaire.

L'Etranger a pleine capacité pour acquérir à tel titre que ce soit, et disposer de ses biens par acte entre vifs, même par don mutuel, au profit de son conjoint (art. 340).

Mais il ne lui est pas permis de régler le sort de son patrimoine par ordonnance de dernière volonté, même pour cause pieuse. Sa succession devient, suivant les cas, la propriété du Roi ou du haut-justicier.

Notre Coutume l'autorise toutefois à tester modérément (art. 341), c'est-à-dire suivant sa qualité et ses moyens, pour le règlement de ses obsèques et funérailles seulement.

La situation du Bâtard présente un double intérêt au point de vue de la *factio testamenti* active et passive. Nous envisageons chez lui la capacité de disposer et celle de recevoir.

Les enfants incestueux et adultérins n'ont droit qu'à une pension alimentaire, sous forme d'usufruit, avec défense de disposer des immeubles en pleine propriété. Ils ne peuvent donc recevoir du testateur que pour leur nourriture et entretien.

Le bâtard, enfant naturel simple, est gratifié des mêmes aliments, et on lui accorde aussi parfois quelques avantages en faveur du mariage (1).

Bien que l'aïeul ne puisse rien donner à son fils bâtard incestueux ou adultérin que sous forme d'aliments, il peut néanmoins avantager son petit-fils, enfant légitime de son fils bâtard, comme une personne étrangère : en ce cas le petit-fils ne vient pas à la succession de l'aïeul par représentation de son père, mais comme simple légataire, bien qu'il semble que l'aïeul lui ait fait ce legs *occasionaliter* et en contemplation de son fils (2).

L'article 336 reconnaît aux bâtards le droit de disposer de leurs biens à titre universel ou particulier, par donation entre vifs ou par ordonnance de dernière volonté. Si donc le bâtard a disposé de ses biens au profit de personnes capables, les légataires demanderont la délivrance de leur legs, sans que le Roi ou le seigneur haut-justicier puisse y former opposition.

Le bâtard, issu d'un Étranger, a le même droit de tester que s'il avait pour père un Français, pourvu qu'il soit né en France. Cette particularité lui confère le droit de cité, d'où résulte la *factio testamenti*, quand elle n'est pas écartée par une disposition spéciale de la loi (3).

Le bâtard, ayant un enfant aussi bâtard, peut-il lui laiss-

(1) Buridan, *Sous l'article 335*, n° 6 et *Sous l'article 336*, n° 3.

(2) Buridan, *Sous l'article 337*, n° 4.

(3) Bacquet, *Traité du droit de bâtardise*; chap. VI, in fine.

ser ses biens, comme il pourrait le faire à une autre tierce personne ?

Voici la raison de douter : son enfant ne pourrait lui succéder comme né en dehors de loyal mariage. Valider une telle disposition serait permettre au légataire de succéder indirectement, alors que la Coutume lui défend de succéder directement.

Puisque la Coutume permet sans distinction au bâtard la disposition de ses biens, Buridan (sous l'art. 334, n° 4) est d'avis qu'il lui est loisible de donner ou de léguer à son fils naturel aussi bien qu'à une autre personne étrangère, *quia illi Prætor bonorum possessionem dabat sicut legitimo*.

§ 2. — Capacité de disposer par testament.

Pour faire son testament, il faut avoir l'âge requis par la loi de la province où l'on est domicilié.

Dans la Coutume de Reims, le fils, à partir de 20 ans, et la fille, à partir de 18 ans, ont le droit de disposer de leurs biens meubles, acquêts et conquêts immeubles. Mais ce n'est qu'à 25 ans accomplis qu'ils peuvent toucher à leurs propres ou naissants (1).

La même capacité se rencontre chez le testateur qui a contracté mariage avant l'âge dont nous venons de parler.

(1) Conformément à cette règle, deux arrêts des 24 janvier et 10 février 1603, rapportés par M. Servin en ses *Plaidoyers*, déclarent nuls les legs faits par un mineur de 25 ans, encore qu'ils eussent été inspirés par des sentiments de généreuse piété.

Tel est le principe consacré par l'article 290, mais sous les réserves suivantes :

Supposons, en effet, que la fortune du testateur ne contienne ni meubles, ni acquêts, ni conquêts immeubles, ou que ceux existant n'aient qu'une valeur modeste, ou encore que son patrimoine ne renferme que des propres. Dans cette hypothèse, le mâle, âgé de 21 ans, et la fille, âgée de 18 ans, ou le mineur marié avant cet âge, pourront disposer de la moitié de leur naissant pour œuvres pieuses ou pour autres causes raisonnables laissées à l'appréciation du Juge. La qualité et la fortune du disposant ou du légataire, la nature et la valeur de l'objet légué, tels sont les éléments que le magistrat devra prendre en considération avant de se prononcer en parfaite connaissance de cause.

La coutume semble avoir admis cette faveur pour ne pas laisser mourir *intestat* celui qui a des moyens suffisants, tout en ne possédant pas de biens de la qualité de ceux dont la disposition est permise suivant la distinction précitée.

Cette règle est d'autant plus équitable qu'elle ne regarde que les héritiers, sans occasionner au mineur aucune lésion, puisqu'elle ne produit d'effet qu'après sa mort.

Quand l'article 290 permet de disposer jusqu'à concurrence de la moitié du naissant, cela s'entend d'une libéralité aussi bien en deniers qu'en nature. Par exemple, le mineur de 25 ans, n'ayant ni meubles ni acquêts, laisse par testament une certaine somme au légataire. Le legs

produit son effet et se paie sur les propres de la succession jusqu'à concurrence de la moitié à laquelle il sera restreint si la somme léguée dépasse cette quotité.

Autre espèce : Le testateur mineur possède quelques meubles et lègue une somme excédant leur importance. Le surplus de la somme se prendra sur le naissant, à moins que les meubles ne soient d'une valeur considérable, eu égard à celle du naissant, ce qui demande d'être examiné sérieusement.

En effet, admettons que l'avoir du testateur se compose d'héritages propres d'une valeur de 3 ou 4 000 livres, tandis que l'estimation de ses meubles ne dépasse pas 50 livres. De ce que la Coutume lui défend de léguer les propres, en raison de son âge, il n'en résulte pas que la disposition doive se borner à cette dernière somme, absolument dérisoire, si on la compare à l'importance des héritages. Le testateur a donc le droit de léguer, outre les meubles, une partie de son naissant pour cause pieuse ou autre, dont on aura constaté l'opportunité.

Il peut arriver que le *de cujus* laisse pour 1.000 livres de meubles, ou que sa fortune consiste en argent, créances et marchandises, alors qu'il ne possède que peu ou point d'immeubles propres. Or, d'après l'article 290, il suffit d'avoir 18 ou 20 ans, ou d'être marié, pour disposer par testament de ses meubles et acquêts. Mais peut-on en conclure qu'un testateur si jeune puisse, dans tous les cas, léguer ces biens au préjudice des héritiers, même collatéraux ?

Suivant Dumoulin (sur les art. 49 et 50 de la Coutume d'Angoumois), le mot « propre ou naissant » doit s'entendre de quelque parcelle de terre de modique contenance, de quelque héritage de peu de valeur. Mais si ce terme est employé par rapport aux héritiers, il signifie une valeur considérable ou part notable eu égard à la consistance de l'hérédité (1).

Notre Coutume entend conserver à l'héritier présomptif, par ce terme de propre ou naissant, autre chose qu'une mince parcelle de terre. Il faudra donc réduire ces legs exorbitants à la moitié, c'est-à-dire à la quotité dont il est permis de disposer des héritages de naissant (arrêt du 28 juin 1585).

Mais cela n'empêche pas le mari et la femme de pouvoir se donner réciproquement tous leurs meubles et conquêts. Ces biens proviennent de l'industrie du mari, de l'épargne de la femme. Cette œuvre commune suffit pour justifier les libéralités faites au profit de l'époux qui a contribué à leur entrée dans les valeurs du ménage.

La quotité disponible, en ce qui regarde le naissant, s'applique à l'usufruit comme à la propriété : le legs en usufruit est donc réductible s'il excède ce qu'il est permis de donner en pleine propriété (arrêt de l'an 1542, cité par Buridan).

On attache moins de prix aux meubles qu'aux immeubles, aux acquêts qu'aux propres, en raison de leur ori-

(1) Louët, en son *Recueil*, Lettre D, chap. 45.

gine procédant du travail et de l'industrie du testateur. Malgré cela, la loi a jugé prudent de ne pas en laisser la libre disposition au testateur avant 18 ou 20 ans. Au-dessous de cet âge, le mineur, dépourvu de jugement, est exposé à trop de dangers pour que sa faiblesse résiste victorieusement aux suggestions qui l'entourent (1).

C'est pour cette raison que la loi le prive du droit de disposer à sa guise des meubles et des acquêts, bien que ces meubles et acquêts puissent être le fruit de son travail et de son économie.

Il est vrai que la Coutume permet aux gens mariés de disposer des acquêts et conquêts avant l'âge de 18 ou 20 ans. Mais c'est parce qu'ils sont émancipés par le mariage et réputés capables d'aliéner leurs biens, puisque la loi les juge tels pour gouverner une famille.

II. — Limitations familiales.

Nous partagerons cette section en quatre paragraphes concernant les matières ci-après :

Le premier : la réserve lignagère, la légitime et la quotité disponible au profit d'un étranger.

(1) La Coutume d'Anjou (art. 444) permet de disposer de ses meubles à 14 ans et des immeubles à 20 ans. D'après Bodin, cela s'explique parce que les Angevins, étant méridionaux, sont plus sages et plus avisés à 20 ans que les septentrionaux à 25 (Buridan, *Sous l'article* 290, n° 6) : C'est à voir !

Le second : la quotité disponible au profit d'un enfant et les legs préciputaires.

Le troisième : la quotité disponible entre époux.

Le quatrième : les effets des legs au point de vue du partage de la communauté.

§ 1

1^o Réserve lignagère.

La réserve lignagère a son germe dans la tradition germanique, d'où provient l'idée de copropriété familiale, en vue d'empêcher l'effritement des fortunes immobilières. Elle est, en un mot, l'expression du devoir successoral, qui consiste à maintenir dans la famille les héritages provenant des ancêtres.

Cette institution, dans son esprit comme dans son application, est très parcimonieuse. A Paris, elle garantit aux héritiers du sang les quatre cinquièmes des héritages venant des ancêtres contre les largesses inconsidérées du testateur.

Celui-ci ne peut donc disposer en faveur d'un étranger que de la cinquième partie des propres. La Coutume de Reims manifeste des intentions plus libérales, peut-être même exagérées, car elle permet de priver les lignagers de la moitié de l'*ager avaticus*.

La réserve lignagère, ou légitime coutumière, ne concerne que les propres, et non les acquêts. Elle n'appartient

qu'aux lignagers formant le groupe familial et ne peut être invoquée, à Reims, que contre les legs. Les donations échappent à son influence ; de sorte que, par ce moyen, le caprice du donateur peut répartir entre les étrangers l'ensemble des biens patrimoniaux.

L'effet de la réserve est de maintenir la partie réservée des propres comme indisponible dans la succession, pour y être recueillie comme héritage (1).

2° Légitime.

A la différence de la réserve établie en faveur des héritiers lignagers, quels qu'ils soient, la légitime, fondée sur l'*officium pietatis*, ne regarde que les descendants, auxquels elle a pour fonction d'assurer les ressources nécessaires à leur subsistance.

Comme à Paris, il y eut à Reims, dans la première moitié du xvi^e siècle, tendance à admettre la légitime suivant la tradition romaine. Elle ne pouvait donc manquer de s'imposer, lors de la réforme de 1556, sous l'influence du mouvement doctrinal inauguré, dès le xiii^e siècle, par Pierre De Fontaines et Beaumanoir.

Aussi la teneur de l'article 96 de la Coutume de 1481, relatif aux avantages faits par testament des parents à l'un des enfants, figure dans la nouvelle Coutume avec le correctif suivant : « pourveu que la légitime introduite par la raison écrite demeure aux autres enfants » (art. 287).

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 242.

La légitime se calcule sur un ensemble formé par les biens existant au décès et ceux dont le *de cujus* a disposé par donation ou legs, déduction faite des dettes grevant la succession. Mais si le passif est supérieur à l'actif, la légitime se calcule seulement sur les biens dont il a été disposé entre vifs. Chaque enfant doit précompter sur sa légitime ce qu'il a reçu du défunt, sans clause de préciput.

Pour faire respecter sa légitime, l'héritier exerçait l'action en retranchement, contre les légataires d'abord et contre les donataires ensuite, c'est-à-dire contre tous ceux au profit desquels le *de cujus* avait épuisé ou entamé la fraction non disponible de son patrimoine.

Les descendants ne peuvent cumuler la légitime et la réserve lignagère. Ils doivent d'abord invoquer la réserve, comme leur assurant les biens de famille. Ce que la réserve leur procure, ils doivent l'imputer sur le montant de leur légitime, dont ils n'ont plus qu'à réclamer le complément (1).

Il faut être héritier pour demander la légitime par voie d'action ; mais on peut, en renonçant à la succession, la garder par voie d'exception.

La légitime consiste en une fraction de la part à laquelle l'héritier devait succéder *ab intestat*. Elle est tantôt de la moitié, tantôt du tiers de ladite part, selon le nombre d'enfants du défunt.

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 269.

Quels enfants doit-on considérer pour le calcul de la légitime ? Ceux-là seuls qui sont capables de succéder lors du décès du *de cujus* ?

On ne compte donc pas les enfants qui sont morts avant lui, mais on tient compte des posthumes.

On ne prend pas non plus en considération les religieux profès, ni les enfants naturels, pour déterminer le quantum de la légitime.

L'enfant entré en religion, mais qui n'a pas encore fait profession lors du décès de ses père et mère, conserve ses droits à la succession. Il fera donc partie des enfants sur le nombre desquels on se base pour calculer la légitime. S'il persévère dans son vœu, sa part accroîtra aux autres héritiers.

La fille, renonçante moyennant sa constitution de dot, fait nombre pour le calcul de la légitime. Bien que, par convention, elle soit exclue de la succession, elle n'est cependant pas, de droit, inhabile à succéder. Il en résulte qu'elle sera rappelée si l'effet de la convention vient à cesser, par exemple s'il n'y a pas d'autres héritiers qu'elle au même degré (1).

Peut-elle réclamer le supplément, lorsque la somme reçue en dot était inférieure à sa légitime ?

Oui, si, quand elle a reçu sa dot, cette somme était inférieure à la légitime, eu égard aux biens que son père possédait alors. Non, si, à ce moment-là, le montant de la dot

(1) Imbert, en son *Enchiridion*, lettre P, *verbo* On peut bien, etc.

égalait la somme qu'elle pouvait espérer pour sa légitime.

La fille dotée ne peut plus, dans ce cas, demander de supplément, quoique depuis la fortune de son père ait augmenté (1).

Cette théorie, consacrée par arrêt du 22 mai 1574 et citée par Dumoulin, sur l'article 258 de la Coutume du Maine, est mentionnée par De Lommeau en ses *Maximes*, livre III, chapitre XXVII, où il dit que les père et mère de la fille exclue de leur succession peuvent l'y rappeler, *non jure successionis, sed jure legati*.

Si la fille, ayant ainsi renoncé à la succession de ses parents, venait à mourir avant ses enfants, ceux-ci pourraient demander leur légitime à la succession des aïeuls, non du chef de leur mère, mais en leur propre nom (2).

3° Quotité disponible au profit d'un étranger.

L'article 292 permet au testateur de disposer au profit de qui bon lui semble, sauf toutefois son conjoint ou son enfant, de tous ses biens meubles et conquêts immeubles, ainsi que de la moitié de son naissant. Mais ces pouvoirs sont limités par le droit, que le même article reconnaît aux enfants du testateur, injustement exhéredés, ou privés, en tout ou en partie, de leur légitime, d'attaquer le testament par la *querela inofficiosi testamenti*.

(1) *Les Remarques du Droit français, verbo* Fils de famille, nomb. 12.

(2) Arrêt rapporté aux *Remarques du Droit français, verbo* Fils de famille, n° 13 ; Papon, *Recueil d'arrêts notables des Cours souveraines de France*, liv. XVI, tit. IV, *Des filles mariées*, n°s 17 et suiv.

L'article 305 atteste, en outre, que l'héritier n'est pas tenu « d'acquiescer au testament, ni de l'accomplir », lorsque le testateur a disposé au delà de ce qui lui est permis par la Coutume.

Si donc le *de cujus* a, dans l'expression de ses dernières volontés, dépassé la quotité disponible, ses libéralités seront réduites *ad legitimum modum*, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de ce dont il pouvait disposer aux termes de l'article 285.

Bien que par des legs excessifs le *de cujus* ait, dans son testament, dépassé la quotité permise, l'héritier n'est plus recevable à le contester, lorsqu'il a gardé le silence pendant un an et un jour. Il en est de même lorsque lui, ou l'exécuteur testamentaire, a consenti la délivrance des legs.

Mais si le testament est nul de plein droit, par suite de l'inobservation des formalités requises, l'héritier peut encore, malgré l'expiration du délai, l'arguer de nullité. Il s'agit en effet, ici, d'une règle introduite, non par le préteur, comme précédemment, mais par le droit des gens, depuis confirmé par le droit civil (1).

§ 2

1^o Quotité disponible au profit d'un enfant.

Contrairement à la Coutume de Paris très restrictive à ce sujet, la Coutume de Reims permet aux père et mère

(1) Buridan, *Sous l'article 305*, n° 3.

d'avantager par testament l'un de leurs enfants, en lui laissant telle part de leurs biens meubles et acquêts immeubles que bon leur semble. Mais cette disposition ne doit porter aucun préjudice à la légitime des autres enfants. Il n'est pas permis non plus de toucher au naissant, c'est-à-dire aux héritages provenant de la famille, qui doivent parvenir intacts aux ayants droit (art. 287). La loi veut en effet que tous les enfants recueillent ces immeubles et qu'il en soit fait entre eux une égale répartition.

Le motif qui a poussé les rédacteurs de la Coutume de Reims à admettre les termes de l'article 287 est fondé sur des considérations qui ne manquent pas de logique. Alors que certaines Coutumes permettent de disposer au profit d'étrangers de tous les biens meubles, acquêts et conquêts immeubles, même du naissant, pourquoi interdire aux père et mère d'avantager l'un de leurs enfants, quand cela ne porte aucune atteinte à la loi de la nature ?

Un père peut bien, dans certains cas, sans nuire à ses enfants, laisser à l'un d'eux une faible portion de ses biens. Exemple : les uns jouissent d'une situation élevée qui leur procure une large aisance, d'autres sont jeunes et dépourvus d'emploi, quelques-uns sont doués de tous les avantages intellectuels et physiques, les autres sont infirmes et incapables de gagner leur vie. Il arrive parfois que ceux-ci ont contribué par leur travail à la richesse et à la prospérité de la maison, et que ceux-là ont compromis son développement par leur mauvaise administration. Mais la Coutume n'a pas voulu que la dette de reconnaissance des

parents envers leurs descendants dégénéraient en une injuste prodigalité. Aussi décide-t-elle que la légitime sera sauvegardée, et que les héritages provenant des ancêtres appartiendront indistinctement à tous les enfants.

Notre Coutume n'a déterminé la quotité de la légitime qu'en s'en référant au droit romain. Elle était, suivant le Digeste et le Code, du quart de ce à quoi l'héritier *ab intestat* pouvait prétendre dans la succession. Justinien a décidé qu'à l'avenir elle serait du tiers de la part héréditaire, quand il y aurait quatre enfants ou moins, et de la moitié de la même part, lorsqu'il y aurait cinq enfants ou plus.

La légitime se prend, avons-nous dit, sur l'actif net de la succession, c'est-à-dire déduction faite du passif proprement dit et avant l'acquittement des legs. Si la succession consiste en fiefs de dignité qui ne peuvent se démembrer, il y a lieu de la distraire de la masse en deniers (art. 48).

On ne comprend pas dans la légitime le préciput donné à l'un des enfants, attendu qu'il ne rentre pas dans le nom de succession. Mais on y impute la donation en faveur de mariage ou en avancement d'hoirie.

L'héritier n'est pas tenu d'imputer sur la légitime les fruits perçus sur les choses données, en cas de restitution par fidéicommiss.

Disons aussi que les legs pieux n'ont aucune préférence sur la légitime des enfants.

En pays coutumier, les père et mère peuvent-ils prétendre à la légitime sur les biens de leurs enfants ?

La négative semble résulter d'un arrêt rendu à l'Audience en la Coutume de Reims, entre Catherine Mercier et Marguerite Ravaut, le 7 décembre 1643, par le premier président Molé. Cette sentence déboute une mère à propos de la légitime qu'elle réclamait sur les biens de sa fille, quoique le contraire eût été jugé, auparavant, en la Coutume de Vermandois.

2° Legs précipitaire.

La Coutume de Paris défendait aux père et mère d'avantager un de leurs enfants au détriment d'un autre, tant par donation que par testament. Elle prohibait aussi les préciputs en faveur des collatéraux, mais en bornant cette mesure aux libéralités par testament.

« Aucun ne peut estre héritier et légataire d'un défunct ensemble » (art. 300). Telle est la règle en vigueur dans la région de Paris.

Les auteurs proclamaient qu'il y a incompatibilité entre les qualités d'héritier et de légataire dans la même succession (1). Le légataire ne pouvait être dispensé de rapport et, pour garder son titre, il devait renoncer à la succession.

Mais cette interdiction des legs par préciput n'existe pas partout. La Coutume de Reims est loin d'être hostile à ce genre de libéralité, car l'article 302 pose, en la matière, un principe qui est, précisément, le contraire du brocard que nous lisons plus haut : « aucun peut estre légataire et héritier ensemble ».

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 271.

L'emploi fréquent du préciput s'explique soit par le souci d'assurer la splendeur du nom, soit par des sentiments de sympathie ou de reconnaissance. Certains se préoccupent de la situation de l'aîné ; d'autres veulent améliorer le sort d'un enfant victime de l'infortune, ou récompenser le zèle de ceux qui, par leur collaboration, ont davantage favorisé le bien-être de la maison (1).

L'enfant légataire par préciput peut, néanmoins, se porter héritier sans être tenu au rapport envers ses cohéritiers. Il est tenu des dettes, non à cause de son préciput, mais seulement en raison de sa part héréditaire (art. 288). Autrement le préciput ne constituerait aucun avantage. Mais il faut pour cela que le testateur ait déclaré expressément que l'héritier prendrait le legs par préciput et hors part, et en outre qu'il s'agisse d'un legs particulier. Mais si la disposition consiste en une certaine quotité de biens, le donataire ou légataire contribuera au paiement des dettes, en raison de la portion faisant l'objet de la libéralité.

Le légataire particulier n'est même pas tenu des dettes grevant l'héritage que son père ou sa mère lui aurait laissé par préciput. Ces dettes restent à la charge de la succession pour être acquittées par les héritiers, chacun pour sa part héréditaire, quand bien même le légataire aurait su, avant d'accepter le legs, que l'immeuble en était grevé.

Tout comme l'acquéreur à titre particulier, l'enfant, en sa qualité de légataire, peut expulser le fermier de l'im-

(1) Thèse Guignard, p. 161.

meuble, en lui remboursant ses labours et semences, sauf recours de ce dernier, pour défaut de jouissance, contre les héritiers du testateur (1).

Le privilège accordé par notre Coutume à l'enfant légataire est contraire à la maxime : « Qu'aucun ne peut être héritier et légataire d'un défunt ensemble » (art. 300, Paris ; 100, Vitry ; 71, Châlons), fondée sur ce que, juridiquement, deux causes lucratives ne doivent concourir en une même personne et même chose. Argument de peu de valeur, dit Buridan (2), car il n'y a rien d'absurde à ce que deux causes lucratives concourent en une même personne, quand elles procèdent de deux sources différentes et qu'elles sont de qualités distinctes.

Tel est le cas de l'article 288 où l'enfant prend ce que son père ou sa mère lui a légué par préciput (ainsi que pouvait faire un autre légataire) et vient à leur succession comme héritier (3).

La maxime « qu'aucun ne peut être héritier et légataire d'un défunt ensemble » ne reçoit du reste son application que lorsque tous les biens de la succession sont régis par une même Coutume.

L'enfant peut en effet être légataire à Reims et héritier à Paris (4) (arrêt de l'an 1563).

1) Bacquet, *Traité des droits de justice*, chap. XXI, n° 78.

(2) Buridan, *Sous l'article 288*, n° 4.

(3) Buridan, *Sous l'article 288*, n° 4.

4) De Lommeau, liv. III, chap. XXIX, et Tronçon, *Sur l'article 300 de la Coutume de Paris*.

Autre exemple : Un testateur demeurant en la Coutume de Vitry possède des immeubles acquêts sous la Coutume de Reims. Celui de ses enfants qui sera héritier à Vitry pourra cependant recueillir comme légataire les acquêts dont il s'agit, puisque notre Coutume autorise le legs par préciput.

Si le testateur avait, en léguant à son enfant, omis la clause de préciput, la chose serait sujette à rapport. Ce legs n'aurait d'autre utilité que de permettre à l'enfant de prendre, en compte sur sa part héréditaire, une chose pouvant avoir à ses yeux un intérêt personnel. Mais le légataire sera sujet à réduction si l'importance de son legs excède la valeur de la part héréditaire à laquelle il a droit.

Ce qui est dit du préciput en ligne directe s'entend à plus forte raison des successions en ligne collatérale, où il n'existe aucun motif semblable de respecter l'égalité entre les héritiers. Souvent même celui qui n'a pas d'enfants laisse tout ce dont il peut disposer à l'un de ses présomptifs héritiers qui portera son nom, pour perpétuer la mémoire de la famille. S'il y a plus de filles que de mâles, il les substituera les unes aux autres, pour empêcher ses biens de passer par succession dans des familles étrangères (1).

(1) Buridan, *Sous l'article 302, nos 2 et 3.*

§ 3

Quotité disponible entre époux.

La quotité disponible entre époux, suivant l'article 291, porte sur les meubles et les immeubles acquêts et conquêts, même sur le naissant. Mais l'importance du droit concédé varie avec la nature des biens qui en font l'objet.

Le bénéficiaire prendra les meubles et les conquêts en pleine propriété. Mais il n'aura que l'usufruit viager de la moitié des héritages propres du disposant et des acquêts faits par celui-ci avant la célébration du mariage. Lors de l'extinction de l'usufruit, les biens qui y étaient soumis reviennent affranchis de cette charge entre les mains des nus-propriétaires, c'est-à-dire des héritiers du testateur.

Cette attribution en usufruit a été introduite lors de la réforme de 1556. Il n'en était pas question dans la Coutume de 1481, où les dispositions, ainsi qu'on va le voir, étaient toujours en pleine propriété.

Coutume de 1481, art. 94. — « Homme et femme mariez ensemble peuent par leur testament, ou ordonnance de dernière volonté deuement faictes, donner et laisser l'un à l'autre, et l'autre à l'un, tous leurs biens meubles, tous leurs acquestz, et la moitié de leur naissant, ou tant et telle portion au dessoubz que bon leur semble, soit qu'ilz ayent enffans de leur mariaige ou d'autres mariaiges ou qu'ilz n'en ayent aucuns. »

M. Constantin rappelle dans son excellent travail (1)

(1) Thèse Constantin, p. 101.

une disposition semblable insérée au *Livre rouge de l'Echevinage de Reims* dans le courant du xiv^e siècle. Puisqu'elle intéresse notre travail, nous la reproduisons ici pour compléter nos renseignements :

« Véritez est que en ladite ville ne court aucune mortemain ; mais se aucuns meurt, tous ses biens muebles et héritages eschieent à ses hoirs, et se il a femme, il puest lessier à sa femme tous ses meubles, tous ses acquès et la moitié de son naiscent, c'est assavoir les héritaiges situez à la Coustume de Reins ; et aussi fait la femme à son marit, ou à autre à qui qu'il li plaît... »

Le même auteur croit encore devoir parler, à propos du legs entre époux, d'une Coutume du xiii^e siècle intercalée par Varin dans les *Documents nouveaux* de ses « Archives législatives ». Ce texte paraît faire dépendre la quotité disponible des legs de l'absence ou non d'enfants. Il est ainsi conçu : « Hons et fame qui ont hoirs de leur corps, puent faire leur volonteï de tout leur héritage ; et si il n'ont point d'oïr de leur corps, de la moitié ; et de l'autre moitié par droite besoigne éclairée. »

La quotité disponible de l'article 291, dont nous avons parlé plus haut, ne s'entend que des gens mariés en premières noces ou de ceux qui, étant remariés, n'ont pas laissé d'enfants du premier lit. S'ils en ont, ils ne peuvent s'avantager au delà d'une part d'enfant, en vertu de l'Edit des secondes noces de l'an 1560. Le document abroge le texte de notre Coutume qui permettait à la veuve ayant des enfants du premier lit de laisser ses meubles et acquêts au

second mari aussi bien qu'à un étranger. Mais ceci ne concerne pas les avantages provenant de son premier mari. Elle ne peut en disposer au profit ni d'un étranger, ni de son second mari, mais elle doit les garder aux enfants du premier lit (1).

Les libéralités entre époux doivent respecter la légitime et ne pas tendre à une exhérédation. L'ancien droit admettait huit causes d'exhérédation, y compris celle ajoutée par la Cour de Parlement, c'est-à-dire le mariage contre la volonté des parents. Pour appréhender l'hérédité au lieu et place de l'enfant, le successible devait, sous peine de nullité, prouver la cause de l'exhérédation. Un arrêt a même décidé que si l'enfant exhéredé meurt avant son père, ses enfants succéderont à leur aïeul, malgré l'exclusion de leur père. Il en serait autrement si leur père exhéredé survivait à leur aïeul, à moins qu'après le décès de leur père, ils ne fussent les plus proches héritiers de celui-ci.

Les dispositions entre époux paraissent juridiquement moins avantageuses que celles reconnues au profit des étrangers. Mais cette inégalité, en fait, n'est qu'apparente.

En effet, la femme trouve une large compensation dans le triple choix que la Coutume lui offre pour le règlement de ses droits, lors de la dissolution de l'union conjugale.

Quant au mari, il met à profit son titre de « seigneur et maître des acquêts » pour s'attribuer de respectables bénéfices sur le revenu de la maison (2).

(1) Brodeau, sur Louët, lettre N, chap. III.

(2) Thèse Constantin, p. 101.

La Coutume apporte d'importantes restrictions aux règles de l'article 291, lorsque la femme remariée a des enfants d'un précédent mariage.

Lisons l'article 293 :

« Toutefois la femme ayant enfans de son premier mariage ne peut disposer par testament et ordonnance de dernière volonté, ny autrement, au profit de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy aura esté donné par son premier mary en faveur du mariage, qu'elle doit, outre la légitime susdite, garder entièrement aux enfans dudit premier mariage. Mais si elle n'avoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir. »

Cet article est fondé sur la loi romaine *fæminæ quæ* dont nous aurons l'occasion de parler tout à l'heure. Son application n'eut qu'une durée éphémère, puisque, moins de quatre ans après la réformation de notre Coutume, l'Edit de 1560 vint en abroger les dispositions.

Comme l'article 293, l'Edit des secondes noces tire son inspiration de la loi *fæminæ quæ*, et porte aussi l'empreinte profonde de l'influence que la constitution *hac edictali* a exercée sur lui :

Son but est de conjurer le danger inhérent à la célébration des seconds mariages, c'est-à-dire le dépouillement des enfants du premier lit par l'époux survivant au profit de son nouveau conjoint.

Cet édit comprend, d'après la jurisprudence et la doctrine, deux chefs distincts.

D'abord interdiction à la femme veuve, ayant des enfants

d'un précédent mariage, de disposer par testament de ses biens meubles, acquêts ou propres, en faveur de son nouveau mari, ni en faveur de parents susceptibles d'être considérés comme personnes interposées, au delà de la part héréditaire revenant à l'un des enfants. Donc, en cas de partage inégal de la succession entre ses enfants, la donation faite au second mari ne saurait dépasser une quotité égale à la part de l'enfant le moins prenant.

Même solution s'il s'agit d'un mari veuf, ayant convolé en secondes noces.

Un arrêt du 23 mai 1586 (Brodeau, sur Louët, lettre N, chap. III) a jugé que l'Edit des secondes noces concernait non seulement les avantages par testament, mais encore les donations mutuelles. Les conventions matrimoniales ne pourraient même préjudicier aux enfants du premier lit, d'après un arrêt du 28 avril 1633 (Brodeau, *loc. cit.*).

S'il est défendu à l'époux remarié d'avantager son conjoint au delà de la quotité permise par l'Edit des secondes noces, pareille prohibition existe à l'égard des enfants issus du nouveau mariage, ainsi qu'à l'égard des pères et mères des conjoints ou autres personnes dont ceux-ci sont les héritiers présomptifs (1).

Si toutefois celui des époux en secondes noces qui donne aux enfants du premier mariage de son conjoint n'a aucun enfant du premier lit, ni du second, la donation est valable par cette simple raison qu'on ne doit pas plus maltrai-

(1) En ce sens, un arrêt du 23 décembre 1588, cité aux arrêts de Monthelon, n° 54.

ter ces enfants qu'un étranger (arrêt du 14 juillet 1587, cité au *Recueil* de Louët). Mais si l'un des époux a des enfants du premier ou du second lit, il ne peut donner aux enfants de l'autre (arrêt prononcé le 6 août 1616 et rappelé dans Tronçon, *Sur la Coutume de Paris*, art. 283).

Depuis l'Edit des secondes noces, la veuve est tenue de réserver aux enfants du premier lit les biens lui provenant de son défunt mari. Elle ne peut donc en gratifier son second mari, pas plus que toute autre personne, fût-ce même un étranger. Une suite d'auteurs s'accordent sur ce point aussi confirmé par un arrêt du 5 juin 1564.

Ce qui est donné par le premier mari, avant le mariage, ou par testament, est présumé l'avoir été en considération du futur mariage, par conséquent aux enfants en provenant.

Même principe en cas de convol du mari à qui défense est faite de disposer en faveur de sa seconde femme des avantages qu'il tient de sa première.

Notre Édit ne vise que les avantages consentis en faveur du mariage par le premier mari ou la première femme. D'où il résulte que l'Edit et notre article 293 ne comprennent point les biens advenus d'autre part au mari ou à la femme. Ils ont donc le droit de disposer par testament ou autrement de leur part dans les conquêts réalisés au cours du premier mariage, parce que ce ne sont pas *lucra nuptialia* que l'on doit réserver aux enfants du premier lit. L'Édit ne comprend pas non plus pour la même raison la

part que les père et mère ont recueillie dans la succession de leurs enfants (1).

Même règle pour ce qui a été donné à la femme par le père ou autres parents du mari, puisque la loi ne parle que des libéralités du mari et non de celles de ses parents.

Remarquons encore qu'à défaut d'enfants du mariage d'où proviennent les libéralités, l'époux convolant en secondes noces peut en disposer encore qu'il ait des enfants d'un mariage précédent ou suivant celui-là (2).

L'article 293 et l'Edit précité ne s'appliquent pas au douaire coutumier qui n'est pas un profit procédant de la libéralité du mari, puisque la femme l'acquiert en vertu de la Coutume (3).

Mais la seconde femme ne peut exiger le douaire préfix que jusqu'à concurrence du douaire coutumier, sinon ce serait un avantage indirect accordé en fraude de l'Edit (4).

Supposons qu'avec le douaire préfix, le second mari ait encore accordé à la femme par contrat de mariage, ou laissé par testament ses meubles et acquêts en tout ou en partie. La veuve prendra, outre son douaire, le montant du don ou legs, mais avec la réduction imposée par l'Edit, c'est-à-dire dans les limites de la portion de celui des enfants du premier mariage le moins prenant (5).

(1) Arrêt du Parlement du 7 septembre 1603, rapporté par Louët.

(2) Maynard, t. III, liv. IX, chap. XXX.

(3) Brodeau, sur Louët, lettre N, chap. III et VIII, et lettre A, chap. I.

(4) Arrêt de la Chambre des enquêtes du 18 juillet 1615.

(5) Brodeau, sur Louët, lettre N, chap. III.

Quid, si les conjoints en deuxièmes noccs ayant des enfants du premier ou du deuxième mariage se donnent mutuellement ce dont la loi permet de disposer par donation (art. 234) ou par testament (art. 291), et qu'ensuite les enfants viennent à mourir avant le décès de l'un ou l'autre conjoint ?

La libéralité subsiste sans réduction. En effet, les enfants vivants lors de la disposition, étant décédés depuis, sont réputés n'avoir jamais existé. Il ne faut considérer que les enfants vivants au jour du décès et non ceux existant au moment de la libéralité. Les enfants décédés avant le *de cujus*, n'étant pas habiles à succéder, ne doivent pas non plus être pris en considération pour calculer le nombre d'enfants. Il existe en ce sens deux arrêts rendus en la Coutume d'Anjou, l'un du 18 mai 1584 et l'autre du 23 mai 1589.

Le mari et la femme remariés ne peuvent, avons nous dit, disposer des dons mentionnés en l'article 293 et en l'Edit, mais doivent les réserver aux enfants du mariage d'où ils procèdent. Les époux n'en perdent cependant pas la propriété, elle leur demeure comme chose grevée de restitution. En effet, si les père et mère n'en avaient plus la propriété, et qu'elle demeurât aux enfants, par le décès de l'un de ceux-ci, les père et mère succéderaient en propriété à ces avantages. Ils les transféreraient donc par ce moyen indirectement aux enfants d'autres lits, contre le texte de l'Edit, alors qu'ils doivent être exclusivement

réservés aux enfants du premier lit, comme l'indique notre texte (1).

Le retranchement fait sur le don au profit du second époux appartient aussi aux seuls enfants du premier lit, sans que les enfants du deuxième mariage y puissent rien prétendre (2).

En outre, ils peuvent demander leur légitime sur les biens de leur mère, d'autant plus que les dons susdits sont réputés faire partie des biens de leur père.

Les détails qui précèdent vont nous permettre d'établir une comparaison entre les termes de l'article 293, d'une part, et les éléments contenus dans la constitution *hac edictali*, la loi *fœminæ quæ* et l'Edit de 1560, d'autre part.

En vertu de la constitution *hac edictali*, l'époux remarié n'avait le droit de donner à son conjoint, et sur les biens non déjà réservés par la loi *fœminæ quæ* aux enfants du premier lit, que quotité semblable à une part d'enfant le moins prenant lorsqu'il existait des enfants du premier mariage.

Nous ne rencontrons dans la Coutume de Reims aucune clause du même genre.

La loi *fœminæ quæ* contient une prohibition dans le genre de celle portée en l'article 293. Il n'est pas douteux que les rédacteurs de notre Coutume n'aient puisé à cette source les éléments de leur inspiration.

Tandis qu'à Rome la défense atteint à la fois la veuve

(1) Arrêt du 27 mai 1604 rapporté par Louët en son *Recueil*.

(2) Brodeau, sur Louët, lettre N, chap. III.

et le veuf, à Reims elle ne vise que la veuve seule. Ce n'est pas tout : à Rome, la disposition est prohibée en faveur du nouveau conjoint, tandis qu'à Reims elle l'est en faveur de toute personne quelconque.

Ainsi, d'une part, notre Coutume adoucit la prohibition en ce qui concerne le disposant. D'autre part, elle la renforce, en défendant la disposition au profit des étrangers.

Les termes de l'article 293 constituaient une sérieuse innovation, car sous l'empire de la Coutume de 1481, la présence d'enfants d'un autre lit n'apportait aucune entrave à la liberté des dispositions entre époux.

L'Édit de 1560 n'est que la généralisation de nos deux articles 236 et 293, complétée par la copie des deux documents romains dont nous avons parlé. De plus, par l'adjonction d'un chef nouveau, il réserve aux enfants du premier lit les acquisitions réalisées durant le mariage de leurs parents au même titre que les biens donnés par le prédécédé et par conséquent frappés d'indisponibilité entre les mains du survivant. Mais cette règle n'augmente pas la part héréditaire des enfants du premier lit. Elle leur permet seulement de prendre, sur les biens du prédécédé, le montant de ce qui leur revient dans sa succession (1).

(1) Thèse Constantin, p. 95 et suiv.

§ 4. — Effet des legs au point de vue des immeubles de communauté.

1° *Legs par le mari.*

Le mari puise dans l'article 239 le droit de disposer à sa guise, sans le concours de la femme, de toutes les acquisitions faites durant le mariage. Ses pouvoirs de disposition s'étendent même aux biens acquis par la femme au cours de leur union, sur cette simple présomption qu'elle les a payés avec des valeurs provenant du ménage.

Seigneur et maître des acquêts, il supporte, par une juste réciprocité, les charges du mariage jusqu'à sa dissolution.

La durée des charges du mariage a les mêmes limites que le mariage lui-même. Aussi la Coutume restreint-elle les pouvoirs du mari aux actes entre vifs seulement. Elle s'est bien gardée de les étendre aux legs, pour ne pas gêner le choix reconnu à la femme par l'article 242. Avantage illusoire, en effet, si la veuve, dépouillée des profits de l'association conjugale par le fait du mari, eût été contrainte de se tenir à ses douaire et apport.

L'article 294 a pour but d'obvier à ce résultat fâcheux, en ordonnant au mari de ne disposer par testament que dans des limites raisonnables, nous voulons dire des limites susceptibles de n'apporter aucune entrave à la liberté reconnue à la femme de partager avec les héritiers du mari.

Il ne pourra, par exemple, léguer sûrement que la moitié indivise de ses biens, l'aléa auquel est subordonné l'autre moitié dépendant du parti que prendra la femme.

Supposons que le mari, en exprimant ses dernières volontés, n'ait tenu aucun compte des prescriptions de l'article 294. Si la femme opte pour le partage des biens, elle en prendra la moitié, malgré l'ordonnance testamentaire. En raison de la qualité de son droit, préférable en tous points à celui des légataires, elle sera à l'abri de leurs réclamations, et ceux-ci n'auront de recours que contre les héritiers du testateur.

Le mari peut-il, au préjudice de la veuve, affecter spécialement un conquêt à la sûreté d'une rente qu'il a laissée par testament ?

La question portée devant le juge de Chaumont donna lieu à une solution affirmative. Mais le tribunal d'appel, suivant arrêt du 20 janvier 1608, infirma la sentence. Le juge avait ordonné « que le total d'héritage d'acquest qui estoit escheu à la veufve par le partage des biens de la communauté demeurerait affecté au payement de la rente ». La Cour émendant, décida au contraire que « la moitié qui appartenait aux héritiers du mary avant le partage demeurerait obligée et hypothéquée et pour l'autre moitié, elle demeurerait deschargée, n'ayant le mary pû par disposition testamentaire obliger, mesme pour cause pieuse, la part qui pouvoit appartenir à sa femme lorsqu'il seroit décédé ».

Cet arrêt, en somme, n'est que la consécration de la

doctrine que nous avons exposée plus haut d'après les explications de Buridan.

Nous avons dit que le mari ne peut disposer par testament en faveur de qui que ce soit, au préjudice de la faculté que la veuve survivante possède de partager avec les héritiers (art. 294). Il en résulte que celle-ci n'est pas tenue aux legs faits par le défunt. Autrement elle devrait les acquitter sur la moitié des meubles auxquels elle a droit, non pas comme héritière, mais en vertu de la Coutume. Les legs sont en effet une charge de la succession qui incombe aux héritiers seulement. Même solution pour les donations *mortis causa* faites par le mari, attendu qu'elles sont, comme les legs, la manifestation d'une volonté dernière.

Quid, si le mari a fait délivrance de son vivant au légataire de l'objet laissé par testament ? La veuve qui a opté pour le partage de la communauté peut-elle le revendiquer ? On pourrait admettre la négative en raisonnant ainsi : au moyen de la tradition, la chose est devenue la propriété du légataire. En effet, le testateur en la délivrant de son vivant, a voulu changer de volonté ou du moins la cause de l'opération, transformer le legs en donation entre vifs et par conséquent irrévocable.

On fait toutefois une distinction :

Si la chose ainsi délivrée du vivant du testateur est couchée sur le testament, il y a présomption qu'il n'a pas changé de volonté et que la chose a été délivrée, sinon en qualité de legs, du moins par donation à cause de mort,

acte de même nature que le legs. Par suite, cette tradition n'a pu en rien préjudicier au droit de la veuve, ayant été frauduleusement faite. Si le donataire prétend que la volonté du défunt a été de donner et non de léguer, c'est à lui d'en faire la preuve. La veuve se fonde sur la Coutume qui défend au mari de léguer à son préjudice. Par conséquent, si le donataire prétend qu'il y a eu changement de volonté chez le testateur, qu'il en fasse la preuve. Il ne resterait plus alors au donataire d'autre ressource qu'un recours contre l'héritier pour avoir la délivrance ou le prix de l'objet légué, suivant l'article 294 *in fine* (art. 242, n^{os} 8 et 9).

2^o Legs par la femme.

L'article 294, disions-nous, interdit au mari tout acte de dernière volonté de nature à gêner le droit d'option de sa femme au sujet du partage du patrimoine commun. Mais il est juste, d'autre part, que celle-ci, dans son testament, ne puisse porter atteinte au droit d'usufruit du mari survivant sur moitié des héritages acquis pendant le mariage, ni au droit de propriété que la Coutume lui accorde sur l'autre moitié des mêmes biens. Telles sont les prohibitions que renferme l'article 295. Sinon la condition du mari serait inférieure à celle de la femme, car il ne jouit de cet usufruit et n'emporte les meubles qu'à la charge de payer la totalité des dettes, qu'il le veuille ou non. La femme, au contraire, n'a la charge du passif que si elle reconnaît qu'elle a intérêt à l'acquitter. Encore, après avoir fait son choix, n'en est-elle tenue que pour moitié (art. 242).

Cependant le legs des acquêts par la femme ne serait pas dépourvu de toute efficacité. Le mari, il est vrai, prend la moitié des acquêts en pleine propriété, mais il n'a que l'usufruit de l'autre moitié réservée en nue propriété aux légataires, et à leur défaut aux héritiers de la femme.

Lors du décès du mari, ces bénéficiaires consolideront leur droit par la réunion de l'usufruit à la nue propriété.

Rien n'empêche donc la femme de disposer par testament de la moitié des conquêts en nue propriété, l'usufruit étant réservé au mari. En fait, il suffirait d'annuler toute libéralité dépassant cette quotité, puisque l'excédent ne pourrait être fourni qu'à la condition d'entamer la part du mari en pleine propriété.

3° *Choix de la femme survivante.*

La Coutume de Reims est appelée « la Coutume des femmes » en raison des privilèges qu'elle leur accorde notamment en cas de survivance au mari. Bidet ajoute dans ses *Mémoires* (t. IV, chap. XII) « que les femmes courraient bien en vain toutes les Coutumes de France et les particulières même du bailliage de Vermandois, pour y trouver des avantages aussi considérables ». Le principal de ces avantages consiste dans le choix que possède la femme lors du décès de son mari (1).

L'article 240 accorde à la femme survivante la faculté de prendre l'un des trois partis suivants : partager avec les héritiers du mari, ou se tenir à ses douaires et apport,

(1) Thèse Constantin, p. 135.

ou accepter l'ordonnance testamentaire du mari. Nous ne parlerons que du premier et du troisième de ces modes d'option, le deuxième n'ayant aucun rapport avec la matière traitée en cet ouvrage.

Avant d'étudier les deux alternatives dont le choix constitue une faveur pour la femme, il est indispensable de nous arrêter quelques instants sur le régime matrimonial suivi dans notre Coutume.

Disons tout de suite que la tradition en vigueur à cet égard présente à Reims un caractère très original. Il y a, dans les textes, un mélange d'idées trop diverses pour nous permettre d'en donner une formule exacte.

Au XIII^e siècle, le patrimoine du ménage comprend les biens du mari, les acquêts et la dot de la femme. Cette dot qui renferme tous les biens possédés par la femme est restituée, lors de la dissolution du mariage, à la femme ou à ses héritiers, suivant les cas, mais le mari garde les acquêts. Donc pas de communauté, mais un régime dotal sous un couvert de communauté d'acquêts.

Sous la Coutume de 1481, nous trouvons dans les biens des époux : les propres du mari, ceux de la femme, les acquêts et les biens dotaux.

Le mari est seigneur et maître des acquêts, ce qui les soustrait à la disposition de la femme. A la dissolution, la femme peut reprendre son apport ou partager avec les héritiers du mari non seulement les conquêts, mais les biens du ménage. Tout cela est en opposition formelle avec l'idée de partage de biens acquis en commun.

La Coutume de 1556 ne reconnaît pas davantage l'existence d'une communauté de droit commun. Le texte de l'article 23 est catégorique à ce sujet. Le régime suivi à Reims, malgré quelques analogies de détails, est loin d'être la copie de la communauté en vigueur à la même époque. Si lors de la dissolution du mariage, il peut y avoir un partage à dresser entre la veuve et les héritiers du mari, c'est que pratiquement « il s'agit de prévenir un conflit entre eux tous. La société conjugale de corps pendant le mariage commence après le décès du mari seulement à avoir lieu pour les biens » (1). Telle est l'appréciation de Buridan dans son commentaire sous l'article 242. C'est la même opinion que l'auteur confirme, en d'autres termes, dans ses explications sous l'article 266, n° 3, relatif au règlement des dettes.

« Notre Coustume use en ce d'un droit bien spécial entre les autres Coustumes, se conformant au Droit romain par lequel cette communauté de biens est inconnue, n'y ayant entre le mary et la femme qu'une société de vie et non de biens. C'est pour quoy cette société, qui est pure et conjugale, estant finie, chacun retire son bagage et reprend ses bagues sauves si faire se peut, et si l'un a payé pour l'autre, il le retire, comme ayant fait son écot à part, quoy qu'ils ayent vescu en table commune. »

Partage de la veuve avec les héritiers.

Examinons d'abord comment la veuve est remplie de

(1) Constantin, p. 107 et suiv.

sés droits en cas de partage du fonds commun avec les héritiers du mari.

La femme qui choisit de partager par moitié avec les héritiers du mari (art. 242) exerce d'abord la reprise en nature de ses héritages propres. Elle prend ensuite : 1° la moitié de tous les meubles demeurés après le décès de son mari (son apport mobilier compris) ; 2° la propriété de moitié des acquêts et conquêts immeubles payés des deniers du défunt pendant le mariage. Elle obtient en outre, en vertu d'une faveur introduite par notre Coutume de 1556, l'usufruit de la moitié des héritages appartenant au mari lors de son décès, autres que les susdits acquêts et conquêts.

Il n'était, en effet, nullement question de pareil privilège dans le partage opéré selon les règles de la communauté sous le règne de la Coutume du ^{xv}^e siècle. Rien de semblable non plus en celle de 1481, où nous lisons : Chapitre XX, *Du droit de la femme veuve qui choisit partir par moictié*, art. 160 : « La femme veuve qui, après le trépas de son marit, choisit partir par moictié, avec et contre les héritiers d'icelluy, est dès l'heure qu'elle a déclaré ce choix, dame en tout droit pétitoire et possessoire et aussi avant comme l'héritier de la moictié par indivis de tous les biens meubles en quelz conques lieux qu'ilz soyent de tous immeubles, acquest et naissans, assis soub la Coutume de Reins, qui au jour du trépas du marit estoient communs (note marginale rectifiant) entre luy et sa dicte femme, tant du costé de luy que du costé d'elle : et l'autre moictié

appartient aux héritiers du dit mari, se il n'en a pas disposé par testament au prouffit d'autres. »

Nous pouvons considérer comme une faveur spéciale la faculté reconnue à la veuve de prélever sa garde-robe et de répartir à sa guise (art. 250) la masse des biens partageables entre elle et les héritiers du mari. Mais attributaire d'une quotité, elle ne saurait être exempte du passif. Elle supportera donc les charges afférentes à son usufruit et acquittera la moitié des dettes parmi lesquelles notre article 242 fait figurer en première ligne « les services, obsèques et funérailles du défunt ».

Le même article ajoute que la veuve n'est pas obligée aux legs faits par le testament de son mari. En outre, l'article 294 défend au mari de disposer par testament au profit de n'importe qui, au préjudice du choix que la veuve survivante a de partager avec les héritiers du mari. Autrement, elle devrait acquitter ces legs sur la moitié des meubles et acquêts qu'elle obtient, non comme héritière, mais par le bénéfice de la Coutume. Or, les legs sont une charge de la succession du mari qui ne regarde que les héritiers. Même solution pour les donations faites *mortis causa*, parce qu'elles sont comparables aux legs et la manifestation d'une volonté dernière (art. 242, n° 8).

Acception du legs fait par le mari.

L'article 263 précise dans quelles circonstances s'opère la liquidation des droits de la veuve en cas d'option pour l'ordonnance testamentaire du mari.

Si la femme reconnaît le legs universel ou à titre uni-

versel dont son mari a voulu l'avantager, elle exerce en outre le prélèvement de son apport immobilier, c'est-à-dire de ses héritages. Mais elle perd son droit au douaire coutumier et à la reprise de son apport mobilier. Le tout se trouve confondu dans la masse formant l'universalité ou la quote-part des biens dont le mari a disposé à son profit. Autrement elle devrait le répéter contre elle-même, ce qui serait absurde. Par conséquent impossible d'y prétendre, pas plus que si elle avait opté pour le partage de la communauté avec les héritiers du mari.

La veuve, en acceptant l'ordonnance testamentaire de son mari, acquittera les dettes à proportion de son émolument ; car, bien que n'étant pas héritière, elle est réputée telle, et par conséquent obligée aux dettes, *pro rata emolumentum* et *intra vires*.

CHAPITRE V

EXÉCUTION TESTAMENTAIRE

L'exécution testamentaire est une institution que le droit romain n'a pas connue. Elle a pris naissance aux temps carolingiens et dans le pays coutumier. Elle a eu, dès l'origine, pour but d'assurer l'accomplissement des dernières volontés des défunts, notamment des nombreux legs pieux qu'ils faisaient alors ; d'où le nom de *elemosynatores* souvent donné aux exécuteurs testamentaires du Moyen Age.

C'est aux héritiers ou légataires universels qu'incombe ordinairement le soin d'exécuter les dernières volontés du défunt. Mais le testateur, dans la crainte de négligence ou même de mauvaise volonté de la part de l'héritier, peut charger de cette mission une autre personne en qui il croit devoir placer sa confiance.

La validité de l'acte testamentaire ne dépend pas de la nomination d'exécuteurs testamentaires, mais cette clause est pour ainsi dire d'un emploi général dans toutes les provinces (1).

Nous étudierons dans ce chapitre la nomination des exécuteurs testamentaires, les attributions qui leur sont

(1) Thèse Bougon, p. 117.

conférées et les obligations auxquelles ils sont soumis. Nous finirons par quelques détails sur le rôle de l'exécuteur en cas de legs universel aux pauvres et sur les divers modes de délivrance de legs.

I. — Nomination des exécuteurs.

Tous les testaments rémois se terminent par une clause où le disposant nomme ses exécuteurs testamentaires. Il en désigne toujours plusieurs, ordinairement deux ou trois ; mais leur nombre peut être plus élevé.

Le testateur choisira pour exécuter ses dernières volontés aussi bien l'un de ses héritiers qu'un étranger. Voici l'intérêt de la distinction : l'héritier, par le fait même de l'addition d'hérédité, accepte aussi l'exécution testamentaire. L'étranger, au contraire, est libre d'accepter ou de refuser cette mission. Mais une fois l'acceptation faite, il lui est interdit de modifier son choix sans motif légitime. Il en est de même quand il s'est immiscé dans les actes que comporte l'exercice de la charge dont il s'agit.

On s'est demandé si le légataire est tenu d'accepter l'exécution testamentaire. La réponse demande une distinction. Le legs est nul, s'il a eu lieu à la condition par le légataire d'accepter la charge d'exécuteur et qu'il ne veuille pas s'y soumettre. Dans le cas contraire, il gardera son legs, bien qu'il n'accepte pas le titre à lui offert. En principe la femme est incapable de s'obliger, mais elle peut accepter le rôle d'exécuteur testamentaire avec l'autorisation de son mari.

Peuvent également exercer ce rôle les mineurs de 25 ans, jouissant de leurs droits, c'est-à-dire parvenus à l'âge de 20 ans accomplis. Mais il ne saurait être question d'hypothèque sur leurs biens pour la garantie du compte d'exécution. C'est pour ce motif qu'il est permis de leur refuser la saisine du mobilier (1).

II. — Fonctions et pouvoirs.

Au ^{xvi}^e siècle, l'exécuteur testamentaire, jadis simple *elemosynarius*, continue à distribuer les legs pieux et à régler les réparations et torfaiz qui soulagent devant Dieu la conscience du testateur. D'autre part, ses fonctions deviennent dès lors un peu plus compliquées ; il s'occupe du recouvrement des créances et de l'acquit des dettes proprement dites, en même temps qu'il règle les legs profanes avec les contestations auxquelles ils peuvent donner lieu.

En vertu de l'article 297 de notre Coutume, les exécuteurs testamentaires sont saisis de plein droit du mobilier par le seul fait de la rédaction de l'inventaire. Malgré cela, tous nos testaments renferment une clause par laquelle le disposant leur accorde la saisine de tous ses biens ou des meubles jusqu'à entier accomplissement de ses volontés.

Voici du reste un extrait du testament du Boullay qui nous donnera, avec celui de Perette Bignicourt, une idée de la formule à peu près identique employée en la circonstance.

(1) Tronçon, *Sur l'article 297 de la Coutume de Paris*.

« Item, et pour lequel testament accomplir et mettre à deue et entière exécution, de point en point, selon sa forme et teneur, ledit sieur testateur a nommé et esleu pour exécuteur dicelluy ladite damoiselle Marye Noël, sa femme, noble et vénérable personne maistre Guillaume du Boullay, chanoine de Saint-Gervais de Soissons, et Nicolas Frizon l'aisné, son beau-frère, ausquelz et à chacun deulx il a donné et donne plein pouvoir et autorité dicelluy acomplir et submetz, pour ce faire, tous ses biens meubles jusques à plein et entier accomplissement.

« Ce fut fait et passé et dicté et nommé par ledit testateur, et à luy releue par l'un des notaires soubzsignez, en la présence de l'autre, le XXIII^e jour de juillet, l'an mil V^e cinquante et sept, par-devant nous notaires royaulx.

N. DE HUZ, J. ANGIER. »

La saisine dure un an et un jour ; mais il s'agit d'une année utile, c'est-à-dire qu'elle commence à courir seulement du jour où l'exécuteur a été effectivement mis en possession par suite de la cessation de l'obstacle apporté par l'héritier.

L'exécuteur testamentaire peut-il demander un salaire ? Non, si le testateur lui a laissé un legs. Oui, dans le cas contraire. En effet, bien que cette charge soit facultative, celui qui l'accepte n'est nullement tenu de l'exercer à son préjudice.

III. — Obligations.

L'exécuteur testamentaire, lors de son entrée en fonc-

tions, doit procéder en présence de ses héritiers, ou eux dûment appelés, à l'inventaire des forces et charges de la succession.

L'accomplissement de cette formalité lui donne de plein droit la saisine des meubles héréditaires pour un an et un jour, sans qu'il ait besoin d'en demander aucune délivrance aux héritiers. Cette investiture lui permet d'accomplir plus facilement les volontés du défunt.

La confection de l'inventaire est indispensable, le *de cuius* ne peut en exempter l'exécuteur. Ce document est la base essentielle de toute reddition de compte. La dispense d'inventaire, comme celle de rendre compte, n'aurait d'autre effet que de diminuer dans une certaine mesure la rigueur d'appréciation des actes accomplis par l'exécuteur testamentaire (1).

Avant la confection de l'inventaire, il arrive parfois que l'exécuteur exerce des poursuites, dans le but de se faire restituer les meubles dont l'héritier s'était emparé.

L'héritier peut-il empêcher l'exécuteur de prendre possession des meubles sous prétexte d'insolvabilité, et, en tout cas, exiger caution ? Les avis sont partagés.

Les uns disent non, par la raison que le tuteur testamentaire est exempt de fournir caution. Le disposant, ayant nommé l'exécuteur, semble, par cela même, avoir approuvé d'avance sa fidélité et sa capacité. De plus, en France, les tuteurs ne sont pas tenus de bailler caution, mais de prêter

(1) Bacquet, *Du droit de bâtardise*, chap. VII, n. 17 et 18.

serment d'administrer en bon père de famille. Or, il y a parité de situation chez l'exécuteur testamentaire.

D'autres disent oui, d'autant plus que la loi ne grève d'aucune hypothèque les biens de l'exécuteur. Par conséquent, l'héritier, en prouvant son insolvabilité, peut l'empêcher d'appréhender les meubles avant d'avoir fourni caution.

Dans un troisième système, on fait valoir les motifs suivants :

Si, depuis le testament ou la mort du *de cujus*, il est survenu quelque fait portant atteinte à la réputation ou situation pécuniaire de l'exécuteur, fait qui eût motivé l'abstention ou le changement de volonté du disposant, l'héritier sera fondé à demander la caution, à moins qu'il n'ait été dit que le testament serait exécuté par lui-même ou par une autre personne.

Mais à défaut de raison plausible, l'héritier ne peut empêcher l'exécuteur de se mettre en possession des meubles, ni exiger caution. Le testateur a élu celui en qui il avait le plus de confiance pour l'accomplissement de ses volontés. Il est donc juste que l'exécuteur soit saisi des meubles de la succession, inventaire préalablement fait, en présence des héritiers ou de leurs tuteurs, s'ils sont mineurs, pour sauvegarder leurs droits, comme ceux des créanciers et des légataires.

L'héritier peut empêcher la confection de l'inventaire, en offrant à l'exécuteur somme nécessaire ou des meubles en quantité suffisante pour faire face aux charges du testament.

De cette façon, il évite tout débat sur la question de caution ou de solvabilité. Cette décision est très équitable en ce que, sans porter préjudice à l'accomplissement des volontés du défunt, elle ne permet pas à l'exécuteur testamentaire, sous prétexte qu'il existe quelques legs, de déterminer tous les meubles qui, parfois, composent la totalité ou la plus grande partie de la succession. Faute par les héritiers de fournir deniers suffisants pour accomplir le testament, il y aura lieu de procéder à la vente du mobilier, non au gré de l'exécuteur, mais aux enchères publiques, après les solennités prescrites par la loi.

A l'expiration de ses fonctions, l'exécuteur doit rendre compte à l'héritier qui peut l'y contraindre par toutes les voies et moyens de droit.

Un mot pour finir ce chapitre.

Contrairement à ce qui se passe de nos jours, la commune jurisprudence admet que les exécuteurs testamentaires ne sont pas solidairement responsables du compte de leur administration (1).

IV. — Rôle de l'exécuteur testamentaire en cas de legs aux pauvres.

L'article 298 apporte aux relations de droit commun existant entre l'exécuteur testamentaire et l'héritier de graves modifications, lorsque le testateur, après avoir traité ses héritiers présomptifs en légataires particuliers,

(1) Tronçon, *Sur l'article 297 de la Coutume de Paris*.

laisse le surplus de ses biens à des œuvres de bienfaisance.

Examinons ce qui va se passer dans cette circonstance.

Suivant l'article 285, l'institution d'héritier n'est pas nécessaire pour la validité du testament, mais elle vaut comme legs jusqu'à concurrence de la quotité disponible. Le testateur peut laisser à son héritier présomptif, comme à un étranger, telle fraction de ses biens que bon lui semble, sous forme de legs, dans les limites de la quotité disponible.

Ce principe semble avoir motivé la création de l'article 298, aux termes duquel l'application de l'article 297 n'a pas lieu lorsque le disposant avantage ses héritiers présomptifs de quelques legs particuliers et abandonne le surplus de son patrimoine aux pauvres ou à des « œuvres pitoyables ».

Les héritiers ne peuvent prétendre à la saisine du mobilier en vertu de la règle « le mort saisit le vif », en offrant de fournir à l'exécuteur deniers ou meubles suffisants pour accomplir le testament. Ils ne prennent rien en effet dans la succession *jure hereditario* et à titre universel, mais comme simples légataires à titre particulier.

L'exécuteur est seul saisi de tous les meubles, et c'est à lui qu'ils demanderont la délivrance de leur legs.

En vain se diraient-ils saisis ou attaqueraient-ils le testament, puisqu'aussitôt en possession, ils devraient ressaisir l'exécuteur, pour le mettre à même d'accomplir le testament.

Ce n'est pas à eux non plus que l'exécuteur rendra le

compte de son administration, mais au receveur des institutions charitables chargées de recevoir les legs et de les employer conformément aux intentions du testateur. Ajoutons que ce mandataire est contraignable par corps, à défaut de paiement du reliquat de son compte à l'expiration de l'an et jour de ses fonctions (1).

Il est bon d'appeler les héritiers présomptifs tant à la confection de l'inventaire qu'à la reddition du compte. Supposons qu'à défaut d'autres héritiers, ils ne prennent que leur legs particulier, ils n'en auront pas moins, quoique collatéraux, intérêt à savoir que la volonté de leur auteur a été respectée. A plus forte raison, ont le même intérêt les héritiers directs ou descendants de reconnaître si leur legs est égal à leur légitime, afin d'en réclamer le supplément, s'il y a lieu, par la *querela inofficiosi testamenti*. On ne peut en effet leur enlever ni diminuer la légitime sous telle forme de legs que ce soit, même pour œuvres pieuses (art. 292).

Dans le cas prévu par l'article 298, l'exécuteur ne s'occupe pas seulement de la remise des legs, mais encore du règlement du passif héréditaire. Chargé, comme l'héritier bénéficiaire, de l'administration de la fortune du défunt, il doit, avant de délivrer les legs, solder les frais funéraires et satisfaire aux autres dettes jusqu'à concurrence de l'actif de succession.

Une fois les dettes payées, s'il y a du bon, les héritiers

(1) Notes sur Papon, titre d'Exécuteur testamentaire, 9, liv. XX, nombre dernier.

présomptifs, auxquels le testateur n'a laissé qu'un legs particulier, le recueilleront comme le ferait un autre légataire, c'est-à-dire sans aucune charge.

L'exécuteur puise ici dans ses pouvoirs d'accomplir le testament le droit de procéder au recouvrement des créances dépendant de la succession.

Remarquons aussi que, s'il existe des héritages de naisant dont le *de cujus* n'ait pu disposer en totalité, les héritiers présomptifs seront tenus des dettes *pro rata emolument*, c'est-à-dire en proportion de la moitié leur revenant dans ces héritages (1).

V. — Délivrance des legs.

En droit romain, le légataire, à moins d'autorisation expresse du testateur, ne peut s'emparer de la chose léguée et doit en demander délivrance à l'héritier. L'article 296 de notre Coutume assujettit aux mêmes règles le legs immobilier et astreint le légataire à en obtenir la remise de l'héritier, comme étant ce dernier seul saisi en vertu de la maxime « le mort saisit le vif ».

De sorte que si le légataire s'empare de l'immeuble sans en avoir obtenu la délivrance, l'héritier le fera assigner en revendication devant le juge du domicile du défendeur. Ce magistrat ordonnera la restitution et fera en même temps, *brevi manu*, délivrance de l'immeuble au légataire, pour en jouir selon les termes du testament.

(1) Buridan, *Sous l'article 298*.

A l'égard du legs mobilier, le légataire doit en demander la délivrance non plus à l'héritier, mais à l'exécuteur testamentaire, auquel appartient la saisine des meubles pour un an et un jour. En cas d'insuffisance des meubles pour exécuter le testament et à défaut par l'héritier de fournir somme suffisante, l'exécuteur testamentaire fera ordonner contre lui la vente judiciaire des immeubles.

Toute action au pétitoire et au possessoire est refusée au légataire contre le détenteur de la chose léguée avant d'en avoir obtenu la délivrance. Il en est de même pour l'action hypothécaire (1).

C'est devant le juge du domicile du défendeur et non devant le juge du lieu où le testament a été rédigé, ni devant celui du lieu où les biens sont assis que s'intente l'action en délivrance de legs contre l'héritier ou l'exécuteur testamentaire (arrêts de l'an 1552 et du 8 juin 1563, cités par Bacquet, *Des droits de Justice*, chap. VIII, n° 18).

S'il y a plusieurs héritiers domiciliés en diverses juridictions, le légataire peut, après obtention de « lettres royaux », intenter son action devant la juridiction où se trouve la majorité des héritiers et la plus grande partie des biens de la succession. Ce mode de procéder a pour but de couper court à la multiplicité des procès et d'éviter toute contrariété de jugement. Mais si les héritiers y consentent, le légataire leur demandera la délivrance devant le juge du lieu où la succession s'est ouverte et où se trouvent les biens (2).

(1) Bacquet, *Des droits de Justice*, chap. VIII, n°s 21 et 26.

(2) Bacquet, *Des droits de Justice*, chap. VIII, n° 20.

Lorsque la succession est vacante, le légataire, d'accord avec le procureur du roi, a la faculté de requérir la nomination d'un curateur, à qui il demandera la délivrance de son legs, à défaut d'héritier apparent. Le légataire, même universel, est soumis à cette formalité avant d'avoir la saisine. Après son accomplissement, il fait siens les fruits de la chose à compter du jour du décès du testateur.

S'il s'agit d'un legs de rente alimentaire, on décide qu'il est payable d'avance au commencement de l'année. On ne peut payer par quart à chaque saison, ni à la fin de l'année. Même dans le cas où le légataire viendrait à mourir après avoir reçu d'avance la pension de l'année entière, on ne pourrait exercer aucune répétition contre ses héritiers. Si le légataire n'avait pas encore reçu la pension de l'année courante, ses héritiers auraient le droit de la réclamer aux héritiers du testateur.

Antonne, en sa conférence sur la loi première C. *communis de legatis*, rappelle un arrêt suivant lequel il a été jugé que le légataire d'une rente annuelle, pour cause pieuse, a le droit de réclamer le paiement intégral à l'un des héritiers, sauf recours de ce dernier contre les autres.

Louët, de son côté, mentionne (lettre A, ch. XII) un arrêt jugeant que l'héritier est tenu d'amortir, à ses dépens, l'héritage légué à gens de mainmorte. Dans le même sens, voir Le Maistre, *Des amortissements*, ch. IV.

En principe, le légataire ne peut, sous peine de déchéance, se mettre en possession de son legs sans demande de délivrance à l'héritier, à moins que le testateur ne l'y

ait autorisé. Mais il n'en est plus de même, quand le legs mobilier concerne l'exécuteur testamentaire. La demande en délivrance est alors inutile et il prend de son chef l'objet de la libéralité (art. 299). Le testateur lui ayant donné la saisine dans le but d'acquitter les legs et charges du testament, il en résulte implicitement que l'exécuteur peut se délivrer à lui-même le montant de son legs mobilier. Il ne recevra ce legs qu'en le prenant par ses mains, car, pour délivrer une chose, il faut d'abord en être saisi, puisque la délivrance n'a lieu qu'au moyen d'une tradition ou appréhension de fait (1).

Mais le même motif n'existe plus à l'égard de l'immeuble légué.

L'exécuteur testamentaire, pas plus que tout autre légataire, ne peut s'en emparer spontanément. Le droit de consentir régulièrement la délivrance n'appartient qu'à l'héritier, saisi en vertu de la maxime « le mort saisit le vif ».

Le légataire qui s'est emparé *sponte sua* de l'immeuble doit le restituer à l'héritier et lui en demander ensuite la délivrance *brevi manu*.

Supposons que l'héritier refuse à l'exécuteur la délivrance de l'immeuble compris dans son legs. Celui-ci l'actionnera devant le juge du domicile de l'héritier, mais non au lieu où le testament a été rédigé, si l'héritier n'y a pas son domicile (2).

(1) Tiraqueau, en son *Traité sur la maxime « le mort saisit le vif »*, part. 7, décl. 5, n° 13.

(2) Bacquet, *Des droits de Justice*, chap. VIII, n. 18 et 19.

Mais si l'héritier se trouve sur le lieu où la succession est ouverte, il sera loisible au légataire d'agir contre lui devant le juge du même lieu. L'action du légataire est, en effet, aussi bien mixte que personnelle, à cause de l'hypothèque qui affecte tous les biens de l'hérédité à la garantie de son legs. Dans ces conditions, il peut donc appeler l'héritier devant la juridiction du lieu où la succession est ouverte, quand cet héritier y est trouvé, et obtenir jugement de délivrance, même en l'absence ou en cas de refus du défendeur (1).

Avant de terminer ce paragraphe, il n'est pas sans intérêt de rappeler une controverse qui au x^v^e siècle, souleva de longs débats entre les auteurs. C'est la question de savoir si la délivrance de legs faite par les exécuteurs testamentaires, sans l'assentiment des héritiers, procure la saisine aux légataires.

Lisons d'abord l'article 100 de la Coutume de 1481 :

« Les légataires ne sont pas, et ne se peuvent dire saisiz, ne en possession et saisine, des laiz à eulx faictz par les testateurs en leurs testamens et ordonnances de dernières volontés, jusques à ce que premièrement iceulx légataires en aient délivrance, au moins verballe, à eulx faicte par les héritiers du trépassé ou par les exécuteurs de son dict testament, ou par justice, en deffault, reffuz ou delay desdictz héritiers, ou desdictz exécuteurs, eulx sur ce sommez et requis. Mais après la dicte délivrance à eulx faicte par

(1) Bacquet, *dicto loco*, n° 26.

les ungs ou par les autres, iceulx légataires se peuvent dire et sont envers et contre tous saiziz, et en possession et saisine des choses à eulx laissées. »

Ce texte présente une certaine ambiguïté qui n'a pas été sans faire naître la perplexité remarquée chez les auteurs.

Les uns prétendent que la délivrance consentie par les exécuteurs sans le concours des héritiers ne produit aucun effet. A l'appui de cette thèse, on invoque les arguments qui suivent :

En vertu de la Coutume générale de France, l'héritier est saisi de plein droit, par le seul fait du décès du testateur, de tous les biens dépendant de la succession. C'est donc à lui qu'il appartient d'en faire la délivrance aux légataires, et non aux exécuteurs qui ne sont que de simples administrateurs, privés de la saisine et incapables, par conséquent, de transmettre aux légataires ce qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes.

Décider autrement serait établir une dissimilitude absolue entre notre Coutume et ses sœurs voisines de Champagne, Laonnois et Vermandois, qui sont toutes d'accord pour refuser semblable prérogative à l'exécuteur testamentaire.

Dans un autre système, on soutient que le légataire est valablement saisi, au moyen de la délivrance accordée par l'exécuteur seul, sans l'intervention de l'héritier. Les partisans de cette doctrine la motivent sur les raisons ci-après :

Il est vrai qu'en vertu de la maxime « le mort saisit le vif », les héritiers sont, dès l'instant du décès, investis de

la possession des biens du défunt. Mais la Coutume de Reims apporte, en matière de testament, quelques dérogations à cette règle générale, dans l'intérêt des exécuteurs testamentaires. Le disposant leur transfère en effet « sa seigneurie » et la possession de tous ses biens, c'est-à-dire la saisine, afin de faciliter la délivrance des legs. Ce privilège s'explique par la défaveur dont les testaments sont l'objet de la part des héritiers, à qui ils causent un certain préjudice. Cette défaveur se manifeste surtout par les contestations et procès que ceux-ci opposent aux légitimes réclamations des légataires, dans le but de jouir plus longtemps de la fortune du *de cuius*. C'est donc pour déjouer ces manœuvres que la Coutume a décidé de faire consentir la délivrance aux légataires par les exécuteurs sans y appeler les héritiers.

Malgré la diversité d'opinions sur la matière, on se contentait le plus souvent en pratique de délivrance effectuée par les seuls exécuteurs. Mais une note figurant au manuscrit de 1481 nous indique que ce procédé avait suscité de « grans et somptueulx procès ». Elle demande respectueusement « qu'il plaise au Roy, nostre sire, et à son noble et prudent conseil, en ordonner à son bon plaisir ».

La Coutume de 1556 accueillit favorablement cette supplique, car l'article 296 délimite avec précision les pouvoirs respectifs de l'héritier et de l'exécuteur, selon qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles.

Citons, en terminant, un exemple de la formule habituelle employée en matière de délivrance de legs. C'est

l'acte portant la date du 16 juillet 1591 et reproduit en appendice sous le n° III, aux termes duquel les exécuteurs de M^{re} Nicolas Guériot, prêtre-curé de la paroisse Saint-Martin de Reims et greffier des chapelains de l'église de Reims, remettent « aux coustres de ladite paroisse » la somme de vingt écus soleil que le *de cujus* lui a léguée, sous diverses charges énoncées au testament.

CHAPITRE VI

ACQUIT DU PASSIF

Les règles concernant le paiement des charges, ainsi que l'obligation et la contribution aux dettes seront exposées sous deux chefs différents qui auront pour objet :

1^o La répartition du passif entre les légataires de quotité ;

2^o Les charges foncières anciennes et nouvelles.

1^o Répartition du passif entre les légataires de quotité.

Les articles 300, 301 et 306 ont trait au passif à la charge des héritiers, ainsi qu'à la réparation des torfaiz qui leur incombe également. Nous n'y faisons donc allusion ici que pour ordre, avant d'aborder l'étude du passif à la charge des légataires qui rentre seule dans le cadre de ce travail.

Les légataires universels doivent acquitter les dettes jusqu'à concurrence de la valeur de leur legs, comparée à celle de la masse totale du patrimoine (1).

Un arrêt du 14 mai 1562 a jugé que les légataires de quotité, comme un quart, un tiers, la moitié, contribueraient aux dettes en proportion de leur legs, estimation

(1) Bacquet, *Des droits de Justice*, chap. XXI, n^o 77.

faite de tous les biens de l'hérédité. Même solution, si le legs est d'une certaine espèce de biens, par exemple de tous les meubles, de tous les acquêts, ou d'une fraction des mêmes biens (1). Les dettes mobilières affectant tous les biens doivent être déduites avant que les légataires ou donataires puissent rien prendre sur le patrimoine du défunt.

Pour faciliter la répartition des dettes entre héritiers et légataires, il faut, en premier lieu, estimer et ventiler les biens de succession, puis en déduire les dettes et charges mobilières. Sur le reste, les héritiers prennent leur légitime franche, s'ils sont en ligne directe, sinon, ce qui leur est réservé par la Coutume. Les légataires et donataires prennent ensuite le montant de leur don ou legs, attendu que la légitime ou la réserve lignagère ne peut être ôtée aux héritiers par les libéralités excessives du *de cujus*.

Les créanciers, pour réclamer leur dû, s'adressent d'abord aux héritiers. Mais si les biens laissés à ceux-ci ne suffisent pas pour les satisfaire, ils ont le droit d'exiger du légataire universel ou à titre universel le paiement de l'excédent de la dette. Dans les mêmes circonstances, ils exerceront un recours efficace contre tout tiers détenteur, tel qu'il puisse être.

Le fils aîné (art. 42) n'est pas tenu des dettes mobilières de la succession pour une part supérieure à celle de ses cohéritiers, en raison de l'avantage qu'il a sur eux dans

(1) Louët, lettre D, chap. LIV, et *Les Remarques du droit français*, lettre L, *verbo* Legs, n^{os} 10 et 12.

les héritages de fief. Il ne les prend pas par droit héréditaire à la façon des puînés, mais par préciput et en vertu d'une faveur de la loi. Cet avantage ne fait pas partie de la succession et ne tombe pas en partage.

Le fils aîné n'est donc pas chargé des dettes *pro modo emolumenti*, mais seulement pour sa part virile ou personnelle, son préciput déduit, en un mot, pour sa part et portion héréditaire (1).

C'est ce que semble exprimer l'article 303, en disant que « celui qui, par la Coutume, emporte plus de la succession que ses cohéritiers, n'est pourtant pas chargé des dettes plus qu'eux, pour le regard de ce qu'il prend plus ». Ledit article englobe, dans la même disposition, l'héritier qui a reçu du défunt un legs par préciput et hors part. Malgré cet avantage, il n'est, comme ses cohéritiers, tenu des dettes que pour sa part héréditaire. Au point de vue juridique, ne doivent participer à l'acquit des dettes que ceux qui possèdent à titre universel, et non à titre particulier, comme la personne à la fois héritier et légataire, à l'égard de son legs par préciput. Il y a, en un mot, chez ce dernier, deux qualités : celle d'héritier, qui l'oblige aux dettes pour sa part héréditaire, et celle de légataire, qui l'exempte de ladite obligation, parce qu'il prend la chose léguée tout comme un légataire à titre particulier.

Le légataire à titre universel, c'est-à-dire d'une partie des biens de la succession, par exemple du tiers, du quart

(1) Louët, lettre D, ch. XVI, et Papon, au titre Des droits d'aînesse, n° 3.

ou d'une certaine espèce de biens, par exemple des meubles ou des acquêts, lorsqu'il recueille le bénéfice de la disposition par préciput, est tenu des dettes de succession dans la mesure de son émolument. Il prend alors son legs, non pas à titre purement particulier, mais en qualité de successeur universel, bien que n'appréhendant pas toute la succession.

Ceci toutefois ne s'applique pas à l'aîné, à qui la Coutume attribue, hors part, outre le principal manoir, la moitié des héritages nobles. L'article 42 dit que c'est par préciput, ce qui ne serait pas exact si, à raison de cet avantage, l'aîné devait contribuer aux dettes, puisque ce préciput se prend hors part. Il ne s'agit du reste pas d'un préciput « *quotæ omnium bonorum aut certi generis, puta mobilium, aut quæstum, sed particularium tantum hæredum* ».

2° Paiement des charges foncières.

Le détenteur d'héritage chargé de rentes foncières doit les acquitter à raison de la réalité qui affecte l'immeuble. Mais si elles ont été constituées par le *de cujus*, celui des héritiers auquel il a légué l'immeuble par préciput n'est pas tenu de les acquitter pour le tout, ni même pour partie, en qualité de légataire. Comme héritier il doit sa part, mais ses cohéritiers contribueront avec lui en cette qualité au service ou au rachat de la rente, le cas échéant (art. 304).

Sont également tenus de participer avec lui à la même

obligation les légataires de quotité ou à titre universel qui prennent le surplus de la succession. L'héritier qui est en même temps légataire par préciput n'est tenu de la rente que pour sa part héréditaire, quoique l'immeuble légué y eût été affecté spécialement.

Voici en quels termes Buridan explique pourquoi la rente foncière créée par le défunt ne constitue pas une dette à la charge exclusive du légataire tiers détenteur : « Cette rente nouvellement établie n'est pas encore tellement réelle qu'elle suive le fonds seul. Elle semble au contraire plus personnelle que réelle au moyen du récent contrat passé par le défunt. Le débiteur est donc soumis à deux obligations : l'une réelle et l'autre personnelle, qui passent à ses héritiers, obligés *quasi ex contractu* par l'adition d'hérédité. Le créancier doit donc, de préférence à l'action réelle, exercer l'action personnelle comme étant la plus noble, et par conséquent les cohéritiers du légataire ne peuvent l'éviter pour la faire retomber sur ce dernier seul. »

Supposons que la rente foncière n'ait pas été constituée par le défunt, que l'héritage soit entré avec cette charge dans son patrimoine. Comme ni lui, ni ses cohéritiers ne sont obligés personnellement, puisqu'ils n'ont pas traité avec le crédi-rentier, la rente sera purement réelle, sans emprunter aucun caractère à la personnalité. Devra donc seul la servir, conformément à l'article 303, le légataire ou l'héritier détenteur de l'immeuble sur lequel elle a été anciennement assignée.

Au contraire, les rentes nouvellement constituées sont dettes communes de la succession, telle affectation qu'il y ait sur un des héritages spécialement désignés. Pareille assignation n'a d'autre but que de désigner au créancier sur quel héritage il pourra se faire payer plus commodément et au plus grand avantage de chacune des parties. Le créancier, en acceptant cette garantie spéciale, n'a pas entendu décharger les autres biens du débiteur, ni les délier de l'obligation personnelle, en vertu de laquelle se trouve grevée la généralité de ses biens, tant vis-à-vis de lui que vis-à-vis des héritiers qui le représentent par suite de l'addition d'hérédité.

Lorsqu'il existe plusieurs créanciers, ceux qui ont une hypothèque générale sur les biens du débiteur peuvent, quoique postérieurs en date, contraindre celui qui en a une spéciale à discuter d'abord les biens soumis à son hypothèque, avant de s'adresser aux autres biens qui lui sont aussi généralement hypothéqués, aux termes de la clause ordinaire des contrats : « sans que la spéciale déroge à la générale » (1).

D'autre part, si les autres créanciers ne requièrent pas la discussion de l'immeuble sur lequel la rente est assignée, ni le débiteur, ni ses héritiers ne peuvent forcer le crédi-rentier à discuter son hypothèque spéciale. Ce dernier a le droit, à leur égard, de s'adresser à tel héritage que bon lui semble, qu'il soit grevé d'hypothèque générale ou

(1) Arrêt du 28 août 1558, contre les enfants de Louis Picot, premier président de la Cour des aides.

spéciale. Le créancier de la rente constituée par les père et mère sur l'héritage légué par préciput à l'un des enfants peut donc, malgré cette hypothèque, s'adresser aux autres biens de la succession. Il n'est nullement tenu de discuter auparavant l'immeuble affecté au service de la rente. Cela signifie que les autres biens sont aussi obligés envers lui et affectés à son droit par hypothèque générale. L'article 304 dit donc avec raison que chacun des héritiers doit acquitter la rente pour sa part héréditaire, ainsi que l'héritier qui est en même temps légataire.

CHAPITRE VII

COMPÉTENCE

La connaissance des litiges sur les testaments depuis un certain temps dépendance du domaine temporel, repassa entre les mains des gens d'Eglise vers le commencement du ^{xii}^e siècle (1). Ce tribunal devint plus tard l'officialité et la *curia remensis archiepiscopi* qui, au ^{xiii}^e siècle, portait encore le nom de Cour de l'archevêque, prit bientôt celui d'officialité. Voici ce que Bidet, l'un des plus consciencieux chroniqueurs de la ville, écrivait au sujet des officialités de Reims :

« Vers l'an 1166, les évêques se sont donné des officiaux ordinaires ; ils en faisaient précédemment les fonctions eux-mêmes assistés des dignitaires des cathédrales et des abbés de leurs diocèses.

Les officiaux ayant autrefois attiré à eux la plupart des affaires civiles, ils en furent dépouillés par l'appel comme d'abus.

L'appel des sentences des officiaux des évêques ressortit au tribunal de l'official métropolitain, celui du métropolitain au primat, et l'appel de celui-ci au pape qui, à cet effet, est tenu de déléguer des juges sur les lieux.

(1) Thèse Engelmann, p. 14.

Il paraît, par plusieurs lettres du pape Alexandre III, que la juridiction de l'officialité diocésaine de Reims commença sous l'archevêque Henri de France. Elle s'étend sur tous les ecclésiastiques de la ville et du diocèse, autres que ceux qui en sont exempts. Le scel de cette juridiction est une tête de cerf que l'archevêque Gervais a mis dans ses armes. L'appel des jugements de l'officialité de Reims se relève directement de Reims, à cause de la primatie de l'archevêque de cette ville. Les juges de cette officialité sont l'official diocésain, le vice-gérant et le promoteur.

L'official métropolitain de Reims est juge d'appel des officiaux de la province ecclésiastique de la ville ; il connaît du bien et du mal jugé de leurs sentences ; et, attendu la primatie de l'archevêque de Reims dans la grande Belgique, il n'y a appel de ses officiaux diocésains et métropolitains qu'au pape, qui doit commettre en France des juges pour y statuer définitivement.

Les juges de l'officialité métropolitaine de cette ville sont l'official métropolitain, le vice-gérant et le promoteur.

Quelques Chapitres, comme celui de Reims, ont des officiaux qui sont juges des chanoines seulement.

Outre ces officiaux du Chapitre, il y avait encore les officiaux de l'archidiaque, supprimés en même temps que la juridiction de celui-ci en 1392 » (1).

Les tribunaux ecclésiastiques continuent au ^{xiii}^e siècle

(1) Pierre Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, 1 vol., 1^{re} partie, *Coutumes*, p. 3.

à trancher les difficultés relatives aux actes de dernière volonté. Les conciles et les hauts dignitaires de l'Eglise avaient établi toute une réglementation sur les formes de testaments.

Mais l'admission, à partir de la même époque, de clauses profanes au milieu des éléments pieux se traduit par une tentative, provisoirement vaine d'ailleurs, d'enlever aux Cours ecclésiastiques la connaissance des litiges testamentaires.

La solution des difficultés relatives à l'exécution des testaments était alors du ressort des juridictions civiles et ecclésiastiques.

Elles possédaient, d'après Beaumanoir, des droits à peu près égaux ; mais l'autorité laïque avait, en plus, le privilège de disposer à son gré de la force publique pour faire respecter les décisions rendues par les Cours ecclésiastiques. L'Eglise exerçait encore, au cours du *xiv^e* siècle, une grande influence au point de vue de la direction et de la compétence en matière de testament. Sans prétendre respectivement à un droit exclusif, les autorités civile et religieuse jouissaient de pouvoirs parallèles ou connexes dans la circonstance, comme cela a eu lieu dans d'autres affaires semblables.

Beaumanoir tâche de concilier le principe de la compétence ecclésiastique et le respect dû au pouvoir civil. C'est, dit-il, à l'Eglise qu'appartient la connaissance des litiges testamentaires, mais une fois le jugement rendu, c'est au pouvoir temporel à en assurer l'exécution. Cepen-

dant, l'Eglise conserve un droit de surveillance sur les exécuteurs testamentaires, quand ils préfèrent poursuivre les débiteurs de la succession devant la juridiction séculière (1).

Pour empêcher l'Eglise d'attirer à elle toutes les causes testamentaires, la justice civile eut recours à la *Prévention*. Suivant ce système, dont la formation remonte plus loin, les juges royaux, sous prétexte que toute justice émane du Roi, autorisaient les plaideurs à s'adresser à eux par préférence à la justice seigneuriale.

La compétence est donc déterminée par le choix que peuvent faire les exécuteurs testamentaires de l'une des juridictions en concours. Et pour prévenir tout conflit de juridiction, le testateur désigne parfois lui-même, dans ses dispositions, la juridiction chargée de poursuivre l'exécution de ses dernières volontés.

Les uns, comme Jean de Coiffy, chanoine de Reims, choisissent la Cour du Parlement, en déboutant tout autre juge. D'autres préfèrent la compétence du prévôt de Paris; quelques-uns s'en remettent à l'appréciation de l'exécuteur ou s'adressent à la fois à la juridiction de l'Eglise et du pouvoir civil.

Jean le Coq (*Quæstiones*) pose en principe, dans la question 355, comme dans la question 9, que la soumission par un testateur de l'exécution d'un testament à une juridiction exclut le juge qui eût été compétent si cette soumission n'avait pas eu lieu.

(1) Thèse Engelmann, p. 17 et suiv.

La dualité de compétence en matière d'exécution testamentaire était une mine de procès, chaque autorité cherchant à attirer à elle toutes les causes et à proclamer sa juridiction investie d'un pouvoir exclusif.

Les conflits s'élèvent même entre juges d'une même juridiction, par exemple entre le maître des testaments et les juges ordinaires d'Eglise, archidiacre et official.

La prédominance de l'autorité laïque sur l'autorité ecclésiastique se produit au milieu du *xv^e* siècle dans les Coutumes du Nord où le juge civil est seul compétent. Dans certaines provinces, la concurrence existait encore au commencement du *xvi^e* siècle. Toutefois, en pratique, la Cour royale avait, dès le milieu du *xv^e* siècle, substitué sa compétence à celle des tribunaux ecclésiastiques. De sorte que l'ordonnance de 1539 n'a fait que confirmer en droit une situation depuis longtemps consacrée par les faits (1).

(1) Thèse Engelmann, p. 116 et suiv.

CONCLUSION

Nous avons, au début de ce travail, fait ressortir les caractères particuliers auxquels la Coutume de Reims doit son originalité.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de rappeler ceux spéciaux à la matière des testaments rémois, afin de les comparer avec ceux du testament parisien. Ce parallèle nous permettra de mettre mieux en lumière la liberté d'allure de notre Coutume aussi bien que sa physionomie originale.

Le testament devant la Justice, admis à Reims, ne l'est pas à Paris.

Dans cette dernière ville, le curé rédacteur du testament doit être assisté de trois témoins, tandis qu'à Reims deux témoins suffisent pour la même opération.

Le testament nuncupatif, inconnu à Paris et dans la plupart des pays coutumiers, a ses règles dans notre Coutume de 1556, comme il les avait dans celle de 1481. Cet acte ne réclame que la présence de quatre témoins, à la différence du testament verbal de Rome qui en exigeait sept.

A Reims comme à Paris, la personne qui est en même temps héritier et légataire est soumise au rapport, mais avec cette différence qu'à Reims le legs peut être fait par

préciput, alors qu'à Paris la dispense du rapport est rigoureusement prohibée.

La légitime n'est, à Paris, attribuée qu'aux descendants, les ascendants et frères étant suffisamment protégés par la réserve lignagère. Sa quotité est, quel que soit le nombre des enfants, de la moitié de ce à quoi serait montée leur part héréditaire en l'absence des libéralités faites par leur auteur (1) (art. 298). A Reims, la légitime n'est pas refusée catégoriquement aux ascendants, car la jurisprudence a jugé en divers sens. Mais, suivant la théorie de Justinien, elle varie avec le nombre d'enfants. Son importance, qui est d'un tiers quand il y a quatre enfants ou moins, se monte à la moitié quand il y en a cinq ou plus.

La réserve lignagère, qui à Paris est des quatre quints, s'abaisse à la moitié dans la Coutume de Reims. Peut-être faut-il attribuer cette légère indifférence vis-à-vis de la *terra aviatica* au caractère commerçant du Rémois, soucieux avant tout des bénéfices pécuniaires que devait lui assurer la réussite de ses spéculations ?

La Coutume de Paris fixe à 20 ans l'âge requis pour tester des meubles, acquêts et conquêts immeubles, et à 25 l'âge pour disposer du quint des propres. Celle de Reims établit une distinction suivant le sexe du testateur. Le fils mineur de 20 ans et la fille mineure de 18 ans ont le droit de disposer par testament des meubles, acquêts et conquêts immeubles ; mais, comme à Paris, il leur est défendu de toucher au naissant avant l'âge de 25 ans accomplis.

(1) Ch. Lefebvre, *op. cit.*, p. 256.

A Paris, le mineur âgé de 20 ans peut tester du quint de ses propres (art. 294) quand il ne possède ni meubles, ni acquêts, ni conquêts. A Reims, le fils âgé de 20 ans et la fille âgée de 18 ans peuvent aussi disposer par testament de la moitié de leurs propres, lorsqu'ils n'ont pas de meubles, acquêts et conquêts immeubles, mais avec cette restriction que ce soit « pour œuvres pitoyables ou autres causes raisonnables ».

Dans la Coutume de Paris, le mari et la femme ne peuvent disposer par testament, au préjudice l'un de l'autre, des meubles et conquêts immeubles. Cela se comprend, puisque Paris étant pays de pleine communauté, les biens dont il s'agit appartiennent indivisément au mari et à la femme.

A Reims, le mari n'a le droit de disposer par testament des acquisitions faites au cours du mariage qu'autant qu'il ne gênera pas l'option de la femme, si elle veut partager avec les héritiers. D'autre part, il est interdit à la femme de tester des mêmes biens au préjudice de l'usufruit que la loi reconnaît au mari, en cas de survie, sur la moitié des conquêts.

Nous terminons ici notre étude, d'où nous avons essayé, dans la présente conclusion, de dégager les points les plus intéressants qui en font l'objet. Selon la belle expression de M. Constantin (1), « ils saillissent en pleine lumière

(1) H. Constantin, *op. cit.*, p. 182.

du domaine de la notion commune de l'époque : semblables à ces tours, ces clochers, ces flèches figurées dans le vieux plan de la ville du xv^e siècle, qui dans la masse des pignons plus humbles, se dressent isolés, hardis, surélevant encore la Basilique ou le cloître au-dessus de l'antique « ville et Université de Reims ».

Vu :

Le Président de la thèse,

Paris, le 14 avril 1916.

E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur d'Académie,

ISTRIA.

APPENDICE

I

Textes tirés de la Coutume de Reims rédigée en 1556.

TILTRE DIXIESME

*Des testamens et autres dispositions de dernières volonte
et exécutions d'icelles.*

Article CCLXXXV

Institution d'héritier n'a lieu ; c'est-à-dire, qu'elle n'est requise, ne nécessaire pour la validité d'un testament : ains vaut par forme de legs testamentaire, jusqu'à la concurrence de ce dont le testateur peut valablement disposer.

Article CCLXXXVI

Peut un testateur donner ou léguer quelque chose à ses enfans, ou autres personnes, par forme de fidéicommis sujet à restitution à autrui : ou bien le donner, ou léguer sans charge, ou à charge.

Article CCLXXXVII

Pareillement père et mère ayant enfant, peut avantager par testament, et ordonnance de dernière volonté, l'un d'iceux, en luy laissant telle part de ses biens meubles et acquets immeubles que bon luy semblera ; pourveu toutefois qu'il ne touche à son naissant, pour le regard duquel ne peut faire la condition de l'un meilleure que l'autre : pourveu aussi que la légitime introduite par la raison écrite demeure aux autres enfans.

Article CCLXXXVIII

L'enfant qui prend par préciput ce qui lui est donné ou légué (la légitime sauve aux autres) peut néanmoins être et se porter héritier, sans estre sujet à rapport, et sans estre tenu des dettes, que pour le regard de sa part héréditaire.

Article CCLXXXIX

Avant qu'un testament soit réputé solennel, est requis qu'il soit écrit et signé de la main du testateur, ou passé pardevant deux notaires, ou pardevant un notaire et tabellion, en présence de deux témoins ; ou pardevant le Curé de la paroisse, ou son vicaire, reçu par le diocésain et un notaire ; ou pardevant lesdits curé, ou vicaire, et deux témoins ; ou pardevant la Justice du lieu ; ou que le testateur ait déclaré sa volonté en présence de quatre témoins ; iceux témoins idoines et suffisans, non légataires, et n'ayans intérêt audit testament. Et qu'iceluy testament

ait esté dicté ou nommé par iceluy testateur, aux notaires, tabellion, vicaire, Justice ou notaire, en présence de témoins ; et qu'il soit fait mention audit testament qu'il a esté ainsi dicté, nommé et releu.

Article CCXC

L'âge pour pouvoir faire testament est aux masles de 20 ans et aux filles de 18 ans accomplis, pour disposer de leurs meubles, acquests et conquests immeubles. Mais pour pouvoir disposer de leur naissant, faut qu'ils ayent atteint l'âge de 25 ans, tant masles que filles. Et où ils n'auroient aucuns meubles, ou conquests immeubles, ou qu'ilseussent si peu, qu'ils ne deussent venir en considération, ou n'eussent que propres ; lesdits masles âgés de 20 ans, et les femelles de 18 ans, comme dessus, pourront disposer de leur naissant, iusques à la concurrence de la moitié d'iceluy, tant pour œuvres pitoyables que pour autres causes raisonnables. Toutefois, où lesdits masles et femelles seroient mariés auparavant le dit âge de vingt ou dix-huit ans, pourront tester de leurs meubles, acquests et conquests immeubles. Et quant à leurdit naissant, tout ainsi que s'ils avoient atteint l'âge de vingt ou dix-huit ans, en la manière que dessus, et non autrement.

Article CCXCI

Homme et femme conjoints par mariage se peuvent advantager l'un l'autre par testament et ordonnance de dernière volonté, de tous leurs meubles et acquests immeubles, faits durant le mariage en propriété, et de la moitié

de leur naissant et acquests faits auparavant leur mariage en usufruit seulement, soit qu'il y ait enfans du dit mariage ou d'autre, ou non ; réservant toutesfois la dite légitime aux enfans.

Article CCXCII

Toutes personnes franches, mariées ou non mariées, ayant enfans ou non, peuvent disposer par testament de tous leurs biens meubles, et conquests immeubles, et de la moitié de leur naissant, à telle personne qu'il leur plaira ; réservée aux enfans la querelle du testament inofficieux.

Article CCXCIII

Toutesfois la femme ayant enfans de son premier mariage ne peut disposer par testament, et ordonnance de dernière volonté, ny autrement, au profit de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy aura esté donné par son premier mary en faveur de mariage, qu'elle doit, outre la légitime susdite, garder entièrement aux enfans dudit premier mariage. Mais si elle n'avoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir.

Article CCXCIV

Aussi le mary ne peut disposer par testament au profit de quelque personne que ce soit, au préjudice du choix que ladite femme survivante sondit mary voudroit faire, de partir contre les héritiers de sondit mary ; car nonobstant les legs faits par ledit mary de ses meubles ou héri-

tages sujets au dit choix, elle iouyra de la moitié d'iceux trouvés au jour du décès de sondit mary : sauf aux légataires leur recours contre les héritiers dudit mary.

Article CCXCV

Pareillement ne peut ladite femme disposer par testament des héritages acquis pendant le mariage, au préjudice de l'usufruit qu'auroit sondit mary la survivant, en la moitié d'iceux. Toutefois les légataires auront la propriété, avec laquelle sera consolidé l'usufruit après le trespas de sondit mary.

Article CCXCVI

Le légataire des choses mobilières ne peut de son autorité prendre les choses à luy léguées, ne soy en dire saisi. Mais est requis qu'elles lui soient baillées et délivrées par l'exécuteur du testament. Toutesfois la délivrance des legs immeubles ne peut estre faite par ledit exécuteur, mais par l'héritier seulement.

Article CCXCVII

L'exécuteur testamentaire, ayant accepté la charge de l'exécution dudit testament, inventaire préalablement fait des biens délaissés par le trespas dudit testateur, est saisi par an et iour desdits meubles. Toutefois où l'héritier dudit deffunt voudra promptement bailler deniers, ou délaissier meubles suffisans pour exécuter ce qui est liquide pour l'accomplissement du testament, luy sera le reste des meubles rendu. Quoi faisant, sera l'exécuteur chargé de

ce qu'il aura reçu ; et pour le surplus desdits meubles délaissés demeurera deschargé. Et néanmoins ledit héritier fournissant dès le commencement promptement deniers ou meubles, pour ce qui est liquide, peut empescher la confection dudit inventaire, auquel cas est ledit exécuteur chargé seulement de ce qu'il auroit reçu : et pour le surplus déchargé comme dit est.

Article CCXCVIII

Mais où le testateur auroit fait quelque legs particulier à ses héritiers présumptifs, délaissé le surplus de ses biens aux pauvres, ou pour les distribuer aux œuvres pitoyables. En ce cas le contenu en l'article précédent n'aura lieu : ains doit demeurer ledit exécuteur saisi iusques à l'entier accomplissement dudit testament.

Article CCXCIX

L'exécuteur d'un testament peut prendre par ses mains le legs mobilier à luy légué par le testateur et s'en peut dire saisi contre l'héritier. Mais si le testateur luy a légué quelque héritage, faut qu'il luy soit baillé et délivré par le dit héritier, ou par autorité de Justice, au défaut dudit héritier à ce appelé.

Article CCC

Les héritiers du deffunt sont tenus payer les debtes, obsèques et funérailles, et d'accomplir le testament : sinon au cas que par la coustume le survivant des deux con-

joint par mariage prend les meubles communs, lequel en ce faisant est tenu payer les debtes.

Article CCCI

Et où il y auroit divers héritiers, les aucuns des meubles, autres des acquests, et autres de naissant : chacun desdits héritiers est tenu au prorata de ce qu'il prend desdits biens, d'accomplir ledit testament, et payer les debtes du deffunt.

Article CCCII

Par ladite coustume aucun peut être légataire et héritier ensemble.

Article CCCIII

Celuy qui est légataire et héritier ensemble, ou celuy qui par ladite coustume emporte plus de la succession que ses cohéritiers, n'est chargé des dettes plus que lesdits cohéritiers, pour le regard de ce qu'il prend plus en ladite succession, si ce n'est pour les charges foncières, anciennement assignées sur l'héritage qui luy est advenu par ladite succession, ou prélegat.

Article CCCIV

Mais si lesdites charges avoient été constituées par père ou mère, sesdits cohéritiers seroient tenus en porter également chacun sa part et portion avec l'héritier et légataire, ou autres, qui prendront le surplus en la succession.

Article CCCV

L'héritier à plein, c'est-à-dire l'héritier simple, n'est

tenu d'acquiescer au testament dudit défunt, et iceluy accomplir, en ce que le testateur auroit disposé outre et par dessus ce qu'il luy est permis par ladite coustume.

Article CCCVI

Doit néanmoins l'héritier simple payer et acquitter toutes les dettes dudit testateur, lesquels seront compris les torts et dommages que ledit testateur déclarera par luy avoir esté faits à autrui, afin de les restituer et réparer en ses biens. Toutes lesquelles dettes seront en tous cas payées par ledit héritier simple et préférées ausdits legs, lesquels seront aussi payez par l'héritier simple : sinon qu'iceux legs excédassent le pouvoir et faculté donnée par ladite coustume audit testateur de disposer des susdits biens.

TILTRE TREIZIESME

Des bastards, aubains.

Article CCCXXXVI

Peuvent toutesfois iceux bastards par donation entre vifs, ou ordonnance de dernière volonté, disposer de leurs dits biens, particulièrement et universellement.

Article CCCXL

Aubains, qui sont entendus estre étrangers nez de païs qui ne sont de la Souveraineté de la Couronne de France, peuvent acquérir biens en ladite Cité et Ville de Rheims, Villes et Villages régis selon icelle ; et d'iceux disposer entre vifs, ainsi que bon luy semblera.

Article CCCXLI

Toutefois ne peuvent disposer par testament de leurs biens, sinon modérément pour leurs obsèques et funérailles.

TILTRE UNZIESME

Des successions et rapports.

Article CCCXVII

Les enfans venans à la succession de leurs père et mère, ayeul, ayeule ou autre ascendant, sont tenus de rapporter et mettre en partage ce qui leur a esté par eux autrement que par le prélegat ou préciput et avantage donné, soit en avancement d'hoirie, ou en faveur de mariage, ou autrement, ou moins prendre en ladite succession.

Article CCCXX

Toutesfois si les enfans, ausquels auroient esté donnez en avancement d'hoirie, ou en faveur de mariage, lesdits meubles et héritages, se veulent tenir à leur don, et renoncer à la succession, ils y seront reçeus, pourveu que la légitime soit gardée aux autres enfans.

Article CCCXXIV

Rapport n'a lieu en ligne collatérale, s'il n'est dit.

Article CCCXXV

En successions, testamens et autres dispositions de dernière volonté, les héritages délaissés en vertu d'icelles

se règlent selon la coutume des lieux où ils sont assis, et non selon les domiciles des personnes qui disposent, ou ausquels on succède, ou ausquels ladite succession est advenue, ou au profit desquels est disposé.

TILTRE NEUVIESME

Des droits appartenans à gens mariez,

Article CCXXXIX

Homme et femme conioints par mariage ne sont uns et communs en biens meubles, et conquests immeubles faits durant et constant le mariage ; ains le mary seul, sans l'advis et consentement de sa femme, en peut disposer comme et à qui bon luy semblera.

Article CCXL

Néantmoins après le décès dudit mary, est au choix et option de ladite femme survivante sondit mary, de partir contre l'héritier de sondit mary, ainsi qu'il sera dit cy-après, ou se tenir à ses douaire et apport, ou de soy tenir à l'ordonnance testamentaire de son mary.

Article CCXLII

La femme qui choisit partir par moitié entre les héritiers de son mary a et emporte la moitié de tous les meubles demeurez après le décès de sondit feu mary, son apport mobiliare demeurant confus à la totalité desdits meubles. Et outre ladite moitié prend hors part ses habits, qu'elle portoit le plus communément les Dimanches

et Festes, avec moitié de tous les acquests et conquests immeubles faits des deniers dudit deffunt, durant et constant le mariage en propriété ; et encore la moitié de tous les héritages qui appartenoient à sondit mary, au iour de son trespas, autres que lesdits acquests et conquests, pour en iour sa vie durant seulement, à la charge de les entretenir, et payer les charges foncières, comme usufruitière. Et est tenue aussi payer moitié des debtes, services, obsèques et funérailles de sondit mary, et non les legs testamentaires, dont les héritiers demeurent chargez ; sinon que lesdits legs fussent restitutoires, desquels elle seroit tenue payer la moitié. Et si reprend icelle veufve tous ses héritages de naissant ou propre.

Article CCLXI

La veufve qui s'est tenue à ses douaire et apport ne prend part aux acquests et conquests faits durant le mariage, mais appartiennent totalement aux héritiers de son mary.

Article CCLXII

La femme veufve, à laquelle son mary auroit fait par testament aucuns legs particuliers aura avec ses douaire et apport lesdits legs particuliers ; en faisant déclaration qu'avec lesdits douaire et apport, elle veut et entend avoir lesdits legs particuliers.

Article CCLXIII

Si sondit mary luy avoit fait legs généraux, ou universels, elle les pourra accepter, si bon luy semble. Mais en

les prenant sera forclosé, et privée desdits douaire, et apport mobilier, et prendra seulement ses héritages avec lesdits legs.

Article CCLXXVII

Le mary survivant à sa femme est seigneur de tous les biens meubles demeurez après le trespas de sadite femme, en quelque lieu qu'ils soient ; et luy appartiennent seul pour le tout : à la charge de payer toutes les debtes par luy faites et accreuës, tant auparavant le mariage que depuis iceluy, et restituer aux héritiers d'icelle femme l'apport d'elle, tel qu'il est déclaré cy-dessus, si elle n'en avoit disposé au profit de sondit mary ; et encore à la charge de l'inhumation de ladite femme, et avec ce à la moitié des conquests, tant feudaux que roturiers faits durant le mariage, qui luy appartient en tout droit de propriété et usufruit. Et lui appartient de l'autre moitié l'usufruit desdits acquests et conquests, pour en iouir sa vie durant, à la charge de tenir et entretenir ladite moitié, comme usufructuaire doit et est tenu faire, aussi d'aquitter les charges foncières.

TILTRE PREMIER

De la qualité et différence des personnes.

Article VI

Fils et fille de famille sont en la puissance de leur père, et n'en sortent qu'ils ne soient âgez de vingt ans, ou qu'ils ne soient mariez ou émancipez.

Article IX

Hommes et femmes âgez de vingt ans sont usants de leurs droits.

Article X

Homme et femme conioints par mariage ensemble, son reputez user de leurs droits quant à la poursuite, administration et disposition de ce qui est meuble, censé et réputé pour meuble ; sans pouvoir toutefois hypothéquer ou aliéner leurs immeubles iusques à l'âge de vingt-cinq ans.

Article XI

Hommes ou femmes non mariez mineurs de vingt-cinq ans, maieurs, sçavoir le mâle de vingt, et la femelle de dix-huit ans, ne peuvent disposer par disposition entre vifs de leurs immeubles. Peuvent toutesfois disposer par testament, comme est contenu cy-dessus.

Article XII

Femme mariée ne peut vendre, aliéner, ne hypothéquer ses héritages sans l'autorité et consentement de son mary peut toutesfois en disposer par testament sans ledit consentement et autorité, comme aussi est porté cy-après.

TILTRE SECOND

De la qualité et différence de biens.

Article XXVI

L'héritage laissé par un testateur à son enfant, ou autre son proche parent, ou lignager descendant, ou collatéral ;

soit par leg universel, ou particulier, ou par donation à cause de mort, en quelque manière qu'il aura esté accepté ou appréhendé, sortit de nature de naissant, si celuy légataire, ou donataire autrement devoit succéder audit testateur : sinon que par exprez ledit testateur luy eust particulièrement laissé et légué, pour estre acquest audit légataire ou donataire ; ou que ledit leg fut fait en rémunération d'aucun service, ou bienfait ; auquel cas, et chacun d'iceux, tel héritage est réputé acquest.

Article XXXII

Acquest est tout ce qui a été acquis par aucun, auparavant qu'il eut été marié, ou après la dissolution de son mariage. Comprend toutesfois en sa généralité ce mot, conquest, qui s'entend d'acquisition faite constant le mariage ; où toutesfois la femme n'a rien pendant ledit mariage, comme dit sera cy-après.

Article XXXIII

Héritage donné ou légué par testament à personne estrange, qui n'est enfant ou plus prochain habile à succéder au testateur, est acquet au donataire ou légataire.

Article XXXIV

Pareillement l'héritage donné, ou légué à une femme mariée par autre que ses père et mère, ou paréns, desquels elle ne seroit, ou ne devoit estre héritière, est acquest au mary aussi bien qu'à la femme : s'il n'estoit dit expressément par le testateur, ou donateur que tel héritage sera naissant à ladite femme.

TILTRE HUITIESME

*Des donations simples ou mutuelles et autres
dispositions faites entre vifs.*

Article CCXXXII

Chacun peut par donation entre vifs donner tous ses biens meubles, acquests et conquests immeubles, et la moitié de son naissant à personnes habiles, et capables, sauve et réservée la légitime à ses enfans. Excepté que deux conioints par mariage ne se peuvent donner l'un à l'autre entre vifs, sinon que les donations soient mutuelles.

Article CCXXXIII

Père et mère, ayeul ou ayeule, peut donner à l'un de ses enfans, venant ou non venant à la succession, telle partie de ses meubles, acquests et conquests immeubles, qu'il luy plaira, et l'avantager par dessus ses autres enfans; réservant toutesfois à iceux la légitime, selon la raison écrite. Et quant aux héritages estans de son naissant, ne peut en iceux advantager l'un de sesdits enfans plus que l'autre.

Article CCXXXVI

Femme ayant enfant de son premier mary, ne peut disposer par donation entre vifs, ny autrement, au profit de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy auroit été donné par son premier mary, en faveur du mariage; et le doit entièrement garder aux enfans du premier mariage. Mais si elle n'avoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir.

Article CCXXXVIII

Les héritages délaissés par vertu de donations, ou autres dispositions entre vifs, se règlent selon la coutume des lieux où ils sont assis. et non selon les lieux des domiciles des personnes qui en disposent.

TITRE DOUZIESME

De tuteur, curateur et gardien.

Article CCCXXIX

Toutes tutelles et curatelles sont datives. Toutesfois si par testament y a tuteur nommé, il sera confirmé, si les parens appelez pardevant le Juge. n'allèguent cause, que le testateur ait pu vray-semblablement ignorer.

II

Testament de Gaucher de Château-Porcien

(1112).

Datum per copiam in curia sedis Metropolitanæ remensis vacante, anno Domini M^oCC^o septuagesimo primo feria quarta ante nativitatem Domini. Magistri Jacobus de Attrebato et Reinerus de Passiaco, canonici et officiales Remenses, universis presentes litteras inspecturis. salutem in Domino. Noverint universi quod Dominus Guichardus de Castro pertuensi, canonicus Remensis Ecclesiæ, coram Martino de Cormissiaco, clerico fideli curiæ remensis ad hoc deputato, propter hoc personaliter constitutus, compos mentis suæ existens, considerans quod breves sunt dies hominis super terram, et quod nihil est certius morte, nihil autem incertius hora mortis, testamentum suum condidit et de rebus suis ordinavit in hunc modum. In primis legavit hospitali Beatæ Mariæ Remensis quadraginta libras Parisiensium ad emendum redditum pro pitantiis ad usus pauperum ipsius hospitalis divisum quolibet anno ibidem eodem die quo diem clauserit extremum. Item, decem libras domui leprosariæ sancti Lazari remensis ad emendum redditum pro pitan-

eiis ad opus Leprosorum et fratrum dictæ Domus, singulis annis eodem die ; hospitali sancti Dionisii remensis, centum solidos ; fratribus predicatoribus Remis, viginti libras ; fratribus Minoribus viginti libras ; fratribus ordinis Pœnitentium Jesu Christi, Remis, viginti libras ; Hospitali sanctæ Brigide de Mauberti fonte centum solidos Parisiensium ; Abbatissæ et Conventui de Præhella decem libras Parisiensium ; Abbatissæ et Conventui de Avenaio viginti libras ; Abbatissæ et Conventui de Argensoles viginti Libras ejusdem monetæ ; fratribus Vallis scholarium, Remis, viginti libras parisiensium ; sororibus minoribus ordinis sancti Damiani decem libras Parisiensium ; filiabus Dei, Remis, sexaginta solidos ; Bonis Pueris, Remis, sexaginta solidos parisiensium : Item, hospitali pauperum sancti Nichasii, Remis, sexaginta solidos ; hospitali de Deo medico, sexaginta solidos : Prioratui de Longua Aqua centum solidos. Item Conventui Sancti Dionisii Remensis quadraginta libras Parisiensium ad emendum redditum pro pitanciis ad opus personarum locorum prædictorum, singulis annis in perpetuum, ut jam dictum est, eodem die quo ipsum testatorem vitam finire contigerit, dividendis locis superius expressis et personis, secundum quod dicta legata declarata sunt superius et notata. Item legavit Prioratui Beatæ Mariæ de Castro Porcensi decem libras Parisiensium, et Prioratui Sancti Theobaldi centum solidos parisiensium ad emendum redditum pro anniversaria suo et anniversariis parentum suorum in ecclesiis dictorum Prioratuum quolibet anno faciendis.

Item legavit pauperibus villæ de Justine viginti libras parisiensium ; pauperibus villæ de Libera viginti libras parisiensium. Item pauperibus villæ de Sery decem libras ejusdem monetæ dividendas et distribuendas per manus Presbyterorum dictarum villarum, prout dictis Presbyteris et saluti dicti Testatoris visum fuerit expedire. Item legavit cuilibet Majoriæ septem Majoriarum infra fines potestatum, Remensis Ecclesiæ existentium, quas tenuisse dicitur, idem testator centum solidos Parisiensium distribuendos pauperibus cujus libet Majoriæ dictarum septem Majoriarum. Residuum vero aliud, deductis vel solutis dictis legatis, quod super fuerit vel excesserit, distribuetur vel erogabitur piis locis et personis per manus Religiosarum personarum Abbatis Sancti Dionisii Remensis et Prioris ejusdem loci, necnon Magistri Reineri de Paissiaco, canonico et officiali remensi, quos relinquit et instituit executores ad præmissa distribuenda et complenda, qui onus prædicti testamenti in se coram dicto clerico recognoverunt se suscepisse et susceperunt. Nec prætermittendum est quod idem Dominus Guichardus contulit jus conferendi duos capellantias, quas in Ecclesia Remensi fundavisse dicitur et redditibus de propriis bonis dotavisse easdem, decano remensi et ejus successoribus, volens et concedens quod collatio dictarum capellantarum pertineat ad dictum Decanum Remensem, qui pro tempore erit in futurum, eadem libertate, qua idem G. fundator earundem (easdem ?) conferre consuevit. In cujus rei testimonium presentes litteras ad petitionem

dicti domini testatoris fecimus roborari Datum et actum
anno Domini M^oCC^oX^o secundo, feria tertia post festum
Beati Remigii. (Cartulaire de l'abbaye de Saint-Denis de
Reims. Manuscrit n^o 1650 de la Bibliothèque Sainte-
Geneviève.)

III

Donation par Nicolas Guéryot à sa mère

(24 octobre 1588).

Fut présent en personne Nicolas Guéryot; filz de feu Jehan Guéryot et de Péronne Byermoy; ses père et mère, dem. à Reims, qui a dict qu'il a plusieurs foys requis ladite Péronne Byermoy de le mettre en religion en l'église et abbaye de saint Remy de Reims, pour en icelle abbaye y vivre comme religieulx, tant qu'il plaira à Dieu l'appeller de ce monde, et par ce qu'il convient faire plusieurs fraiz, tant pour sa vesture, entretenir aux estudes, faire recepvoyr les saincts ordres, que à chanter sa première messe, a supplié sadicte mère fournir auxd. fraiz, ce qu'elle luy a accordé, et pour la bonne amytié qu'il a et porte à sa d^e mère, et en considération desd. fraiz, recongnut ledict Guéryot, de son bon gré, qu'il avoit et a donné, ceddé et transporté, par ces présentes, à ladicte Péronne Byermoy, sa mère, à ce présente, stipulante et acceptante, par pur et vray don, irrévocable et sans espérance de rappel, tous et chacuns ses biens meubles et héritaiges, sans riens réserver, en quelques lieux qu'ilz soient situés et assis. Pour en joyr, faire et disposer, par laditte Péronne, comme de sa propre chose, et à tousiour, à la charge qu'elle sera tenue et a promis de faire et fournir à tous les frais dessus

dictz. Le présent don fait pour les raisons que dessus et que c'est son bon plaisir et vouloir de ainsi le faire, consentant le présent don estre insinué et enregistré part tout suyvnt l'ordonnance. Devesture et vesture faite pardevant nous notaires, et d'abondant promettant lesdictes parties, par leur foy, soubz l'obligation de tous leurs biens, à tenir, entretenir, garantir et accomplir ou contenu cy-dessus en renonçant etc...

Ce fut faict et passé à Reims, le vingt-quatriesme jour d'octobre mil cinq cent quatre-vingtz et huit, pardevant nous notaires royaulx, et a ledict Guériot signé en la mynute ; ladicte femme vesve a déclaré ne savoir signer.

Fut présente en personne Péronne Byermois, veuve de Jehan Guéryot, dem. à Reims, laquelle, suivant la réception qui a été faite de Nicolas Guéryot, filz desd. deffunct et vefve, pour religieulx en l'abbaye de Saint-Remy de Reims, a promis et promet, par ces présentes, de satisfaire, fournir et entièrement accomplir à toutes et chacunes les charges et conditions, contenues ès articles y devant escriptz, ce qui a esté stipulé et accepté, par nous notaires, pour les vénérables religieulz, prieur et couvent de Saint-Remy de Reims, et à ce faire, tenir, entretenir, fournir et acomplir au contenu cy-dessus, a ladicte Péronne obléigé ses biens, et sy a promis de bailler caution quant requise sera etc...

Fait à Reims le XXIX^e jour d'octobre mil cinq cent quatre-vingtz et huit, par devant nous notaires royaulx. La veufve a déclaré ne savoir signer.

(Aucune signature.)

**Acte de délivrance de legs par les exécuteurs
testamentaires de Nicole Guéryot
(16 juillet 1591).**

Furent présens en personnes vénérables et discrettes personnes M^{re} Regnault Guéryot, diacre, chanoine de l'église Notre-Dame de Reims, Regnault Hubert, prêtre, chanoine en l'église Sainte Balsamye, autrement dicte Saincte Nourice, honorable homme M^{re} Gilles Le Lorain, esleu de Reims, ès noms et comme exécuteurs du testament et ordonnance de dernière volonté de feu M^{re} Nicole Guéryot, vivant prêtre, curé de Sainct Martin et greffier des chapelains de l'Eglise de Reims, et naguères chanoine en icelle église, d'une part,

Et Honoré Camuset et Gilles Gravier, coustres de lad. église Saint-Martin dud. Reims, commis et desleguez par les paroissiens d'icelle église par conclusion du quatorziesme jour de ce moys de juillet, laquelle sera en fin de ces présentes inséré, d'autre part,

Disant lesd. parties que led. deffunct Guéryot, par son testament et ordonnance de dernière volonté et escript et signé de sa main, en date du second jour de mai mil V^e quatre vingtz neuf, ayt entre autres choses, laissé et

donné, à lad. église Saint-Martin, la somme de vingt escus soleil à la charge d'un obit, tous les ans, le jour de son decez, ou le plus près que faire ce pourra, et à la charge de dire par le curé ou prebtre célébrant la messe le dimanche, au devant du grand autel, après l'eau béniste esparse, le speaume (sic) de *de profundis* et une oraison *pro defunctis sacerdotibus parentibus et amicis*, et qu'il sera délivré aud. curé ou prebtre qui célébrera led. obit, chacun an, dix solz et au magister, cinq solz, lequel legs a esté accepté par lesd. paroissiens auxd. charges, ainsy qu'il est porté par lad. conclusion. A ceste cause, ont lesd. exécuteurs baillez et délivrez auxd. Camuset et Gravier; coustres, lad. somme de vingt escus soleil, en unze escus d'Espagne, en testons, quarz d'escus et franz de Roy, comptez, nombrez et délivrez actuellement et par effect, par led. Le Lorain, auxd. Camuset et Gravier, qui les ont receu, à la charge et condition que lesd. paroissiens, et leurs successeurs après eulx, seront tenus, et ont led. Camuset et Gravier esd. noms promis et promectent, suyvant l'intention dud. deffunct, de faire dire, chanter et célébrer, par chacun an, à perpétuité, led. osbit, qui est de vigilles et messes de *Requiem* haultes et à nottes, avec *de profundis* et prières devant dictes. Et à commencer led. obit, pour la première fois, le dix-huitiesme jour du moys de juillet et continuer à l'advenir à perpétuité, et par chacun an le vingt unyiesme jour de juing, jour du decez dud. deffunct Guéryot, ou le prochain et commode jour suyvant. Et ad ce faire, tenir, entretenir, ont led. Camuset et Gravier esd. noms, et en

vertu de lad. conclusion, obligé et obligent, par ces présentes, tout et chacun les biens et revenuz de la fabrique de lad. église. Et a esté accordé que lesd. exécuteurs pourront faire poser et asseoir, près du grand autel, une pierre ou lame de cuyvre en laquelle sera escripte la présente fondation. Et est la conclusion dessus, demeuré ès mains de Angier, l'un desd. notaires, de laquelle la teneur ensuyt :

L'an mil cinq cens quatre vingtz onze, le quatorziesme jour du moys de juillet, M^e André Bailly, prebtre, curé de Saint-Martin, Honnoré Camuset, Gilles Gravier, et Anthoine Pommier, coustres de l'église paroissiale de Saint-Martin de Reims, et Nicolas Mothe, Claude Petit, Estienne Deniset, Poncelet, Poulonceau, Luc Le Large, M. Ambroise Péricart, Jehan Couvers, Guillaume Roze, Gilles Barré, Nicolas Potier, Gilles Chopiton, Claude Chamelot, et plusieurs autres, tous paroissiens de lad. église, convoquez et assemblez pour les affaires de lad. paroisse à la fin de messe paroissiale chantée à lad. église, après lecture faite en leur présence de l'extrait du testament de feu M^e Nicol Guéryot, naguère déceddé, luy vivant curé de lad. église, par lequel il auroit légué et ordonné estre donné à la fabrique de lad. église la somme de vingtz escus soleil, à la charge d'un obit, tous les ans, le jour de son décez, ou le jour plus proche que faire se pourra, et à la charge de faire dire par le curé, ou prebtre célébrant la messe paroissiale, le jour de dimanche, après l'eau béniste esparses, au devant du grand autel, le spolme (sic) de *de profundis* et une oraison *pro defunctis sacerdotibus parentibus et*

amicis et qu'il sera délivré aud. curé ou prebtre qui célébrera led. obit, chacun an, dix solz et au magister cinq solz, concluz a esté que led. legs sera accepté par lesd. paroissiens, pour lad. fabrique et pour en passer contract par notaires royaulz sont denommez, commis et desléguez lesd. Honnoré Camuset, Gilles Gravier et Anthoine Pommier, coustres de lad. église, ou les deux d'isceulx, auxquels ilz ont donné et donnent pover d'accepter led. leg et pour l'accomplissement dud. obit à perpétuité, obliger tous et chacuns les revenuz de lad. fabrique, recepvoir lad. somme de vingt escus, du receu eulx eu tenir pour contans et en bailler quittance au nom desd. paroissiens, en l'acquit et descharge des exécuteurs testament dud. deffunct et de tous autres qu'il appartiendra.

Signé : A. Bailly, Camuset, Gilles Gravier, Petit, Mothe, Anthoine Pomyé, Gilles Bara, Luc le Large, Marius Robecque, J. Roze, Jehan Buisset, Nicolas Cotizeau, Pierre Mangnan, E. Deniset, Pierre Gilbault, Jehan Sirot, Jeh. Nouvyon, J. Chopiton, Poncelet, Loryet, Péricart, Chamelot et G. Michel.

Ce fut fait et passé audit Reims, le seiziesme jour de juillet l'an mil cinq cens quatre vingt onze par devant nous notaires royaulx en Vermandois, dem. à Reims, soubzsignés, et ont les parties signé ces présentes suivant l'ordonnance du Roy.

P. Angier, N. Bonnestrayne, G. Lelorain, R. Hubert, Honoré Camuset, R. Guériot, Giel Gravié.

Testament de Perette Bignicourt

(19 octobre 1624).

« Pardevant nous notaires du Roy, nostre sire, héréditaires au baillage de Vermandois, demeurans à Reims, soubsignez, fut présente en sa personne Perette Bignicourt, vefve de feu M^e Nicaise Marlot, vivant docteur en médecine, demeurant audict Reims, sur la paroisse de la Magdelaine, estante en bonne santé, non mallade, revestue de ses habicts, allant et venant, ayant bon sens, mémoire et sain entendement, ainsy qu'il est apparu à nous notaires, considérante en elle que briefs sont les jours de toutes créatures humaynes en ce monde mortel, que la mort est certaine et l'heure d'icelle incertainne, non voullante mourir *intestat*, pour ces causes a faict son testament et ordonnance de dernière volonté, en revoquante, cassante et adnullante tous autres testaments qu'elle pourroit avoir par cy devant faictz, voullante cestuy avoir lieu et sortir effect, tant de droict que de coustume comme sensuyt :

« Premyer, a recommandé et recommande son âme à Dieu, son père et son créateur, aux pryères et intercessions de la bienheureuse Vierge Marye et de toute la cour céleste de paradis.

« Veult ses debtes estre payées et acquictées par tout où il appartiendra par les mains des exécuteurs de son présent testament.

« Désire après son trespas son corps estre inhumé et enterré en l'église de St-Pierre le Vieil, au lieu ou au plus près que ses feuz père et mère sont inhumez, et que à la conduite de son corps en la terre soyent invités et conviés les curés et prebtres habitez des dictes églises de St-Pierre et de la Magdelaine dudict Reims, les religieux des quatre ordres des mandiens, et pères minimes dudict Reims.

« Et pour révéler les croix qu'ils soyent portés et allumés quatorze torches du poid de deux livres de cire jaulne chacune torche, et six cierges d'un quarteron chacun.

« Veult le jour de son trespas, sy faire ce peult et auparavant mettre son corps en la terre, il soit dict, chanté et célébré en ladicte église dudict St-Pierre son service principal de vigille à notte, trois messes haultes, grande et petite recommandise, et que son dict corps soit posé sur deux tréteaux au meilleu du chœur de ladicte église pendant que l'on chantera ledict service. Et sy on ne peult ledict jour faire ledict service entièrement, il soit dict les vigilles seullement ou ses parens et amys assisteront, et le lendemain les trois messes haultes, grande et petite recommandise ou ses dictz parans et amys assisteront comme dict est.

« Veult ledict jour de sondict service principal estre dict et célébré douze messes basses de *Requiem* en ladicte église dudict St-Pierre.

« Item veult qu'il soit donné et aulmosné aux pauvres ledict jour dix livres tz.

« Item veult son anniversaire estre dict, chanté et célébré en ladicte église de la Magdelaine, de vigille à notte, trois messes haultes, grande et petite recommandise et douze messes basses de *Requiem*, et que lesditz jours il soit pareillement donné et distribué aux pauvres honteux et nécessiteux six livres tz.

« Item veult au bout de l'an de son trespas ung service de vigille à notte et trois messes haultes, grande et petite recommandise, estre dict en ladicte église dudict St Pierre le Vieil pour le salut et repos de son âme.

« Item veult et ordonne estre dit et célébré en l'église dudict St-Pierre le Vieil une messe basse de *Requiem* par chacune sepmaine, ung an durant, en tel jour qu'elle deceddera, pour le salut et repos de son âme et de ses amys trespasés.

« Item veult et ordonne estre dict, chanté et célébré, en chacun couvent des dictz mandiens et pères minimes dudict Reims, ung service de vigille à notte, trois messes haultes et recommandise.

« Item a donné et légué, donne et lègue à ladicte église dudict St-Pierre, la somme de vingt cinq solz tournois et deux torches, pryant les coustres faire recommander par le curé son âme aux pryères des paroissiens.

« Item à l'église de la Magdelaine la somme de trente solz et quatre torches pour estre aussy recommandé aux pryères des paroissiens, comme dessus est dict.

« Item à chascun couvent desdicts mandiens et pères minimés, une torche.

« Item ès églises de Gueux, Chamery et Villiers Allerand, à chacune, une torche.

« Item ladicte testateresse a donné et légué, donne et lègue, à domp Guillaume Marlot, son fils, pryeur en l'abbaye St-Nicaise dudict Reims, bachelyer en théologie, la somme de cent cinquante livres tournois, pour luy estre baillé et délivré lorsqu'il passera docteur en Ste théologie, pour laider à faire les fraiz de son doctorat, laquelle somme elle veult estre mis ès mains de l'un des exécuteurs de son dict testament pour luy estre baillie et fournye comme dict est.

« Item a donné et légué, donne et lègue à Jehan Marlot, son fils, pareille somme de cent cinquante livres tournois, pour aider à faire les fraiz de ses nopces ou aultre estat qu'il voudra prendre, et ce oultre la somme de deux mil trois cens livres tournois qu'elle veult et ordonne qu'il preigne par préciput et prélegat auparavant que faire aucun partage de ses biens, pour son mariage et habictz pour l'égaller aux mariages que la testateresse a faict à ses aultres enffans mariés.

« Plus veult et ordonne qu'il soit luy faict et donné ung acoustrement complet de manteau, haut de chausse, bas de chausse, et pour point de belle estoffe, avec ung chapeau pour porter le deuil de la testateresse.

« Item veult et entend ladicte testateresse que tous les vestemens, manteaux, acoustremens et linges qui sont en

sa maison à l'usage dudict Jehan Marlot, son filz, tant neufz que vieux, luy soyent donnés et venduz comme chose à luy appartenant, sans qu'il soyt tenu pour ce rapporter ou moings prendre en sadicte succession.

Plus ladicte testateresse a dict et déclairé que ledict Marlot, son filz, a faict plusieurs affaires pour elle par son commendement, receu argent, donné quictance de tout, desquelles choses ledict Jehan Marlot, son filz, luy a vendu bon et fidel compte à son contentement, pour quoy ne veult et n'entends ladicte testateresse que ledict Marlot en soit cy après aulcunement inquiété, recherché, ny querellé en quelque sorte et manière que ce soit par ses héritiers et l'en a ladite testateresse quicté et deschargé par le présent son testament.

« Item veult ses confrairies de Messieurs St-Fiacré et de St-Nicolas de Tolentin soyent acquittées.

« Item ladicte testateresse a dict et déclairée que deffunct Symon Bignicourt, son père, luy avoit cy devant fait don des six partz, les sept faisant le tout, d'une maison scize à Reims, rue de la Buchette, royé Mme Claude Marguin, d'une part, et Philippe Marlot, d'autre, à la charge entre aultre chose de bailler à Agathe Marlot, femme de Guillaume Regnart, fille d'elle testateresse, la somme de trois cent livres tz, desquels six partz de maison ladicte testateresse en auroit esté évincée par arrest de Nosseigneurs de la Cour de Parlement, et au cours d'icelles poursuittes quy ont esté faictes pour raison desdictes six partz de maison, elle a payé et desbourcé au moins la somme de deux

mil quatre cent livres; et néantmoins elle n'en peult jamais retirer au plus qu'environ la somme de sept cens cinq à six livres tournois, tellement qu'elle a eu de pure perte en icelle donation dix sept cens livres tournois ou environ, ce quy ne luy fut arrivé, d'autant qu'elle vouloit quicter à ladicte donation par l'advis de ses frères et seures, n'eust esté que ledict Regnart, son gendre, quy l'a toujours sussité et grandement importuné à plaider, luy baillant à entendre qu'elle viendrait à bout de ses parties, et qu'elle ne devoit quitter à ladicte donation, cause pourquoy au cas que ledict Regnart, sa femme ou leurs successeurs ou ayans causes veuillent cy après faire aucune recherche ou poursuite dicelle somme de trois cens livres tournois, celle testateresse veult et entend que ladicte somme de trois cens livres tournois, ors que non deub, soyt payé à prendre sur les deniers à elle adjudgé par ledict arrest d'éviction, mais en ce cas elle veult que Marye Marlot, femme de Jehan Champenois, et ledict Jehan Marlot, enfant d'icelle testateresse preignent chacun d'eulx sur ses meubles et acquistz pareille somme de trois cens livres tournois, ensemble toute telle et semblable somme chacun d'eulx que ledict Regnart et sa femme en pouvaient prétendre et avoir pour l'intérêt desdictz trois cens livres tz, dont ledict feu Symon Bignicourt avait chargé ladicte testateresse vers ladicte Agathe Marlot, femme dudict Regnart, par le moyen du legs desdicts six partz de maison, dont et de quoy ladicte testateresse, tant pour les causes et raisons que dessus que pour

ce que aultrement est son bon plaisir et volonté, a faict et faict, par ce présent son testament, don et legs ausdictz Marye et Jehan Marlot, ses enffans ou leurs héritiers et ayans causes, au cas qu'elle précédât lesdictz Marye et Jehan Marlot ou l'ung d'eulx, et ce par préciput et prélégat, sans qu'ils soyent subjectz à ce regard de mains prendre, ne rapporter aucune chose à sa succession.

« Item ladicté testateresse a déclaré que cy devant elle c'est obligée par cédulle et promesse du dixneufiesme febvrier mil six cens treize, sollidairement avec ledict Guillaume Regnart, son gendre, en la somme de six cens livres tournois en principal, dont ils ont promis passer contract par devant notaires royaulx, quand requis en seront, et ce pour faire faire plaisir audict Regnart, et soubz son desdomagement à elle par luy baillée ledict jour, par lequel il a recongnu, comme la vérité est, qu'il a eu seul à son proffict ladicté somme de six cens livres. C'est pourquoy ladicté testateresse veult et ordonne que sy elle ou les siens sont contrainctz de payer quelque chose en principal, arréraiges ou fraiz, que lesdictz Marye et Jehan Marlot, ses enffans, prennent par préciput et prélégat, sur les biens meubles et acquistz de ladicté testateresse, chacun pareille somme que celle quy auront esté payés par ladicté testateresse ou les siens de ladicté rente, sans desroger touteffoys à l'action que ladicté testateresse et les siens ont contre ledict Regnart en vertu dudict desdomagement signé dudict Regnart, lequel à cest fin et pour la conservation d'icelluy, elle a mis entre les mains de

nous notaires, signé en bas d'icelle testateresse pour estre attaché à la minutte du présent son testament qui est par devant Taillet, l'un des notaires soubzsignez.

« Aussy ladicte testateresse déclare qu'en l'année mil six cens dix-huit, ledict Regnart, son gendre, a faict ung voyage pour elle en la ville de Paris, pour y solliciter le procès de la maison à elle légué pour les six partz dont les sept font le tout, par ledict feu Symon Bignicourt, son père, pour lequel voyage elle luy a mis ès mains, en diverses foys, la somme de trois cens livres tz, de laquelle il ne luy a rendu aucun compte, ne donné quittance des salaires et fraiz dudict voiage, et pourtant elle veult et ordonne que sy ledict Regnart répète quelque chose des salaires, frais et despens dudict voyage ou des aultres précédans voyages qu'il a faict pour ledict procès, dont il est d'ailleurs payé et satisfait, que lesdicts Marye et Jehan Marlot, ses aultres enfans, ayant aussy et preignent, par préciput et prélegat, sur ses meubles et acquestz, parreille somme pour chacun d'eulx, de trois cens livres tz, dont audict cas elle leur en faict don et legs.

Pareillement ne veult et n'entend aussy ladicte testateresse que lesdictz Jehan Champenoys et Jehan Marlot puissent demander ne répéter aucune chose des voyages qu'ils ont faict audict Paris pour le mesme procès que dessus.

« Pour lequel présent testament accomplir et mettre a exécution, de poinct en poinct, selon sa forme et teneur, ladicte testateresse a nommé et esleu pour exécuteur

d'icelluy honorable homme Jehan Mercier, marchand, demeurant audict Reims, son nepveu, et ledict Jehan Marlot, son fils, ausquelz et à chacun d'eulx elle a donné et donne pouvoir et puissance de ce faire ; en soubzmectant en leurs mains tous et ungs chacuns ses biens quelconques, jusques à l'entier accomplissement d'icelluy ; lequel a esté dicté et nommé par ladicte testatøresse et à elle leu et releu par l'ung de nous notaires, l'autre présent, après laquelle lecture faicte, elle a dicte le voulloir ainsy, et telle estre sa dernière volonté.

« Ce fut faict au logis de ladicte testatøresse, après midy, le dixneuvième jour d'octobre l'an mil six cens vingt quatre, et a signé.

« Signiffyé le scel suivant lecdict.

« Signé : Perette Bignicourt, Brisset et Taillet, notaires.

VI

Testament sous seing privé Coquault

(13 novembre 1669).

« Au nom du Père et du Filz et du St Esprit, ung seul Dieu que j'adore,

« Moy Oudart Coquault, bourgeois de Reims, ayant en considération comme il a pleu au Seigneur m'oster deux femmes et que lors que moy et elles avons moins esté en défiance de la mort, quoy que souvent et journallement en parlions.

« La première, Barbe Habert en a esté surpris en huict heures de temps le 20^e avril 1640, et Marie Rogier la seconde le 25^e may 1660 en moins d'une journée, quoyque véritablement l'une et l'autre fussent au lict malades, la première 18 jours auparavant et la seconde trois jours scullement, mais sans défiance de telle surprise.

« Enfin le Seigneur m'ayant ainsi réduit et n'ayant personne à quy je puisse dire mes dernières intentions, en la creinte de telle surprise, joinct que la mort surprend tousjours, et pour les pouvoir dire de propos plus délibéré, j'ay pris résolution, ayant premièrement invoqué l'ayde du Seigneur, pour me donner sapience, d'escripre chose qui luy soit agréable, et en ceste confiance de sa miséricorde,

« Premièrement en toute soubmission d'esprit je luy recomende ma pauvre âme les larmes aux yeux, le suppliant qu'elles soient aussy en mon cœur et qu'elles luy soient agréables, que plain de pechez et d'iniquité il me fasse miséricorde, et que son précieux sang respandu pour tous ceulx qui croient en luy ne soit infructueux pour moy, confessant n'avoir jamais rien faict digne ny capable d'apaisier son courroux, le suppliant encore par la grandeur de son saint nom vénérable de Jésus, devant lequel toub fléchit, comme Médiateur pour tous les homes vers le Père éternel, il le soit aussy pour moy pauvre pescheur, auquel seul j'ay espérance que par le méritte de son sang il oubliera en fin tous mes peschez.

« Pourquoy je prie la bienheureuse d'entre toutes les femmes la Vierge Marie, mère de Dieu, Saint Michel et tous les saintz anges qui louent et bénissent le Seigneur, les saintz patriarches et prophettes, le grand St Jehan précurseur du Seigneur, les bienheureux apostres St Pierre et St Paule, et tous les douze aux quelz le Seigneur a donné toute puissance de lier et deslier et lesquelz assiz jugeront les douze tributz, le bienheureux St-Estienne premier martyr et tous les saintz et saintes qui sont en la fosse du Seigneur, qu'il leur plaise prier ce seul Médiateur du genre humain, Jésus-Crist, qu'il luy plaise me restablir en l'héritage de son royaume que j'ay perdu mil et mil fois par l'adhérence que j'ay eu en mes volontés délaissant les siennes sans foy et avec impiété, dont en la grande détresse de mon âme j'ay mil remord d'avoir adhéré,

espérant toujours pourtant en son infinie miséricorde.

« Le suppliant que j'ay ceste grace mourant de manger sa chaire et boire son sang par ce qu'il a dit qui la mangera et le boira ne mourera poinct et que come il vit à cause de son perre que celuy qui la mangera et boira vivra à cause de luy, et que cela faict je puisse par sa mesme grace de vive voix et en espérance dire ce cantique admirable de St Siméon *Nunc dimittis* et ainsy expirer et luy rendre sanctifié ce que il aura sanctifié, en cela j'espère son saint repos. *Amen*.

« Aiant ainsy passé, je désire mon corps estre inhumé au cimetière de S. Simphorien avec ma femme Marie Rogier et que à ceste fin la tumbe de marbre que je luy ai faict poser soit levé et aussy tost remis en la forme qu'elle est à présent.

« A mon enterrement je désire que M. le curé et les habitez de l'église de S. Simphorien y soient appelez avec les Pères Cordeliers et qu'ilz portent mon corps en terre et que de l'heure de mon decez jusque à mon enterrement il y ayt ung religieux de leur maison pour prier près de mon corps selon la pieuse tradition de nos devanciers ; que on fasse douze torches pour honorer les croix de deux livres pièce, et six cierges de deux livres pour mettre sur les aultelz et que l'on n'y mette armoiries et spécialement point de testes de mors. »

« Que lesdites douze torches aussy tost le grand service chanté, il en soit donné quatre à la fabrique du Chapitre de S. Simphorien, quatre à la paroisse dudict S. Simpho-

rien, et à chacune fabrique quatre livres d'argent, priant Messieurs du Chapitre que le dimanche que Monsieur le curé fera les recommandations aux paroissiens pour prier Dieu pour moy en la manière accoustumée, que Monsieur l'officiant en la messe ledict jour, dient les prières qu'ilz ont accoustumée pour les deffunctz en tel cas ou à telle autre heur et jour qu'ilz trouveront à propos, remettant cela à leur volonté.

« Pour les quatre aultres torches deux seront donnez après l'anniversaire faict aux Pères Cordeliers et quatre livres d'argent, et les prie de prier Dieu pour moy selon leur dévotion. Oultre je désire qu'il soit dict les vigiles des mors en leur église et le lendemain ung service come ilz le font en tel cas, et que pour ce leur soit donné rétribution come elle se faict en pareille cas oultre les quatre livres d'argent et torches cy dessus dict.

« Que les deux aultres torches soient donnez à l'église de Villers-Allerant avec trente solz et que Monsieur le curé soit requis de semondre un jour de dimanche en son prosne ses paroissiens de prier Dieu ainsy qu'ils prient pour leurs paroissiens décedez.

« Le restant sera à la miséricorde de Dieu auquel j'espère touchant mes six enfants, scavoir Jehanne, de mon 1^{er} mariage touchant ce que j'ay eu de feu Barbe Habert, sa mère, qui luy appartient. Son contract de mariage avec M. Tilquin, son marit, passé en novembre 1660, pard. J. Rogier, règle cela, à quoy il faut s'arrester et au compte faict le 26 octobre 1669 par dev. led. J. Rogier. Pour les

cinq aultres de mon second mariage qui sont Gérard, Simon, Jehanne, Marie et Jaqueline, j'ay eu de feu Marie Rogier, leur mère, 4.000 l. en mariage, 500 l. ou environ de joiaulx et quelques habitz de 300 ou 400 l. Jay achepté de son temps moictié des Loges Coquault 2.000 l., la maison de Chigny que j'ai vendue 850 l., une vigne à Chamery de 3 homées lieudict au chemin des Vaches, que j'ay vendue 150 l. la pièce comme elle est environ l'année 1661, la vigne de la Charme à Villers-Allerant, qui vault à présent 400 à 500 l. contient 7 homez, en toutte 3.400 l. ou 3.500 l. ou 4.000 l. pour le plus, qui sont 2.000 l. pour leur part avec environ 5.000 l. de son apport, tout cela ne vault que 7.000 l. au plus.

« Néanmoins pour bonnes raisons je veux qu'ilz prennent chacun 1.500 l., qui sont 7.500 l. qu'ilz prendront avant Jehanne Coquault leur seure, femme de Monsieur Tilquin, après bien entendu qu'elle aura pris ce qui est rapporté par son contract de mariage et au compte faict le 26^e octobre dernier dont est cy devant parlé; et d'autant que par son susdict contract de mariage elle a usé le revenu de ce qu'elle avoit de feu sa mère pour son entretien et nourriture, et considérant que mes 5 enfans du second mariage ne possèdent chacun que 1.500 l. et ne peuvent despenser de droict davantage pour leur dict entretien et nourriture que le revenu desdictz 1.500 l. et ladicte Jehanne Coquault avoit de sa mère 4.000 l.

« Or, pour raison de père, sans en dire d'aultres, je veux que par forme de récompense pour ce chef elle preigne

six centz livres après que ses dictz frères et sœurs en auront chacun pris lesdictz 1.500 l. ; et puis generallement ce qui restera en ma succession de telle nature que ce soit, ilz le partageront esgallement en six partz, mes debtes préalablement paieez et les charges du présent mon testament.

« J'avois 600 perles des braceletz que j'avois donné à ma femme Marie Rogier qui sont remplacez au moien de 500 l. de joiaulx que je aloue à mes enfans les siens. J'en ay donné 100 à chacune de mes filles, les aultres 200 sont pour Gérard et Simon, qui leur seront donnez lorsqu'il sera à propos pour chose utile et nécessaire.

« Oultre je donne à Gérard et à Simon tous mes livres generallement, compris quelque Mémoire historique de ma main, toutes mes armes, et la pertuisanne couverte de velours vert pour Gérard seul, qui n'entrera en partage.

« Cy devant Monsieur Tilquin a pris une paire de pistoletz et qui sont à son usage, je luy donne.

« Je donne aussy à Gérard mon horloge de cuivre emboitté dans une boitte couverte de cuire, laquelle vient de mon ayeul Nicolas Coquault, et une bague d'or venante de mon ayeulle Jehanne Ancelet, sa femme, ou y a une pierre appellée turquoise, l'ung et l'aultre que mon oncle le conseiller Coquault a gardé pour le respect de leur mémoire, lesquelz pour le mesme respect j'ay achepté de ses héritiers ».

« Je donne à Simon Coquault deux vieux escus d'or lung de Philippe de Valois, venant de Marier Rogier, sa

mère, et ung aultre de Charles cinquiesme que j'ay achepté, ma tasse d'argent appelée taste vin, des heures antiennes fermants avec agrafe d'argent venantes de la famille de Messieurs les Marlotz, et toutes les pièces d'argent et antiquailles qui sont en ma cassette, à l'exception de 70 ou environ prix de Loreinne valentz 3 solz 9 deniers, prix que je veux estre également partagé entre mes six enfants.

« Il y a dans ma dicte cassette une chesne d'or avec la croix qui y est attachée valant environ 90 l., j'en donne la moictié audict Simon et l'aultre moictié à Perette Tilquin, ma petite fille qui leur sera gardé pour estre convertie en temps à propos à quelque meuble propre à leur usage.

« Je donne à Jehanne Coquault, femme de Monsieur Tilquin, une douzeinne de serviettes à choisir dans les miennes.

« Et pour la douzeinne de finnes que j'ay faict faire en partie du fil filé par Marie Rogier, ma femme, lesquelles sont encore en pièce, je la donne à Jehanne Coquault sa fille, et aussy je luy donne ma casette de petit point avec le pied que de longtemps luy ay promis.

« A Marie et à Jaqueline Coquault, je leur donne mes deux salières d'argent sans toucher au pot d'argent que feu ma belle-mère a donné à Jacqueline, sa fillieulle, que j'ay vendue et dont le prix est rapporté dans l'inventaire de ses biens que je veux luy estre aussy donné.

« De long temps j'ay presté à mon frère une aiguière d'argent de laquelle il se sert, je luy donne et le prie l'avoir agréable.

« Je veux que tous habitz, linge, cofre qui sont à l'usage particulier de chacun de mes enfans, demy ceint d'argent, leur demeure sans entrer en partage, et que les habitz qui se feront pour faire le dueille de moy selon l'usage ordinaire, que ce soit chacun à leur despens et que ceste despense ne se preigne à la masse : les majeurs feront telle despence pour cela qu'ilz voudront, et les petitiz à la conduite de leurs parents.

« Ma belle-mère me devoit 9.000 l. remboursé pour elle à Châlons et à Chasteau-Thierry, je suis païé de cela tant du prix de ses meubles et vins de la récolte de 1667, estant décédée durant la vendange de ladicte année, que de la moictié de la maison rue des Marmouzetz, vendue les pris et contractz que j'en ay retiré, et mon livre vert mesme l'inventaire de ses biens faict de l'aucthorité de Messieurs les eschevins en donne pleine instruction. Et pour le revenu de l'apport de ma femme Marie Rogier, je ne veux que ma succession en soit chargée, ny aussy du revenue du bien de feu ma belle-mère, dont j'entens et veux en jouir tant que mes enfans soient majeurs ou mariez, chacun à leur tour despensant au delà beaucoup plus pour leur nourriture et entretien que ce revenu ne vault ; et le principal revenu conciste en leur vigne, l'année dernier 1668 par le Mémoire que j'ay faict des fraiz, façons de vigne et de tout le restant, et du prix de la vente du vin, je n'ay pas ung sol de reste et mon travaille d'ung an pour ce subject perdue. Et aussitost leur majorité ou mariage ilz jouiront chacun pour leur part dudict revé-

nue, conseillant pour diviser ce bien pour leur plus grande utilité attendre qu'ilz soient tous majeurs ou mariez ; et par le compte que j'en faictz, tous les ans de leur revenue se trouvera que leur despens et nourriture excède de plus de moictié ledict revenue, et ainsy come bon père je les nouris et entretiens de mon bien et de mon travaille.

« De tous mes aultres meubles ce qui se trouvera estre util pour l'usage de l'ung ou l'autre de mes enfans, il ne les fault pas vendre, mais les estimer raisonablement par amis à ce apelez. Comme aussy si il arrivait que deux ou trois voulussent avoir ung mesme meuble, je leur defends expressement les aigreurs ny querelles pour ce subject et qu'un amis commung l'arbitre à prix raisonable à celuy qu'il trouvera plus à propos.

« Et pour conclure de ces miennes dernières voluntez, je leur recomende très expressément et aultant que je puis je leur deffend et comende de porter ce respect à ma mémoire que pour tel différend qui puisse naistre entre eulx pour le subject de ma succession de ne point pleider, mais de prendre des amis comuns dont ilz convienderont pour les accorder et en juger sans forme ny figure de procez et ce qui sera par eulx jugé et arbitré tienne come arrest de cour souverainne.

« J'ai deux pourtraictz de moy, l'ung en ma jeunesse et l'autre faict ceste année, Gérard Coquault en prendra l'ung à son choix et l'autre ce sera pour ma fille Jehanne Coquault l'aisnée, et pour le pourtraict de feu Monsieur Rogier que j'ay faict copier sur l'original, lequel

estoit père de mon beau-père, je le donne à Simon Coquault, mon fils.

Et pour mettre mon présent testament à exécution, je prie mon frère, maistre Simon Coquault, prebtre, chanoine de Reims, et conseiller au Présidial, et mon gendre Monsieur Tilquin d'en prendre la charge, les priant, aultant que faire se pourra, de ne mettre mes enfans, particulièrement mes filles, en aulcune maison de communauté pour y estre en pansion, mais chez des parents ou amis, à leur prudence selon le bien qu'il se trouvera qu'ils pourront posséder et en lieu pour donner à leur jeunesse par bons exemples de fortes impressions pour se jeter à toutes sortes de bonne vie, meures et discipline. A cest effect pour l'exécution du présent mon testament, je leur cometz tous mes biens.

« Faict en ma maison à Reims le troiziesme jour de novembre mil six cents soixante et neuf et ay signé après avoir leu et releu plusieurs fois ledit présent mon testament et l'avoir trouvé selon mon intention.

O. COQUAULT. »

« Et le huictième jour de mars mil six centz soixante et onze, j'ay veu, leu et releu mon présent testament que j'ay trouvé estre bon et selon ma volonté.

« Et par forme de codicille j'ay adjouté audict testament pour troisième exécuteur mon filz, Gérard Coquault; ne l'ayant pas nommé lorsque je l'ay faict, c'est que en ce temps il n'avoit pas l'âge: mais à présent qu'il a vingt cinq ans accomplis il en est capable.

« Et pour mes quatre aultres enfans, je veux qu'ils soient émancipez avec l'aide de bons curateurs, et que les grands assistent les petits par amour fraternel, leur honneur et satisfaction, ce sera de maintenir leur frère et sœurs pupilles, estants mesditz quatre enfans en l'âge de cela : Jehanne Coquault ayant vingt quatre ans, Simon Coquault vingt deux ans, Marie dix huict ans, et Jacqueline seize ans. Et ay signé.

O. COQUAULT. »

« Je veux que ce qui est escript sur mes livres soit entièrement exécuté, mesme la feuille volante qui est dans le Livre des dettes que je doihs, qui concerne ce que j'ay escript touchant ce que j'ay avancé à Monsieur Tilquin depuis le compte que j'ay faict avec luy en décembre 1669 passé par devant Rogier notaire, soit entièrement creu comme estant véritable. Faict à Reims ce dict jour 8 mars 1671 et ay signé.

O. COQUAULT. »

Acte de dépôt du testament de Oudard Coquault.

« Ce jourd'huy douziesme febvrier l'an 1672, est comparu en personne par devant les notaires royaux à Reims soubz signez vénérable et discrete personne M^e Symon Coquault, prebtre chanoine en l'Eglise Nostre-Dame de Reims, conseiller du roy au siège royal et Présidial dudit Reims, lequel nous a dict que deffunct Monsieur Oudard Coquault son frère luy a mis es mains le sixiesme juing

1661 (sic) son testament cy-dessus et d'autre part escript estant dans ung paquet de pappier cachetté de cire d'Espagne en divers endroitz qui en auroit faict l'ouverture en présence des sieurs Gérard Coquault et Pierre Tilquin (filz) et gendre du dict deffunct ; après quy leur en a faicte la lecture auroit ledict sieur conseiller Coquault du consentement desditz sieurs Gérard Coquault et Tilquin mis et déposé ès mains de Rogier l'un desditz notaires soussignez quy s'en est chargé pour mettre en ses registres et en dellivrer des coppies aux personnes quy luy en requereront et qui y auront interest.

« Dont et de quoy ledit sieur conseiller Coquault a requis le présent acte. Et ont lesd. sieurs Coquault sus nommez, Tilquin icy signé, demoiselle Jeanne Coquault, sa femme, Symon Coquault et demoiselle Jeanne Coquault la jeune, leur frère et sœurs enffans.

Signé : Coquault, G. Coquault, Tilquin, S. Coquault, J. Coquault l'ainée, Jeanne Coquault la jeune, Rogier, Herbin.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
À VANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Inspiration des testaments . . .	15
I. — Etude des préambules.	16
Testaments sous seing privé	16
Testaments authentiques.	18
II. — Dispositions de fond.	25
Dispositions religieuses	26
Dettes et torfaiz.	26
Règlement de sépulture et de funérailles.	27
Legs pieux	34
Legs charitables.	42
Dispositions profanes	44
Legs-souvenirs.	45
Règlements successoraux.	50
CHAPITRE II. — Formes des testaments	55
Division des testaments au point de vue de la forme. .	55
Testament olographe. Dépôt de testament olographe. .	55
Testament par acte public	58
Deux notaires, un notaire et deux témoins, curé ou vi-	
caire et notaire, curé ou vicaire et deux témoins,	
justice locale	59
Testament nuncupatif.	64
Témoins, Dictée du testament, Codicilles.	69
CHAPITRE III. — Dispositions de fond	75
Institution d'héritier.	76
Substitutions	79
Rappels à succession.	83
Exhérédation	84
Règlement de dettes	85

Legs particuliers	87
Tutelle testamentaire	100
Dispositions diverses.	102
CHAPITRE IV. — Restrictions du droit de tester.	104
I. — Incapacités	104
Incapacités générales	104
Capacité de disposer par testament.	109
II. — Limitations familiales	113
Réserve lignagère, légitime et quotité disponible au profit d'un étranger.	114
Quotité disponible au profit d'un enfant et legs par préciput	119
Quotité disponible entre époux.	126
Effet des legs au point de vue des immeubles de la communauté	136
CHAPITRE V. — Exécution testamentaire.	146
Nomination des exécuteurs.	147
Fonctions et pouvoirs	148
Obligations des exécuteurs.	149
Rôle de l'exécuteur en cas de legs aux pauvres.	152
Délivrance des legs	155
CHAPITRE VI. — Acquit du passif.	163
Répartition du passif entre les légataires de quotité	163
Charges foncières anciennes et nouvelles	166
CHAPITRE VII. — Compétence.	170
CONCLUSION	175
APPENDICE.	179
I. — Textes tirés de la Coutume de Reims rédigée en 1556.	179
II. — Testament Gaucher de Château-Porcien	195
III. — Donation Nicolas Guériot	199
IV. — Délivrance de legs Nicole Guériot.	201
V. — Testament Perette Bignicourt	205
VI. — Testament Coquault	214

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
